

---

# Évaluer les menaces à la paix et à la démocratie au niveau mondial

---

Indice Normandie  
2020

---



ÉTUDE

---

EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Service de recherche pour les députés  
PE 652.039 – Septembre 2020

FR



# Évaluer les menaces à la paix et à la démocratie au niveau mondial

---

## Indice Normandie 2020

L'Indice Normandie, qui en est à sa deuxième année, vise à mesurer le niveau des menaces pesant sur la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. Présenté pour la première fois au Forum mondial «Normandie pour la paix» en juin 2019, il résulte d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la Région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec et sur la base de données fournies par l'Institute for Economics and Peace. Ce document présente les résultats de l'exercice 2020 et explique comment l'indice peut être utilisé pour comparer le niveau de paix – défini sur la base de la performance d'un pays donné par rapport à une série de menaces déterminées – d'un pays ou d'une région du globe à l'autre. Le document est complété par 40 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

## AUTEURS

Éditeurs: Étienne Bassot et Monika Nogaj.

Auteure: Elena Lazarou, Service de recherche pour les députés.

Les graphiques ont été réalisés par Nadejda Kresnichka-Nikolchova.

Le présent document a été rédigé par le Service de recherche pour les députés au sein de la direction générale des services de recherche parlementaire du Parlement européen (EPRS) du Secrétariat général du Parlement européen. Les données utilisées ont été fournies par l'Institute for Economics and Peace. L'auteure tient à remercier Philippe Perchoc pour sa contribution à la conception et à l'élaboration de l'Indice Normandie et à certaines parties de cette étude. Elle souhaite également remercier ses collègues du service de recherche pour les députés pour leur contribution et leurs commentaires sur les études de cas. Tessa Fardel a apporté son aide lors des recherches.

L'[Indice Normandie](#) est également disponible en ligne. Le présent document met à jour et développe l'Indice Normandie 2019, également disponible sur le site du [Think tank](#) du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: [eprs@ep.europa.eu](mailto:eprs@ep.europa.eu).

## VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traductions: DE, FR

Manuscrit complété en juillet 2020.

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Ce document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence pour les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

Bruxelles © Union européenne, 2020.

Crédits photo: © peshkov / Fotolia.

PE 652.039  
ISBN: 978-92-846-7000-0  
DOI:10.2861/682818  
QA-03-20-527-FR-N

[eprs@ep.europa.eu](mailto:eprs@ep.europa.eu)

<http://www.eprs.ep.parl.union.eu> (intranet)

<http://www.europarl.europa.eu/thinktank> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

## Préface



Cette année marque le 75<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la signature de la charte des Nations unies. Pour l'Union européenne, elle coïncide également avec le 70<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman, qui est considérée comme l'acte fondateur de l'Union. Ces anniversaires rappellent la nature destructrice de la guerre et les valeurs de paix, de sécurité et de multilatéralisme qui sont au cœur de l'Union européenne et de sa politique étrangère.

L'année 2020, peut-être plus que toute autre année au cours des dernières décennies, nous a toutefois rappelé que nous ne devons jamais considérer la sécurité comme acquise et que les menaces à la sécurité et à la démocratie peuvent se présenter sous de nombreuses formes. La crise de la sécurité sanitaire provoquée par la pandémie mondiale de coronavirus a mis en péril tant de facettes de notre mode de vie, de notre prospérité, de nos systèmes de protection sociale, de notre économie et de notre démocratie.

Dans les zones de conflit du monde entier, le virus a exacerbé les menaces quotidiennes de violence et de faim, ce qui prouve, chaque jour, que la paix et la sécurité sont le résultat d'une équation complexe, dont plusieurs menaces traditionnelles et nouvelles sont les variables. Dans ce contexte, la promotion de la paix est à la fois plus importante et plus complexe que jamais.

Même avant la pandémie, la paix, la sécurité et la stabilité étaient en fait absentes du quotidien des citoyens dans plusieurs régions du monde. Le changement climatique, le terrorisme, les cyberattaques, la prolifération des armes de destruction massive, la pauvreté ou la criminalité transfrontalière ne sont que quelques-uns des nombreux facteurs de déstabilisation de la paix, conduisant parfois à des conflits violents et meurtriers ainsi qu'à la détérioration de la qualité de vie des citoyens.

La promotion de la paix et la sécurité internationale constituent les pierres angulaires de la politique étrangère de l'Union européenne et sous-tendent toutes les facettes de son action extérieure. À mesure que nous progressons vers la consolidation de la politique étrangère de l'Union, la compréhension de ces menaces et de leur interaction devient une tâche plus importante que jamais. Ce n'est qu'en les comprenant que nous pouvons travailler avec nos partenaires pour les aider à renforcer leur capacité à résister, à s'adapter ainsi qu'à se remettre rapidement des tensions et des chocs. Même au sein de l'Union européenne, nous avons connu des menaces sous la forme de crises économiques, de pandémies, de changements climatiques et d'attaques contre notre démocratie au cours des deux dernières décennies, ce qui a nécessité de la résilience et de la solidarité; des valeurs que nous nous efforçons de tisser dans notre action extérieure.

La pandémie nous a également rappelé l'importance d'une recherche scientifique solide pour l'élaboration des politiques, ce qui est valable dans tous les domaines. En politique étrangère, la recherche est nécessaire pour comprendre les défis, pour formuler la meilleure stratégie et pour

distribuer au mieux les ressources. En évaluant scientifiquement le niveau des menaces à la paix et à la démocratie dans le monde, l'Indice Normandie est un outil qui peut soutenir ce travail.

Face à la crise du coronavirus, notre génération doit rassembler le même courage que les pères fondateurs et se concentrer sur l'avenir commun du projet européen, que tant de personnes à travers le monde considèrent comme un exemple de paix, de solidarité et de prospérité. Nous devons également porter notre attention vers l'extérieur. Soixante-dix ans après la déclaration Schuman, nous sommes confrontés à un monde qui peut être très différent de celui que nous avons connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un monde qui nous obligera à réfléchir à la manière de défendre la paix et la sécurité de manière innovante et sans précédent. Le Parlement européen s'est engagé à redynamiser le multilatéralisme pour le développement, la sécurité et la paix. Dans cet engagement à promouvoir la paix, la sécurité et la démocratie en tant qu'objectifs clés de l'action de l'Union européenne dans le monde, nous saluons ce travail et sa contribution à notre compréhension de la paix et de ses nombreuses variables.

**David Maria Sassoli**

Président du Parlement européen

## Table des matières

|                                                                                                                   |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus complexe et davantage en proie aux tensions</b> | <b>1</b>  |
| 1.1. Comment mesurer la paix                                                                                      | 1         |
| 1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques                        | 2         |
| <b>2. L'Indice Normandie</b>                                                                                      | <b>3</b>  |
| 2.1. L'Indice Normandie 2020: Conclusions et fonctions                                                            | 7         |
| <b>3. L'Indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen</b>                                          | <b>11</b> |
| <b>4. La valeur ajoutée des études de cas</b>                                                                     | <b>11</b> |
| Afghanistan                                                                                                       | 14        |
| Albanie                                                                                                           | 16        |
| Bosnie-Herzégovine                                                                                                | 18        |
| Bolivie                                                                                                           | 20        |
| Brésil                                                                                                            | 22        |
| Burkina Faso                                                                                                      | 24        |
| Canada                                                                                                            | 26        |
| République centrafricaine                                                                                         | 28        |
| Tchad                                                                                                             | 30        |
| Chine                                                                                                             | 32        |
| Colombie                                                                                                          | 34        |
| Costa Rica                                                                                                        | 36        |
| République démocratique du Congo                                                                                  | 38        |
| Égypte                                                                                                            | 40        |
| Érythrée                                                                                                          | 42        |
| Éthiopie                                                                                                          | 44        |
| Géorgie                                                                                                           | 46        |
| Inde                                                                                                              | 48        |
| Indonésie                                                                                                         | 50        |
| Iran                                                                                                              | 52        |
| Iraq                                                                                                              | 54        |
| Liban                                                                                                             | 56        |
| Mali                                                                                                              | 58        |
| Mauritanie                                                                                                        | 60        |
| Mexique                                                                                                           | 62        |
| Niger                                                                                                             | 64        |
| Nigeria                                                                                                           | 66        |

---

|                                                     |           |
|-----------------------------------------------------|-----------|
| Macédoine du Nord                                   | 68        |
| Corée du Nord                                       | 70        |
| Russie                                              | 72        |
| Arabie saoudite                                     | 74        |
| Somalie                                             | 76        |
| Afrique du Sud                                      | 78        |
| Syrie                                               | 80        |
| Philippines                                         | 82        |
| Tunisie                                             | 84        |
| Turquie                                             | 86        |
| Ukraine                                             | 88        |
| États-Unis                                          | 90        |
| Venezuela                                           | 92        |
| <b>5. ANNEXE – L'Indice Normandie: méthodologie</b> | <b>94</b> |



## 1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus complexe et davantage en proie aux tensions

La [politique étrangère](#) de l'Union européenne a longtemps fait l'objet de débats universitaires variés et animés, tant sur sa capacité et sa légitimité à agir, que sur la nécessité pour elle de se doter d'une stratégie, d'une vision et d'objectifs clairs. Visant entre autres à répondre à certaines de ces questions, la [stratégie globale de l'Union européenne](#), lancée en 2016 par la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne (HR/VP), Federica Mogherini, a présenté une vision structurée et cohérente des objectifs de la politique étrangère de l'Union dans un environnement géopolitique et socio-économique mondial de plus en plus complexe. S'appuyant sur les dispositions des traités fondateurs de l'Union, en particulier du [traité de Lisbonne](#), la stratégie globale définit le niveau d'ambition pour l'Union en tant qu'acteur de politique étrangère poursuivant les objectifs définis dans le traité, notamment l'objectif clé de la recherche de la paix, tant dans l'Union que dans le reste du monde.

Bien que la stratégie globale de l'Union européenne ne soit pas un exercice classique d'[évaluation des menaces](#), elle saisit dans son approche un certain nombre de menaces pour la paix et la sécurité mondiales et va au-delà des conceptions traditionnelles de la sécurité en incluant dans ces menaces les problèmes traditionnels et émergents qui mettent la paix en péril. Elle s'appuie également sur les liens cruciaux entre les développements qui ont le potentiel d'exacerber, de catalyser et d'amplifier les menaces définies. Ainsi, en ce qui concerne la sécurité sanitaire – sans doute la menace la plus notable pour la sécurité en 2020 –, si la stratégie n'analyse pas explicitement l'approche de l'Union en matière de préparation aux pandémies, elle indique que l'Union européenne redoublera d'efforts «en matière de prévention, de surveillance des causes profondes, telles que les violations des droits de l'homme, les inégalités, la pénurie de ressources et le changement climatique – qui est un multiplicateur de menace qui catalyse la pénurie d'eau et de nourriture, les pandémies et les déplacements». Elle s'engage également à travailler «plus efficacement pour la prévention, la détection et la réponse aux pandémies mondiales» par l'intermédiaire de structures de gouvernance mondiale.

Suivant la logique de l'interconnexion des menaces, l'Indice Normandie, fruit d'un mémorandum de 2018 entre la région Normandie et le Parlement européen, vise à donner une image globale des régions et des pays du monde à travers le prisme de la recherche de la paix, mesurée au regard des menaces définies explicitement dans cette même stratégie. Son objectif est de fournir aux décideurs politiques de l'Union un outil leur permettant d'envisager la création d'instruments d'action extérieure ciblés. Il est délibérément conçu pour être concis et aisément compréhensible, afin de servir également, auprès du grand public, d'outil de communication qui permette à la fois de mieux comprendre les menaces à travers le monde et de s'informer sur l'action extérieure de l'Union. Il complète la publication annuelle «Paix et sécurité» élaborée par le Service de recherche du Parlement européen.

### 1.1. Comment mesurer la paix

La définition moderne de la paix [se réfère](#) non seulement à «l'absence de guerre», mais inclut également des éléments relatifs au bien-être: les gens attendent et exigent davantage de la paix. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer, car elle découle d'un continuum entre guerre interétatique et perception positive du public. Ce [continuum](#) comprend des violences internationales (les guerres, les conflits hybrides) et intranationales (la violence des gangs ou les

violences policières, les déplacements forcés). Toute mesure de la paix doit dès lors tenir compte d'un grand nombre de dimensions.

Une autre façon de mesurer la paix est de prendre en considération le niveau des menaces pour la paix, afin de les combattre et d'éviter une éventuelle dégradation de la situation. Sans aucun doute, plusieurs États du monde sont confrontés à des menaces multiples — qui non seulement pèsent sur la paix individuellement, mais peuvent aussi s'amalgamer pour faire naître de nouveaux dangers — ainsi qu'à des menaces hybrides. La pandémie de coronavirus est un exemple de ce type de menace: alors qu'il s'agit par essence d'une menace pour la sécurité sanitaire, la pandémie a entraîné une insécurité économique, a donné lieu à une augmentation considérable de la désinformation et des cyberattaques, a aggravé la pénurie alimentaire dans certaines parties du monde en développement et a menacé la démocratie en donnant aux régimes autoritaires du monde entier une justification pour un contrôle et une surveillance accrus. Selon un nouveau [rapport](#) de l'Institute for Economics and Peace, la pandémie aura probablement des répercussions négatives sur la plupart des indicateurs utilisés pour calculer les classements, tels que l'indice mondial de la paix et l'indice de paix positive.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces, la raison d'être de l'Indice Normandie est double. Premièrement, l'indice se concentre sur le domaine de l'action extérieure de l'Union européenne, en sélectionnant et en mesurant les menaces perçues comme telles par l'Union, et que l'action de l'Union vise à combattre, à éviter, à résorber ou à résoudre. Deuxièmement, l'Indice Normandie vise à contrôler la probabilité (ou l'existence) d'un conflit (ou d'une déstabilisation de la paix et de la sécurité) dans un pays donné sur la base du niveau global de ces menaces.

## 1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques

Les indices peuvent être [utilisés](#) comme des systèmes d'alerte précoce conçus pour fournir aux décideurs politiques des informations sur les risques potentiels et l'évolution des facteurs économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires et politiques. En fonction de leur composition, ces indices peuvent quantifier la probabilité qu'un événement se produise dans un avenir proche ou prévisible, ce qui en fait des outils de prospective. La prospective, telle que définie dans le rapport 2019 du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) intitulé «[Tendances mondiales à l'horizon 2030](#)», est un «exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir et à esquisser les chemins qui y mènent». En ce sens, la prospective est un outil aidant à déterminer et à choisir des axes d'intervention; c'est un «principe d'organisation sélectif».

Un indice peut également donner un aperçu général d'une situation sur la base d'une pluralité de facteurs. Les indices existants liés à la paix et à la sécurité proposent différentes versions de ces paniers de

Un exemple actuel du lien entre les indices et l'élaboration des politiques est l'[indice de sécurité sanitaire mondiale](#), qui indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie ou une pandémie à grande échelle, et qui démontrait que chaque pays – y compris les pays à revenu élevé – avait des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire. Globalement, la préparation mondiale moyenne aux épidémies et aux pandémies a obtenu un score de 40,2 sur 100. Même si la crise de la Covid-19 a frappé avant que les problèmes mis en évidence dans l'étude ne soient abordés, un regard renouvelé sur les indicateurs qui la composent, à savoir la prévention, la détection et la notification, les systèmes de santé, la réaction rapide, l'exposition aux risques et le respect des normes sanitaires mondiales, peut aider à orienter la décision politique pour préparer la prochaine crise sanitaire. De cette façon, les indices et les indicateurs peuvent soutenir le travail des décideurs politiques.

facteurs en tenant compte de variables déterminées pour élaborer les niveaux de conflit et de paix. Certains indices s'apparentent à des dispositifs de [suivi des conflits](#), qui se concentrent spécifiquement sur la prévention de la violence létale et sur son importance particulière pour la politique étrangère d'une région ou d'un pays donnés. D'[autres indices](#) cherchent à renseigner de manière plus générale sur les niveaux d'une multitude de facteurs tels que la sûreté et la sécurité sociétales, les conflits internes et internationaux ainsi que le degré de militarisation. Une troisième catégorie d'indices, parmi lesquels on peut citer l'[indice des États fragiles](#), discerne les vulnérabilités qui contribuent au risque de fragilité de l'État.

Les limites de la mise en œuvre des politiques sont naturellement marquées en matière de ressources, de temps et de politique. Pourtant, même rétrospectivement, les indices peuvent permettre de comprendre les éléments qui ont contribué à l'adéquation de la réponse des politiques menées pour faire face à des événements critiques. Par exemple, l'[indice de sécurité sanitaire mondiale 2019](#) indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie ou une pandémie de grande ampleur et démontrait que tous les pays présentaient des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire.

Généralement, ces indices visent à comparer l'importance relative de variables prédéterminées au sein d'une région ou à l'échelle mondiale, à proposer une évaluation des risques politiques pour l'avenir ainsi qu'à contribuer au travail des décideurs politiques et d'autres acteurs de la politique étrangère. L'Indice Normandie a pour rôle de mettre ces résultats au service de la politique étrangère de l'Union, en cohérence avec les objectifs de cette dernière. Ceci est particulièrement opportun, étant donné la réflexion actuelle sur une [boussole stratégique](#) afin de guider l'action de l'Union européenne et de définir son niveau d'ambition en matière de politique étrangère.

## 2. L'Indice Normandie

L'Indice Normandie se distingue des autres dans la mesure où il suit la vision établie par l'Union européenne et spécifiquement adaptée à son action. Il définit également le conflit et les nombreux états intermédiaires existant entre la paix parfaite et la guerre totale (à savoir [la conflictualité](#)) comme un produit de facteurs liés aux principales menaces recensées par l'Union dans sa stratégie d'action extérieure. Comme l'expose le document [Paix et sécurité en 2018](#), la [Stratégie globale de l'Union européenne](#) a recensé 11 menaces principales pesant actuellement sur la paix et la sécurité:

|                        |                              |                                    |                       |
|------------------------|------------------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Terrorisme             | Menaces hybrides             | Crises économiques                 | Changement climatique |
| Insécurité énergétique | Conflits violents            | Cybersécurité                      | Désinformation        |
| États fragiles         | Criminalité transfrontalière | Armes de destruction massive (ADM) |                       |

L'indice s'appuie sur 9 de ces 11 menaces, auxquelles il attribue un poids égal dans le calcul du résultat final pour 137 pays des Nations unies (l'UE-27 étant comptabilisée comme un seul acteur)<sup>1</sup>.

En outre, l'Indice Normandie comprend un indicateur composite sur la criminalité. Bien qu'aucun ensemble de données fiables mesurant la criminalité transfrontalière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, étant donné les énormes obstacles méthodologiques que cela

<sup>1</sup> Voir annexe méthodologique.

engendrerait puisqu'il existe des milliers de dyades (frontières séparant deux pays) dans le monde, le niveau de criminalité dans les 137 entités comptabilisées est évalué au moyen d'un indicateur mondial du crime organisé: le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur la perception de la criminalité (25 %).

La catégorie des [menaces hybrides](#) est exclue de l'Indice Normandie, dans la mesure où ces menaces sont, par nature, à multiples facettes et consistent en une combinaison de plusieurs facteurs. C'est pourquoi l'indice les appréhende de manière indirecte par la compilation de leurs différentes dimensions (insécurité énergétique, crises économiques, désinformation, cyberattaques), mais, pour éviter la duplication, n'inclut pas explicitement une catégorie de «menaces hybrides». Dans sa version en ligne, l'Indice Normandie permet à l'utilisateur de consulter un classement des 137 entités fondé sur la somme de menaces qui, ensemble, constituent des menaces «hybrides».

La quantification, voire l'estimation, du niveau de [désinformation](#) dans un pays donné continue de diviser les spécialistes, car de nouvelles connaissances dans ce domaine continuent de voir le jour. C'est pour cela que la première version, de 2019, de l'Indice Normandie lui substituait un indicateur relatif à la «liberté de la presse», bien qu'il soit reconnu que le paysage médiatique n'est qu'un des nombreux facteurs ayant une incidence sur la résilience à la désinformation. Depuis 2020, des données sur la diffusion d'opinions trompeuses et de fausses informations par les gouvernements et les partis politiques sont disponibles grâce au projet [VDEM](#) (Variétés de la démocratie). Bien qu'elles ne soient pas exhaustives de toutes les sources de désinformation, les données recueillies par le VDEM ont été utilisées pour mesurer la menace de désinformation dans l'Indice Normandie<sup>2</sup>.

Aux dix facteurs susmentionnés, l'Indice Normandie ajoute la qualité du processus démocratique, le soutien à la démocratie constituant une dimension essentielle de l'action extérieure de l'Union européenne. En outre, comme l'analyse le document «Paix et sécurité en 2020», il existe une forte corrélation entre, d'une part, la faiblesse des processus démocratiques et, d'autre part, les menaces à la paix et à la sécurité. Compte tenu de la complexité et du caractère multidimensionnel des domaines abordés, la méthode choisie pour l'Indice Normandie se fonde sur la sélection d'un indicateur représentatif clé pour chacun des domaines (deux pour la criminalité comme expliqué ci-dessus), en fonction des publications officielles et universitaires existantes ainsi que des données disponibles.

**Tableau 1 – Résumé des domaines, des indicateurs et des sources**

| Domaine               | Indicateurs                                       | Définition                                                                                                                                           | Source                                      | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-----------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.                                   | Nations unies                               | 193                    | 2019                      |
| Cybersécurité         | Indice de cybersécurité                           | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de | Union internationale des télécommunications | 199                    | 2017                      |

<sup>2</sup> Veuillez noter que l'Indice Normandie 2019 a été calculé rétroactivement pour inclure de nouvelles données sur la désinformation ainsi qu'un calcul plus précis d'autres indicateurs, tels que l'insécurité énergétique. Les calculs rétroactifs ont été utilisés dans tous les graphiques inclus dans cette publication. Pour plus d'informations sur l'approche méthodologique, consultez l'annexe de cette étude. Pour les nouvelles données de 2019, visitez le site web de l'Indice Normandie.

|                         |                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                             |     |      |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----|------|
|                         |                                                                         | sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité disponible.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                             |     |      |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative                                      | Indicateur de la mesure dans laquelle l'idéal de la démocratie participative est atteint dans un pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | VDEM                        | 179 | 2018 |
| Crises économiques      | Vulnérabilité financière – prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Banque mondiale             | 136 | 2018 |
| Insécurité énergétique  | Importations d'énergie                                                  | Importations nettes d'énergie (en % de la consommation d'énergie) . Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Banque mondiale             | 187 | 2015 |
| États fragiles          | Indice des États fragiles                                               | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix          | 177 | 2019 |
| Criminalité             | Taux d'homicide pour 100 000 personnes                                  | Taux d'homicide pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | ONU DC                      | 137 | 2017 |
|                         | Perception de la criminalité en bande                                   | Évaluation du niveau de criminalité perçue dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l'équipe chargée des analyses nationales de <i>The Economist Intelligence Unit</i> . Les analystes des pays évaluent cet indicateur sur une base annuelle, pour la période de mars à mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Economist Intelligence Unit | 163 | 2019 |
| Désinformation          | Désinformation                                                          | Indicateur de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | VDEM                        | 179 | 2018 |

|                   |                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                   |     |      |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----|------|
|                   |                                                                                               | diffuser la désinformation dans un pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                   |     |      |
| Terrorisme        | Indice mondial du terrorisme                                                                  | Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement prend en considération les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Institute for Economics and Peace | 163 | 2019 |
| Conflits violents | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix                                    | Moyenne des six indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix:<br>1) intensité des conflits internes,<br>2) nombre de morts causés par les conflits internes,<br>3) nombre de conflits internes,<br>4) intensité des conflits externes,<br>5) nombre de morts causés par les conflits externes,<br>6) conflits externes ou internes.                                                                                                                                                                                                                                                         | Institute for Economics and Peace | 163 | 2019 |
| ADM               | Indicateur de l'indice mondial de la paix relatif aux capacités nucléaires et d'armes lourdes | Cet indicateur repose sur un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé en combinant des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays signataires des traités de non-prolifération sont mieux notés dans cet indicateur. | Institute for Economics and Peace | 163 | 2019 |

Source: Institute for Economics and Peace & EPRS.

L'Indice Normandie est donc un outil dont les décideurs politiques de l'Union européenne peuvent se servir pour évaluer les pays les plus à risque dans le monde selon les critères retenus dans la stratégie globale de l'Union, et pour cibler l'action de cette dernière. Il ne s'agit pas d'un classement des pays en fonction de leur niveau de paix, mais d'un classement des menaces spécifiques pesant sur la paix par pays. Au fur et à mesure que de nouvelles données seront disponibles, on s'attend à ce que l'exactitude, la répartition géographique et la précision de l'Indice Normandie évoluent afin de servir les décideurs politiques et les analystes dans leur travail de manière toujours plus efficace. En outre, des événements tels que la crise actuelle du coronavirus peuvent amener les stratégies en matière de sécurité du monde entier à reconsidérer l'ampleur et la pertinence des pandémies lorsqu'il s'agit de sécurité et de paix. Au fil des événements, l'Indice Normandie s'adaptera en fonction de l'évolution de l'approche stratégique de l'Union en matière de paix et de sécurité, avec l'inclusion potentielle de nouvelles menaces dans les versions futures.

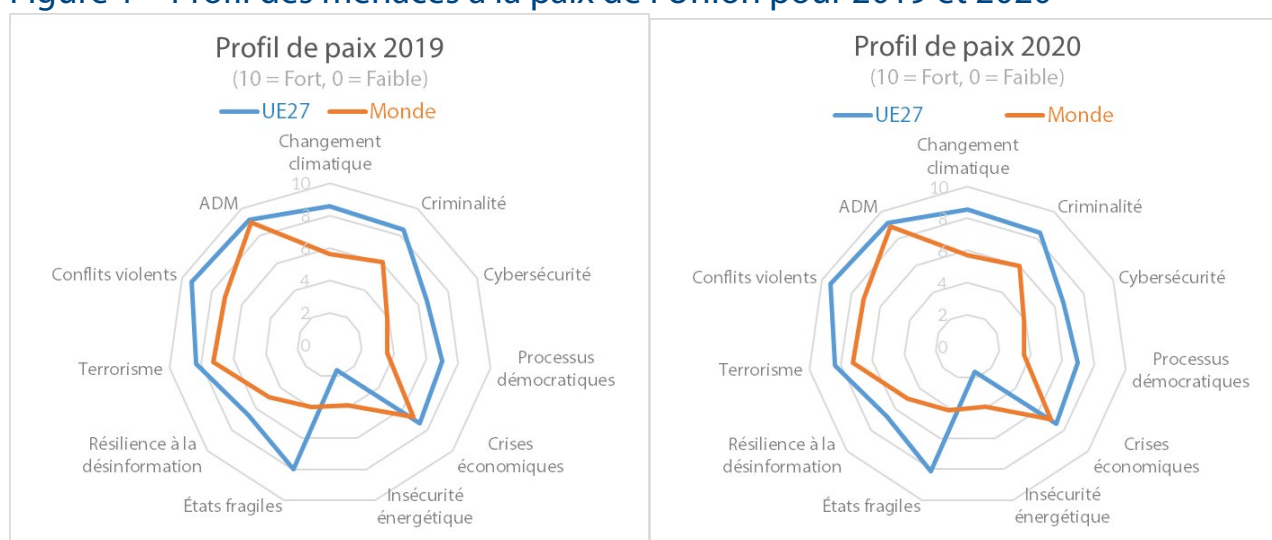


Les comparaisons entre régions, pays et périodes offertes par la version en ligne de l'Indice Normandie permettront aux décideurs de l'Union européenne de déterminer les secteurs à prendre en considération lorsqu'ils aident des partenaires du monde entier, que ce soit au niveau national ou régional, tout en permettant par ailleurs d'éventuellement suivre l'amélioration (ou l'absence d'amélioration) de la résilience à ces menaces dans les pays où l'Union est déjà engagée.

## 2.1. L'Indice Normandie 2020: Conclusions et fonctions

Pour chacun des 136 pays et pour l'UE-27, l'Indice Normandie prend en considération les 11 menaces sur la paix et compare ces 11 dimensions à celles des autres pays de la même région (ou au monde), car l'environnement régional est supposé jouer un rôle important dans la résilience des

Figure 1 – Profil des menaces à la paix de l'Union pour 2019 et 2020



Source des données: Indice Normandie.

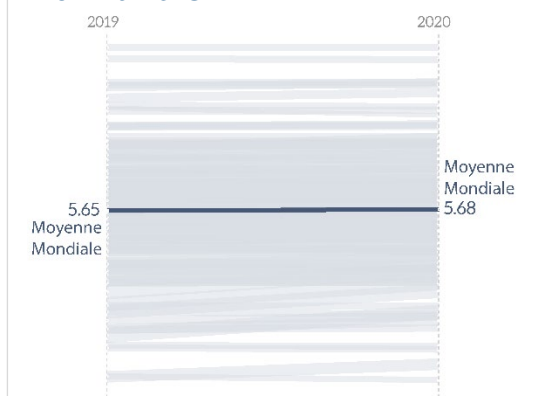
pays face aux menaces.

Pour chacune des dimensions, 10 correspond à une absence de risques et 0 à une menace grave. Dans les exemples ci-dessus, en 2019 et en 2020, l'Union européenne semble moins exposée aux risques pour 9 dimensions sur 11, tout en étant plus exposée au risque de sécurité énergétique que le reste du monde et tout aussi menacée par les ADM que la moyenne mondiale. La comparaison entre les deux années indique que, pour l'UE27, contrairement à d'autres pays et régions, aucun changement significatif dans le profil des menaces à la paix n'a été observé d'une année à l'autre<sup>3</sup>. De même, le profil des menaces à la paix mondiale reste pratiquement inchangé entre 2019 et 2020.

La version en ligne de l'Indice Normandie offre également la possibilité d'établir une comparaison entre les pays, entre des pays individuels et des régions, et dans le temps. En outre, des classements de pays sur la base d'une ou plusieurs menaces sont également disponibles, en utilisant les indicateurs sources.

<sup>3</sup> Il convient de noter que la sécurité sanitaire n'est pas incluse dans l'Indice Normandie 2020, car la menace n'est pas explicitement mentionnée dans la stratégie globale de l'Union européenne. En outre, les données reflétant la sécurité sanitaire dans le monde pour 2020 ne seront disponibles qu'en 2021, de sorte que la nouvelle pandémie de coronavirus ne peut être prise en compte dans les mesures à ce stade.

**Figure 2 – Évolution de l'Indice Normandie**



Les résultats de l'Indice Normandie 2020 (voir figure 2) indiquent une légère augmentation de la moyenne mondiale de 2019 à 2020, de 0,03 sur une échelle de 10, ce qui suggère que, dans l'ensemble, les menaces à la paix et à la sécurité incluses dans l'ensemble de données ont légèrement diminué. En se concentrant sur les 10 premiers et les 10 derniers pays (voir figure 3), on peut voir que le changement est plutôt absent, voire marginal, en particulier parmi les pays les plus performants. Cela indique que le processus de transformation vers la paix et la sécurité prend place sur une période de temps normalement plus longue que la période d'un an observée ici. Un autre élément à observer est qu'il y a une tendance à avoir davantage de changements

(augmentation ou diminution de la vulnérabilité aux 11 menaces) parmi les pays qui ont les scores les plus bas que parmi les pays qui démontrent un haut niveau de paix et sécurité, étant donné que les plus performants sont, par défaut, plus résilients. Cette observation justifie encore davantage l'accent mis par l'Union européenne sur le renforcement de la résilience, à la fois en interne et dans son voisinage. Il est peut-être encore plus intéressant de se concentrer sur les pays qui présentent le plus grand mouvement positif ou négatif dans leur position dans le classement. Par exemple,

**Figure 3 – Les pays les plus performants et les moins performants**

| 10 pays dont le classement est le plus haut |           |           |           | 10 pays dont le classement est le plus bas |           |           |           |
|---------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|--------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| pays                                        | rang 2019 | rang 2020 | variation | pays                                       | rang 2019 | rang 2020 | variation |
| Norvège                                     | 1         | 1         | ➡ 0       | Iraq                                       | 127       | 128       | ⬇ -1      |
| Australie                                   | 2         | 2         | ➡ 0       | République démocratique du Congo           | 128       | 129       | ⬇ -1      |
| Suisse                                      | 3         | 3         | ➡ 0       | Tchad                                      | 130       | 130       | ➡ 0       |
| Nouvelle-Zélande                            | 4         | 4         | ➡ 0       | Pakistan                                   | 131       | 131       | ➡ 0       |
| Canada                                      | 5         | 5         | ➡ 0       | Soudan du Sud                              | 134       | 132       | ⬆ 2       |
| Islande                                     | 6         | 6         | ➡ 0       | Afghanistan                                | 132       | 133       | ⬇ -1      |
| Uruguay                                     | 7         | 7         | ➡ 0       | Somalie                                    | 135       | 134       | ⬆ 1       |
| Oman                                        | 8         | 8         | ➡ 0       | Yémen                                      | 133       | 135       | ⬇ -2      |
| Singapour                                   | 9         | 9         | ➡ 0       | Syrie                                      | 137       | 136       | ⬆ 1       |
| Maurice                                     | 11        | 10        | ⬆ 1       | République centrafricaine                  | 136       | 137       | ⬇ -1      |

Source des données: Indice Normandie.

**Figure 4 – Hausses et chutes**

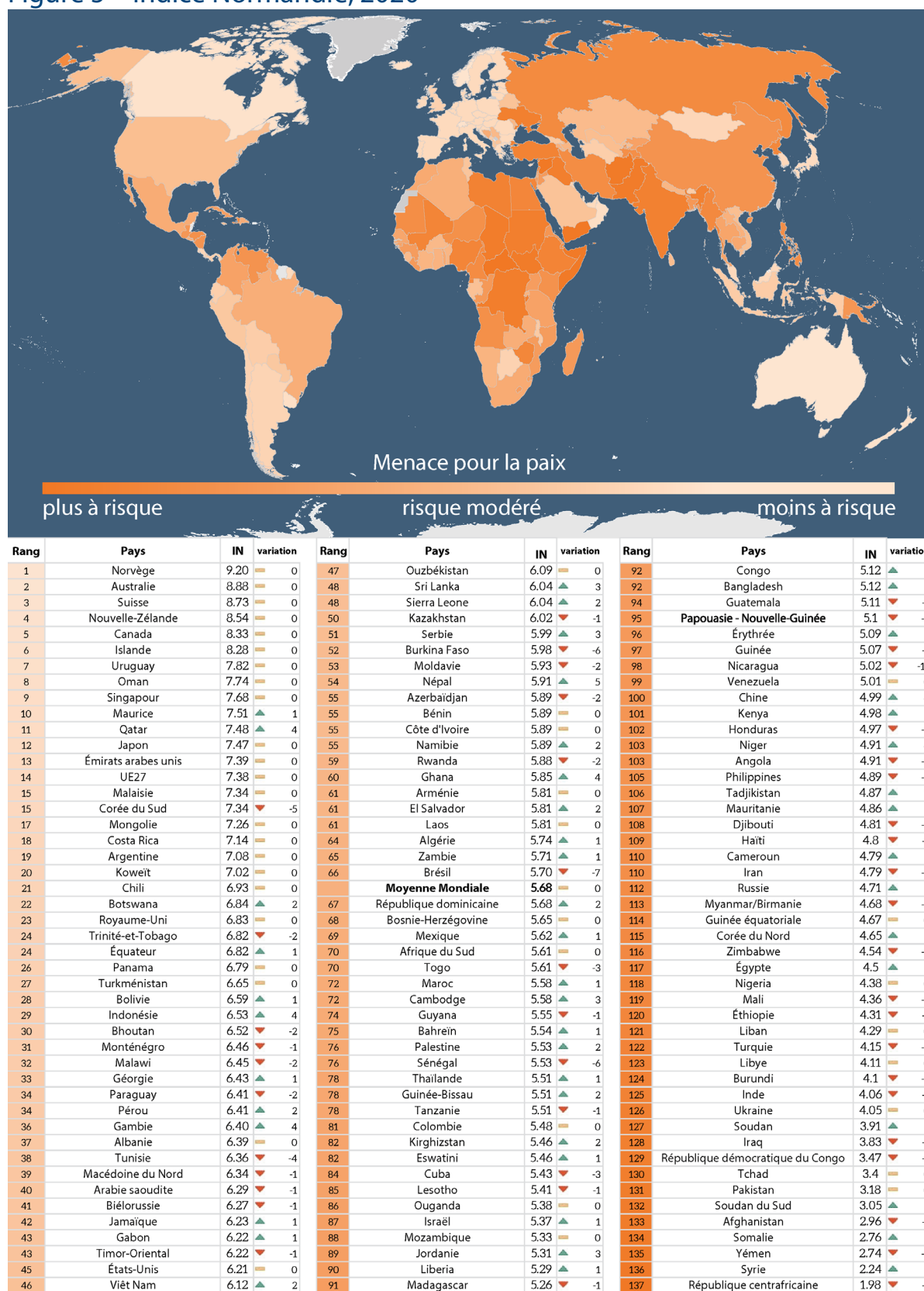
| 10 pays dont le classement augmente le plus |           |           |           | 10 pays dont le classement baisse le plus |           |           |           |
|---------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| pays                                        | rang 2019 | rang 2020 | variation | pays                                      | rang 2019 | rang 2020 | variation |
| Égypte                                      | 125       | 117       | ⬆ 8       | Djibouti                                  | 105       | 108       | ⬇ -3      |
| Tadjikistan                                 | 113       | 106       | ⬆ 7       | Tunisie                                   | 34        | 38        | ⬇ -4      |
| Népal                                       | 59        | 54        | ⬆ 5       | Corée du Sud                              | 10        | 15        | ⬇ -5      |
| Congo                                       | 97        | 92        | ⬆ 5       | Iran                                      | 105       | 110       | ⬇ -5      |
| Qatar                                       | 15        | 11        | ⬆ 4       | Myanmar/Birmanie                          | 108       | 113       | ⬇ -5      |
| Indonésie                                   | 33        | 29        | ⬆ 4       | Zimbabwe                                  | 111       | 116       | ⬇ -5      |
| Gambie                                      | 40        | 36        | ⬆ 4       | Burkina Faso                              | 46        | 52        | ⬇ -6      |
| Ghana                                       | 64        | 60        | ⬆ 4       | Sénégal                                   | 70        | 76        | ⬇ -6      |
| Chine                                       | 104       | 100       | ⬆ 4       | Brésil                                    | 59        | 66        | ⬇ -7      |
| Niger                                       | 107       | 103       | ⬆ 4       | Nicaragua                                 | 87        | 98        | ⬇ -11     |

Source des données: Indice Normandie.



en 2020, le Nicaragua et le Brésil se distinguent par une baisse de 11 et 7 places respectivement, tandis que l'évolution de l'Égypte et du Tadjikistan dans le classement indique une évolution positive (voir figure 4). L'examen des facteurs individuels qui conduisent à ces changements de position (par exemple le changement brutal d'un indicateur spécifique ou simplement une stabilité relative par rapport à d'autres pays) peut être réalisé, d'une part, au moyen d'une déconstruction méticuleuse des indicateurs qui composent l'indice sur le site web de l'Indice Normandie et, d'autre part, sur le plan qualitatif, au moyen de la production d'études individuelles par pays, telles que les quarante incluses ici.

Figure 5 – Indice Normandie, 2020



### 3. L'Indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen

Selon une [enquête](#) Eurobaromètre réalisée en 2016 et [réitérée](#) en 2018, une majorité de citoyens européens souhaiterait que l'Union européenne intervienne davantage dans les domaines liés à la paix et à la sécurité. Alors que la politique étrangère et de sécurité de l'Union demeure, dans une bien plus large mesure que d'autres domaines d'action, dans la sphère intergouvernementale, le traité de Lisbonne a contribué à une augmentation considérable de [la participation](#) des institutions supranationales de l'Union à ce domaine. Pour le Parlement, les dispositions les plus importantes à cet égard relèvent de la consultation, du contrôle, de la responsabilité et des fonctions budgétaires.

L'article 36 du traité sur l'Union européenne (traité UE) impose au HR/VP de consulter régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et choix de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ainsi que de [l'informer](#) de l'évolution de ces politiques, en veillant à ce que les vues du Parlement européen soient «dûment prises en considération». C'est pourquoi le Parlement européen organise chaque année des débats sur l'état d'avancement de la PESC et de la PSDC, sur la base de rapports annuels sur les évolutions de la mise en œuvre de ces politiques. Le Parlement se prononce également sur deux rapports d'initiative annuels (INI) relatifs à la mise en œuvre de la PESC et de la PSDC, pose des questions au HR/VP et formule des recommandations à son intention et à celle du Conseil sur les sujets relevant de ce domaine. Le Parlement exerce son autorité sur les questions de sécurité et de défense en sa qualité d'autorité budgétaire. Enfin et surtout, le Parlement européen supervise les aspects civils de la PSDC qui sont financés par le budget de l'Union ([article 41 du traité UE](#)).

L'Indice Normandie vise à contribuer au rôle du Parlement européen en matière de contrôle de la politique étrangère. Il fournit aux députés du Parlement un indicateur des menaces pesant sur la paix dans le monde qui est cohérent avec la stratégie globale de l'Union. Il sert par conséquent d'outil pour répondre à la demande accrue de responsabilisation des acteurs de la PESC et de la PSDC, ainsi que d'argument empirique sur la nécessité d'accorder aux régions et pays à risques toute l'attention requise.

En cette période d'exigence toujours plus pressante de légitimité et de transparence des institutions européennes, la participation grandissante du Parlement européen à la PESC a contribué à accroître le contrôle démocratique dans ce domaine. Bien que le Parlement européen ne dispose que de prérogatives limitées en ce qui concerne la PESC, il exerce une influence croissante en tant qu'«[entrepreneur de normes](#)» en matière de droits de l'homme et de démocratie, en étroite relation avec le HR/VP et en tant qu'acteur diplomatique, grâce à ses 44 délégations.

### 4. La valeur ajoutée des études de cas

Afin d'illustrer l'utilité et le potentiel de l'Indice Normandie, quarante études de cas sont mises en avant dans les pages qui suivent. Pour chaque étude de cas, le lecteur trouvera une analyse des facteurs traditionnels d'instabilité et de menaces pour la paix, une représentation graphique de la situation du pays par rapport à d'autres pays de la même région, ainsi que des points d'intérêt notables concernant la performance du pays dans l'indice. Une attention particulière est par ailleurs accordée aux nouvelles sources d'insécurité, ainsi qu'à l'analyse de la contribution et du soutien qu'apporte l'Union européenne au renforcement de la [résilience](#) en œuvrant dans le pays en question. Cet engagement peut prendre différentes formes (coopération au développement,

soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, coopération au moyen de la politique européenne de voisinage ou coopération régionale, aide de préadhésion, maintien de la paix, accords commerciaux, etc.) et peut varier en fonction du degré et du type de coopération mis en place avec le pays concerné. Les études de cas ont été choisies pour représenter les principaux partenaires de l'Union européenne (partenaires stratégiques ou partenaires commerciaux), les pays dans lesquels l'Union mène des missions militaires ou civiles, les pays qui font partie du G20 et les pays présentant des vulnérabilités ou des résultats notables dans une ou plusieurs des variables de l'Indice Normandie. Quinze études de cas ont été ajoutées aux 25 publiées en 2019, qui ont également été mises à jour, l'objectif étant d'augmenter leur nombre chaque année. Toutes les études de cas seront également disponibles sur le site web de l'Indice Normandie. Le site web offre à l'utilisateur la possibilité de produire des graphiques comparatifs pour chacun des 137 pays étudiés.

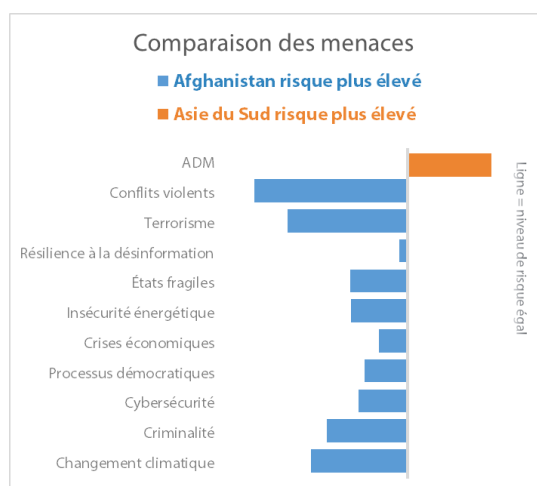
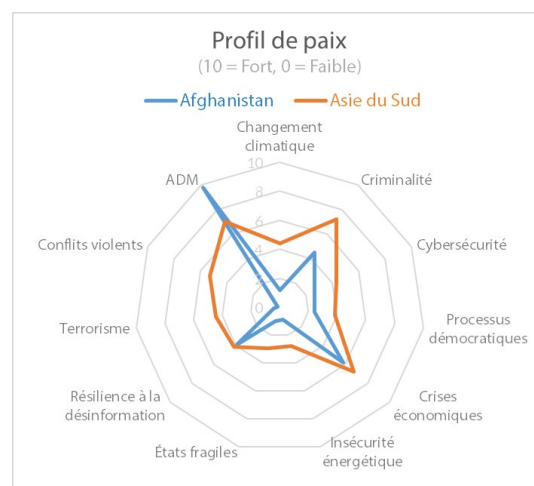


# Afghanistan

L'Afghanistan occupe la 133<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Bien que le pays ait connu une certaine amélioration en matière de stabilité et de croissance économiques, il continue d'être confronté à des conflits et à des problèmes de sécurité, notamment des niveaux de criminalité croissants, le tout aggravé par les effets du changement climatique.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Afghanistan est impliqué dans des conflits depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la première des multiples tentatives britanniques d'annexion du pays. La période de la guerre froide a vu une invasion prolongée et infructueuse de l'Afghanistan par les forces soviétiques, qui s'est terminée par le retrait des troupes soviétiques en 1989 après 10 ans de guerre. Néanmoins, le conflit entre le gouvernement afghan soutenu par l'Union soviétique et les moudjahidine s'est poursuivi, conduisant finalement à [la montée des Talibans qui ont pris le pouvoir en 1995](#) sur la promesse d'apporter la paix. Les événements du 11 septembre 2001 et la réaction des talibans à cette attaque ont relancé un conflit intensément violent dans le pays, les forces américaines ayant envahi le pays pour tenter de chasser les Talibans. On estime que, [depuis octobre 2019](#), plus de 157 000 personnes sont mortes à cause de la guerre en cours, dont 43 000 civils. Bien que les États-Unis aient signé un accord de paix avec les talibans en février 2020, celui-ci est considéré comme [extrêmement fragile](#).



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afghanistan souffre de plus en plus des conséquences du changement climatique, qui exacerbe les tensions existantes. Il est le 26<sup>e</sup> pays le plus vulnérable sur l'[indice de risque climatique de 2019](#). En 2018-2019, le pays a été confronté à une [sécheresse extrême](#) qui a laissé environ 14,3 millions d'Afghans en situation d'insécurité alimentaire et a fait au moins un million de personnes déplacées, ce qui a accentué la pression sur des ressources rares. Selon les données du programme des Nations unies pour l'environnement, [80 %](#) du conflit actuel en Afghanistan porte sur la terre, l'eau et les ressources. L'Afghanistan est également confronté à la menace d'une augmentation de la criminalité, le taux d'homicide passant de 6,6 homicides pour 100 000 habitants en 2017 à [7,1 pour 100 000 habitants](#)

[en 2018](#). Les données de Kaboul suggèrent que la criminalité dans la capitale est maintenant considérée par la population de la ville et le gouvernement comme potentiellement [le problème le plus important](#) – plus que le terrorisme.

## Participation de l'Union européenne

L'Union européenne [soutient](#) la paix en Afghanistan depuis plusieurs décennies et a fait une différence significative dans le pays en améliorant la santé et l'éducation, en créant des cadres de gouvernance et en jetant les bases de la construction de la nation. L'Union européenne a fourni plus de [4 milliards d'euros d'aide au développement](#) à l'Afghanistan depuis 2002; le pays est le plus grand bénéficiaire de l'aide au développement de l'Union dans le monde. Depuis 1992, l'Union européenne a également soutenu des [opérations humanitaires](#), avec jusqu'à 866 millions d'euros à ce jour. Un accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et l'Afghanistan a été conclu en 2017.

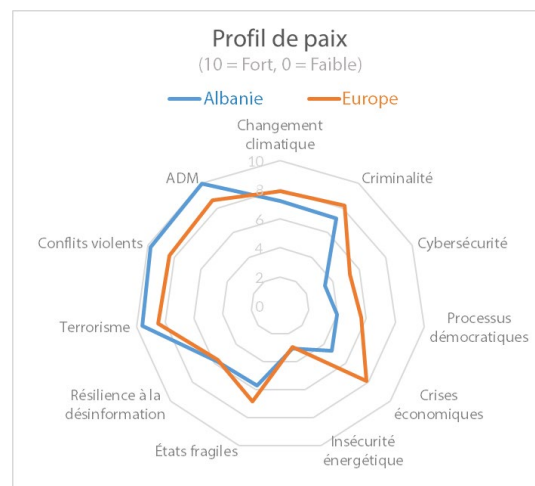


# Albanie

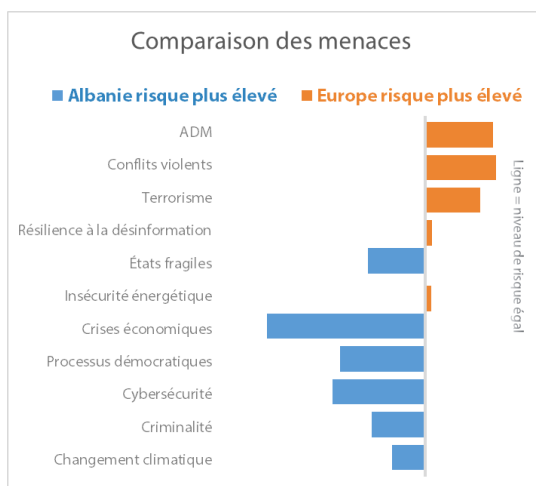
L'Albanie occupe la 37<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Depuis la fin des guerres des Balkans au début des années 1990, elle a réalisé des progrès significatifs en matière de réformes politiques et économiques, à tel point qu'elle a rejoint l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) (avril 2009) et ouvert des pourparlers avec l'Union européenne en vue de son adhésion (mars 2020). L'Albanie est un bon exemple de tolérance et de diversité religieuses. Malgré cela, le pays est toujours confronté à d'importants obstacles économiques et démocratiques, ainsi qu'à des défis liés à l'immigration clandestine.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Engluée dans les guerres des Balkans de 1990 à 1993, l'Albanie a continué à souffrir des [troubles civils internes](#) qui ont éclaté en 1997 lors de la «crise pyramidale», parallèlement à la participation militaire continue au conflit du Kosovo contre la Serbie. L'Albanie est également une plaque tournante du crime organisé, avec l'un des taux de traite des êtres humains les plus élevés d'Europe. La nature clandestine de la traite des êtres humains signifie toutefois que l'Albanie manque de [données](#) fiables. Néanmoins, l'Albanie a été classée par Eurostat parmi les dix premiers pays en matière de nombre de victimes de la traite des êtres humains pendant plusieurs années consécutives. Plus récemment, l'ampleur du [trafic de drogue](#) en Albanie a été estimée à un tel point que la valeur du trafic de marijuana à lui seul, soit 4 milliards de dollars américains par an, équivaut à environ la moitié du produit intérieur brut (PIB) de l'Albanie.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'Albanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe: selon la Banque mondiale, en 2019, [34,6 % des Albanais](#) vivaient avec moins de 5,5 dollars américains par jour et par habitant (en 2011, en termes de parité de pouvoir d'achat). En 2019, l'Albanie a connu un nouveau [ralentissement de sa croissance](#) en raison de la chute des exportations d'électricité et d'un tremblement de terre en novembre 2019 qui a laissé 17 000 personnes sans abri. Le [recul démocratique](#) est évident depuis que les élections de 2017 ont été jugées frauduleuses, ce qui a conduit à des vagues de protestations antigouvernementales tout au long de 2018 et de 2019.

## Participation de l'Union européenne

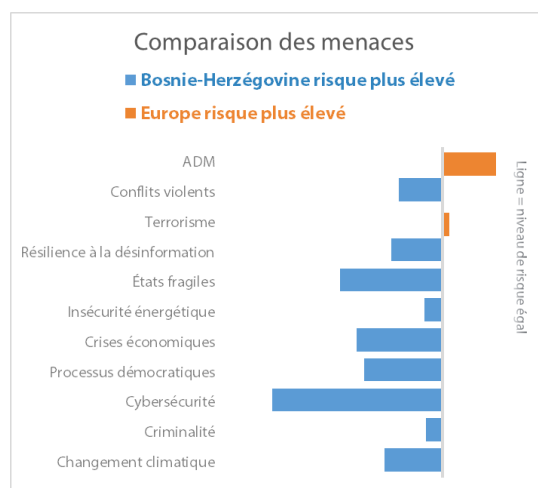
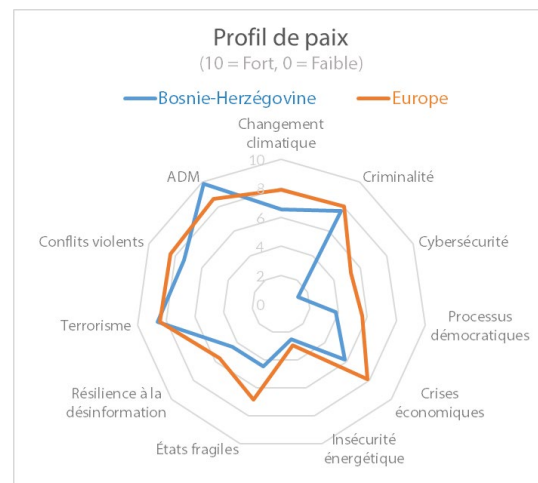
L'Albanie a été désignée comme un [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union européenne dès le sommet UE-Balkans occidentaux de Thessalonique en juin 2003. En 2009, l'Albanie a présenté sa demande d'adhésion officielle. Le rapport par pays de la Commission pour 2018 recommandait l'ouverture de négociations d'adhésion, lesquelles ont été [ouvertes](#) le 25 mars 2020. L'Albanie a participé au sommet UE-Balkans occidentaux du 6 mai 2020. L'Union européenne est le principal fournisseur d'[aide financière](#) au pays. À la suite de la pandémie de coronavirus, le 29 avril 2020, la Commission [a annoncé](#) une aide financière de l'Union européenne de plus de 3,3 milliards d'euros, [mobilisée](#) conjointement avec la Banque européenne d'investissement au profit des citoyens des Balkans occidentaux, y compris les citoyens albanais.

# Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine occupe la 68<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie, considérablement plus vulnérable que la moyenne européenne. En effet, elle se trouve largement en dessous de la moyenne européenne dans les rubriques «cybersécurité» et «États fragiles», mais affiche de bons résultats dans les domaines du terrorisme et de la criminalité.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine a été la scène de conflits armés qui ont déclenché un déploiement de plusieurs missions internationales de maintien de la paix. En 1995, l'accord de paix de Dayton a engendré un système de gouvernement décentralisé, divisant le pays en deux unités fédérales semi-indépendantes, la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Ce système de gouvernance décentralisée est l'une des raisons pour lesquelles la Bosnie-Herzégovine est classée avant-dernière dans l'[indice des États fragiles](#) en Europe. La coopération efficace entre les entités constitutionnelles est freinée par la méfiance entre groupes ethniques et partis politiques, ainsi que par une orientation différente de la politique étrangère. Entre les élections d'octobre 2018 et de novembre 2019, le pays est resté sans gouvernement, car les trois membres de la présidence n'ont pas pu parvenir à un consensus sur l'adhésion à l'OTAN. Le pays dépend fortement du charbon, qui représente 67 % de la production totale d'électricité, mais il investit dans les énergies renouvelables et présente un potentiel majeur en matière d'énergie renouvelable non hydraulique.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Bosnie-Herzégovine est relativement vulnérable aux nouvelles menaces qui pèsent sur sa sécurité, car elle continue d'allouer ses ressources à la reconstruction à la suite du conflit et sa structure étatique est très décentralisée. En 2018, le pays était classé 118<sup>e</sup> sur 175 pays pour la cyberdéfense, car ses entités constitutionnelles ne disposent pas de l'expertise et des ressources nécessaires pour élaborer une stratégie de [cybersécurité](#) cohérente et solide; le pays est également très vulnérable à la désinformation. L'[immigration clandestine](#) a mis les autorités locales et nationales sous pression, en particulier dans les régions qui assument la plus grande partie du fardeau de la gestion des migrations.

Alors que la croissance du PIB est plutôt au point mort depuis 2008, certains domaines économiques se sont considérablement développés et offrent la possibilité d'améliorer la résilience face à ces menaces.

## Participation de l'Union européenne

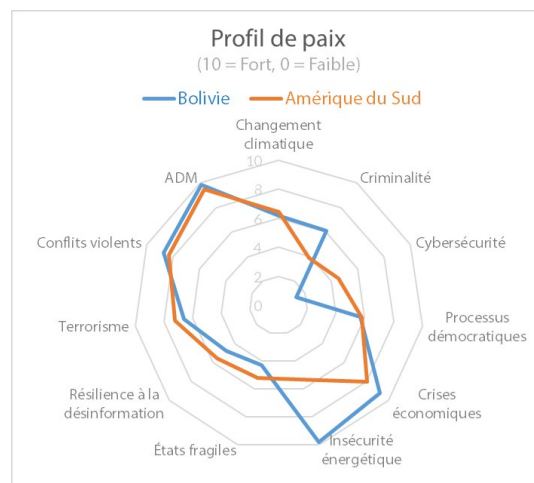
La Bosnie-Herzégovine est un pays [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union. Depuis 2004, l'opération EUFOR [Althea](#) soutient le pays dans ses efforts visant à garantir la paix après l'[accord de paix de Dayton](#). Dans son avis sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la Bosnie en mai 2019, la Commission européenne a recommandé de se diriger vers l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne. Parmi les autres priorités figure la nécessité d'assurer une coordination efficace des capacités de gestion des frontières et des migrations ainsi que de garantir le fonctionnement du système d'asile. L'Union européenne lui [vient en aide](#) par l'intermédiaire de programmes de jumelage ou de renforcement des capacités. Elle soutient également sa transition écologique et climatique au moyen de l'[instrument de préadhésion](#) pour un total de 9,5 millions d'euros en 2018. L'Union européenne a engagé [plus de 80 millions d'euros](#) pour relever les défis liés à la pandémie dans le pays, notamment la désinformation.

# Bolivie

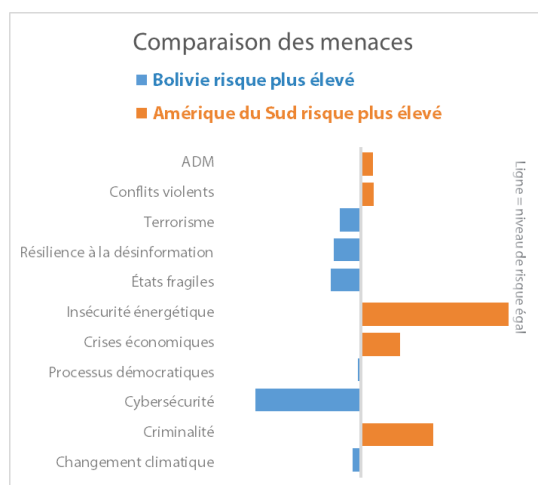
La Bolivie occupe la 28<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Elle est confrontée à l'instabilité démocratique depuis que les résultats des élections présidentielles de 2019 ont été annulés, ce qui a entraîné des troubles sociaux importants qui se sont poursuivis en 2020.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Bolivie a une longue histoire de conflits entre sa population indigène, ses paysans et ceux qui sont considérés comme étant d'origine coloniale espagnole, y compris les riches propriétaires d'entreprises agricoles. Les droits sur les terres et les ressources naturelles ont été les principaux moteurs des tensions et des [conflits](#). Au-delà de cela, les questions de pouvoir et d'identité liées à la terre en tant que bien productif et social ont alimenté les [conflits fonciers](#). La marginalisation des 36 groupes d'[habitants indigènes](#) de Bolivie a également une longue histoire, les droits des indigènes n'ayant été officiellement reconnus qu'en 1993. La situation a changé de manière spectaculaire avec l'élection d'Evo Morales en 2005, le premier indigène à être élu chef d'État dans un pays d'Amérique du Sud. M. Morales a introduit des vastes réformes de redistribution des terres qui ont également entraîné des conflits et des affrontements, les terres ayant été redistribuées au détriment des Boliviens non indigènes et des [agriculteurs commerciaux](#).



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La menace la plus immédiate pour la sécurité de la Bolivie est l'instabilité démocratique. Les élections présidentielles d'octobre 2019 ont été entachées d'accusations de fraude et de corruption, le président Evo Morales ayant revendiqué la victoire pour un quatrième mandat sans précédent. Bien que [ces accusations](#) restent contestées, les élections ont déclenché une vague de troubles sociaux, de protestations et de manifestations, du jamais vu en Bolivie depuis 2005, date à laquelle Evo Morales est arrivé au pouvoir. De violents affrontements entre manifestants pro et anti-Morales ont fait plus de 30 morts dans les quatre semaines qui ont suivi l'élection, avant que M. Morales ne cède à la pression nationale et internationale et ne [démissionne](#). Le gouvernement d'opposition qui, soutenu par l'armée, a pris le pouvoir par intérim avait prévu de nouvelles élections pour le 3 mai 2020, mais le pays étant en quarantaine en raison de la pandémie, la commission électorale a demandé de reporter les élections à une [date ultérieure](#). Comme une grande partie de la région, la Bolivie est très vulnérable aux [cyberattaques](#).

## Participation de l'Union européenne

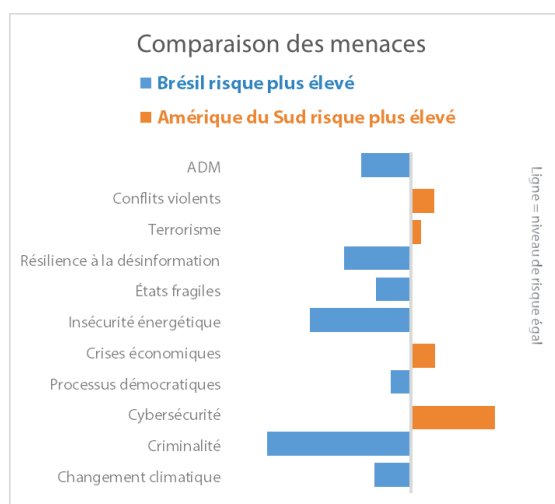
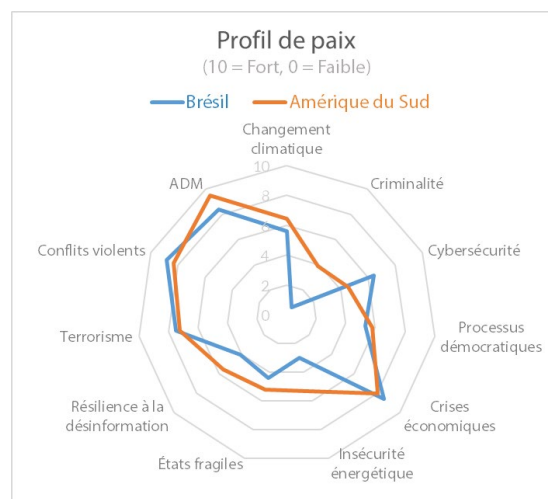
L'Union européenne coopère avec la [Bolivie](#) dans les domaines des droits de l'homme, de la liberté d'expression, de la prévention des conflits, des migrations, de la lutte contre la drogue, du terrorisme, de l'intégration régionale ainsi que de la prévention et de la réponse aux [situations d'urgence](#) et aux catastrophes. Elle est devenue l'un des [principaux donateurs du pays](#), avec 281 millions d'euros pour la période 2014-2020, couvrant principalement la réforme de la justice, la lutte contre la drogue et la gestion intégrale de l'eau. La Bolivie bénéficie également des programmes de coopération régionale de l'Union européenne pour l'Amérique latine, qui comptent parmi leurs priorités le [lien entre sécurité et développement](#). Les États membres de l'Union qui coopèrent avec la Bolivie ont élaboré une [stratégie européenne commune](#).

# Brésil

Le Brésil figure à la 66<sup>e</sup> position de l'Indice Normandie, avec une détérioration significative depuis 2019. Il obtient des résultats inférieurs à la moyenne sud-américaine en ce qui concerne les indicateurs mesurant la criminalité, les processus démocratiques et la désinformation.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Brésil présente le 21<sup>e</sup> score le plus élevé en ce qui concerne les armes de destruction massive. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une puissance nucléaire, le pays dispose d'un [vaste arsenal](#) de véhicules blindés et d'avions de combat. La profonde récession économique qu'a connue le Brésil entre 2014 et 2017 a exacerbé des inégalités sociales profondément enracinées et s'est traduite par une forte augmentation des homicides: le pays a le neuvième taux d'homicide le plus élevé au monde. Selon l'[Atlas da Violência](#), le taux d'homicide au Brésil était de 31,6 pour 100 000 personnes en 2017. C'est plus de cinq fois la moyenne mondiale, qui est d'environ six personnes pour 100 000 habitants. L'augmentation des homicides et des crimes violents ces dernières années est également liée à la [criminalité organisée](#), la plupart des homicides survenant à proximité des principales routes de la drogue. Bien que ses performances soient inférieures à celles de l'Amérique du Sud en moyenne, le Brésil obtient un score élevé pour ce qui est des processus démocratiques, avec le 32<sup>e</sup> score le plus élevé au monde.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

À l'échelle mondiale, le Brésil affiche des résultats supérieurs à la moyenne pour tous les indicateurs liés aux nouvelles menaces hybrides et sécuritaires. Compte tenu du [niveau élevé](#) de cybercriminalité et de cybermenaces au Brésil, les gouvernements et les législateurs brésiliens ont toujours fait de cette question une priorité. Par conséquent, le Brésil réalise le deuxième score le plus élevé en matière de cybersécurité en Amérique du Sud. [Une loi](#) adoptée par le Congrès national du Brésil en 2018 et inspirée du règlement général sur la protection des données (RGPD) permettra de renforcer la cybersécurité du Brésil en répondant aux préoccupations relatives à la protection de la vie privée dans l'environnement numérique. Toutefois, la mise en œuvre de cette loi a été

reportée à 2021, ce qui [suscite](#) quelques inquiétudes. La propagation de la [désinformation](#) dans le pays fait actuellement l'objet d'une enquête parlementaire.

## Participation de l'Union européenne

L'Union européenne et le Brésil ont conclu un partenariat stratégique en 2007. Grâce à un large éventail de [dialogues sectoriels](#), l'Union [aide](#) le Brésil à lutter contre les inégalités sociales généralisées qui entretiennent le taux élevé d'homicides dans le pays. Les projets de l'Union visent notamment à renforcer la protection des [défenseurs des droits de l'homme](#) ainsi que des droits des groupes les plus vulnérables, tels que les [sans-abri](#), et à lutter contre la violence, notamment la [violence domestique](#) à l'égard des [femmes](#). Les [projets de l'Union portant sur les fausses informations](#) visent à renforcer la résilience du Brésil face à la désinformation. Par ailleurs, l'Union favorise la transparence dans des domaines tels que les [marchés publics](#). L'[instrument de partenariat](#) de l'Union finance un large éventail de projets de développement durable au Brésil. En outre, le Brésil [bénéficie](#) également du programme de l'Union pour l'Amérique latine [EUROCLIMA+](#), qui vise à faire face aux changements climatiques. En juin 2019, l'Union européenne et les quatre membres fondateurs du MERCOSUR, dont le Brésil, ont conclu un accord de principe sur un [accord commercial](#) global.

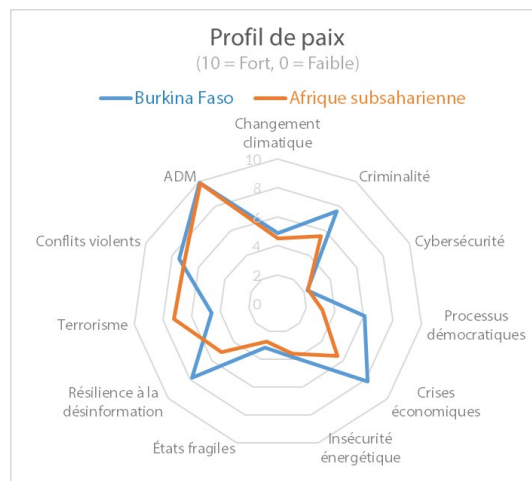


# Burkina Faso

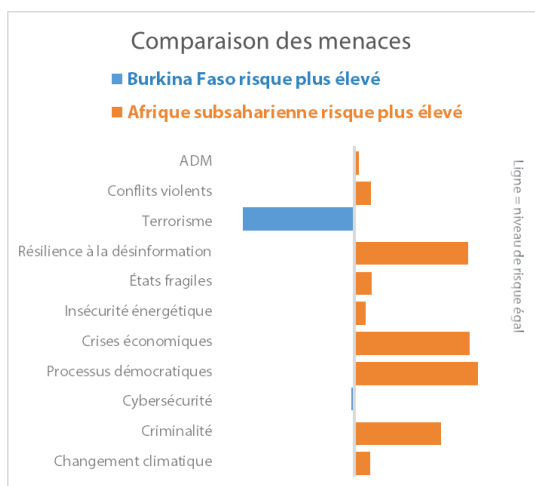
Le Burkina Faso occupe la 52<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Il est confronté à d'importantes menaces d'activités extrémistes violentes tandis que des groupes terroristes régionaux s'infiltrent dans le pays en profitant des griefs locaux, ce qui a conduit le Burkina Faso à se classer au 27<sup>e</sup> rang des pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde selon l'indice du terrorisme mondial.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Burkina Faso a connu une période de sécurité et de stabilité relative sous la direction autoritaire de Blaise Compaoré entre 1987 et 2014. M. Compaoré a joué un rôle clé dans la négociation d'accords de paix avec les pays voisins (par exemple entre les Touaregs et le gouvernement malien en 2012) et a tenu les groupes armés à distance. La stabilité du pays s'est faite au prix d'un espace démocratique étroit et d'abus généralisés dans le secteur de la sécurité, qui ont fini par déboucher sur une protestation populaire et le renversement du dictateur en 2014. Depuis lors, l'agitation politique s'est accrue dans un contexte de vide sécuritaire observé au sein de l'État, créant un environnement propice à une augmentation des activités extrémistes violentes.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Burkina Faso est confronté à une menace écrasante d'extrémisme violent. Les groupes djihadistes établis au Mali, tels que ceux affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une coalition-cadre des mouvements alignés sur Al-Qaïda, et les groupes de terreur intérieure comme Ansar ul Islam prospèrent et commettent un nombre croissant d'attentats. En seulement un an, de mars 2019 à mars 2020, le Burkina Faso a enregistré 2 246 décès dus à des activités extrémistes violentes et à la réaction de l'État face à celles-ci, contre seulement 80 attribués à des activités extrémistes violentes en 2016. Sa réponse nationale est allée de l'inadéquation, avec une absence totale de l'État dans certaines parties du pays, à l'exacerbation de la radicalisation, avec une réponse abusive des acteurs du secteur de la sécurité.

## Participation de l'Union européenne

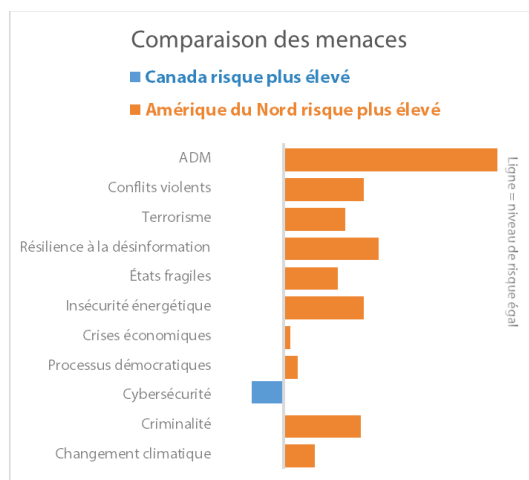
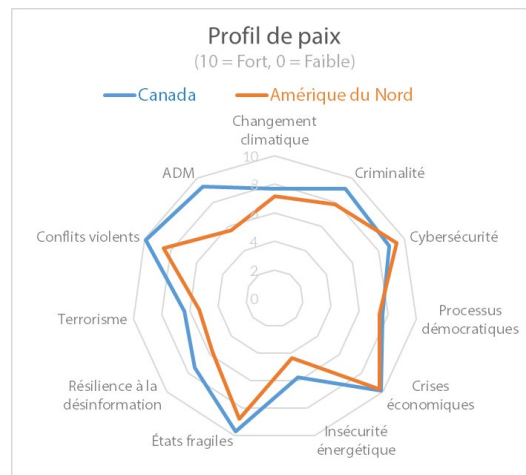
L'Union européenne soutient le Burkina Faso par un ensemble d'initiatives nationales et régionales, certaines axées sur la sécurité et d'autres ayant un vaste objectif de développement, en vue de parvenir à une paix et une sécurité durables. Faisant partie des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le Burkina Faso bénéficie du Fonds européen de développement (FED). L'amélioration de la gouvernance est l'un des [trois principaux objectifs](#) de l'aide au développement de l'Union européenne. L'Union européenne soutient également le [renforcement de la confiance](#) entre les militaires et les populations locales dans l'est du pays. La [stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), adoptée en mars 2011 et visant initialement la Mauritanie, le Niger et le Mali, a été étendue en 2014 pour couvrir le Burkina Faso et le Tchad. Elle vise à trouver une synergie entre les mesures de développement et celles visant à améliorer la sécurité dans la région. Depuis juillet 2019, l'Union européenne a fourni 147 millions d'euros pour soutenir la lutte contre le terrorisme au G5 Sahel, un forum de dialogue entre le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, avec une composante militaire transfrontalière, créé en 2014.

# Canada

Le Canada occupe la 5<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour presque tous les indicateurs, et en particulier pour les processus démocratiques.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Canada possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés. L'[indicateur de développement humain 2019](#) classe le Canada au 13<sup>e</sup> rang des 189 pays mesurés. Dans l'[indice de démocratie](#) de *The Economist Intelligence Unit*, le Canada arrive septième selon des critères de libertés, de culture et de participation politiques. Par ailleurs, le Canada est le troisième pays le plus stable au monde selon l'Indice Normandie, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une intervention extérieure minimale. Si le Canada obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels, il s'est classé au 54<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial du terrorisme 2019](#), en hausse de trois places. Bien qu'il n'y ait eu que quatre attaques en 2018 contre douze l'année précédente, le pays a connu dix décès liés au terrorisme, contre six en 2017.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Canada présente des niveaux élevés de développement économique et de capital humain, avec la 10<sup>e</sup> plus grande économie et la troisième économie la plus stable au niveau mondial, comme le montre l'indicateur crise économique. Le Canada est un exportateur net d'énergie et figure parmi les rares pays développés qui exportent de l'énergie. Le pays a connu plusieurs mouvements séparatistes. En janvier 2020, le parti séparatiste Wexit est devenu éligible pour se présenter aux élections fédérales. La société canadienne jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisqu'elle se classe au 16<sup>e</sup> rang pour cet indicateur, ce qui s'explique par la [diversité de la couverture médiatique](#) et des libertés fondées sur la charte des droits et libertés

consacrée par la loi constitutionnelle de 1982.

## Participation de l'Union européenne

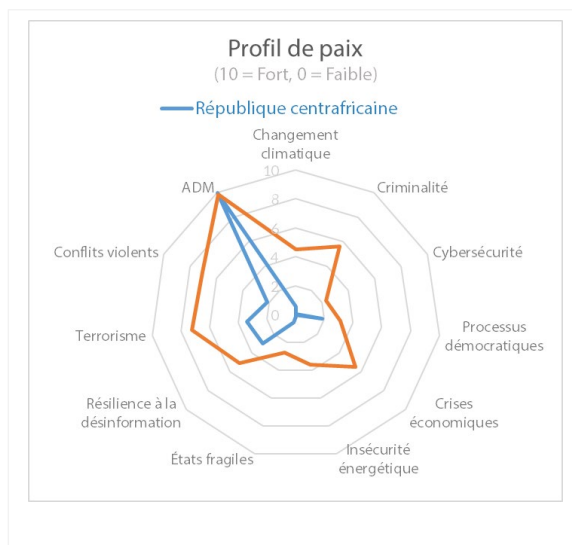
Le Canada est un [partenaire stratégique](#) formel pour l'Union européenne depuis 2016. Depuis lors, le Canada et l'Union ont renforcé leur [coopération sectorielle et en matière de politique étrangère](#), dans le but de maintenir leur engagement commun à faire progresser les principes démocratiques et les droits de l'homme ainsi que d'œuvrer ensemble au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et d'un multilatéralisme fondé sur des règles. Le Canada a été l'un des contributeurs les plus importants à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union, avec 10 missions et opérations à son actif. Les deux partenaires ont également conclu un accord sur la sécurité des informations pour l'échange d'informations classifiées entre l'Union et le Canada. L'accord vise à faciliter la poursuite de la coopération dans les domaines de la PSDC, de la lutte contre le terrorisme, de la cybersécurité et des sanctions. En septembre 2018, l'Union et le Canada ont accueilli la première [réunion annuelle des femmes ministres des affaires étrangères](#), destinée à proposer des initiatives visant à faire naître un programme de politique étrangère féministe à travers le monde. Dans le même temps, le Canada et l'Union collaborent dans le cadre de l'[OTAN](#). Ce sont également de puissants partenaires économiques. En 2017, l'accord économique et commercial global entre l'Union et le Canada ([AECG](#)) est provisoirement entré en vigueur et vise à fixer des normes élevées en ce qui concerne le développement durable dans les accords commerciaux. Enfin, l'Union et le Canada unissent leurs forces en tant que chefs de file dans la lutte internationale contre le changement climatique, notamment en organisant conjointement avec la Chine, en 2018, une [réunion ministérielle sur l'action climatique](#).

# République centrafricaine

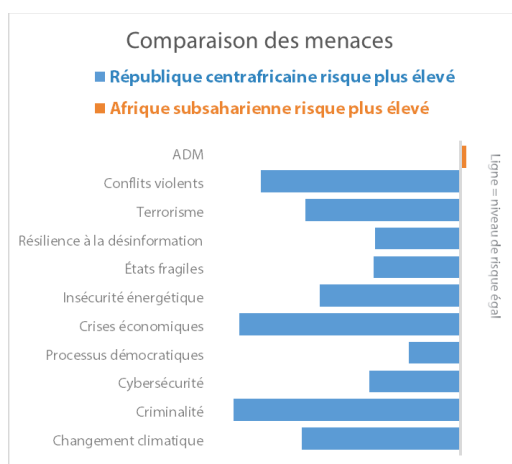
La République centrafricaine occupe la 137<sup>e</sup> et dernière place dans l'Indice Normandie. Elle est donc considérée comme le pays le plus vulnérable au monde. La république constitutionnelle traverse des épisodes de guerre civile depuis 2003.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Malgré de nombreux cessez-le-feu et autres efforts de consolidation de la paix, dont l'accord de Brazzaville de 2017 et l'élection du président F.-A. Touadéra en 2016, la violence entre les groupes armés reste courante. En outre, le pays est de facto scindé entre les anti-balaka au sud-ouest et les ex-Séléka au nord-ouest. En 2019, la République centrafricaine occupait la sixième place du classement mondial dans l'[indice des États fragiles](#), preuve de la faiblesse du gouvernement central élu. Le vide sécuritaire occasionné a contribué à aggraver le résultat du pays dans le domaine des conflits violents. En 2019, la République centrafricaine se classe au 14<sup>e</sup> rang dans l'[indice mondial du terrorisme](#). Les deux attaques les plus meurtrières enregistrées en 2019 ont été menées par des attaques perpétrées par des groupes affiliés aux anti-balaka. Les deux parties à cette guerre civile ont démontré leur capacité et leur volonté de s'en prendre aux civils, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et même au personnel des Nations unies. Des crimes de nettoyage ethnique ont été commis par les deux factions.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les capacités et l'autorité du gouvernement central étant limitées, la République centrafricaine est vulnérable aux menaces émergentes qui accompagnent les États faibles, notamment les problèmes de cybersécurité et de liberté de la presse. Ces faiblesses expliquent le faible score du pays en matière de processus démocratiques. Par conséquent, les attaques contre les médias sont monnaie courante et l'autorité centrale de l'État est souvent hostile aux critiques médiatiques. Le pays est donc 132<sup>e</sup> au [classement mondial de la liberté de la presse](#), sous la moyenne africaine subsaharienne. En 2018, trois journalistes étrangers ont été [assassinés](#).

## Participation de l'Union européenne

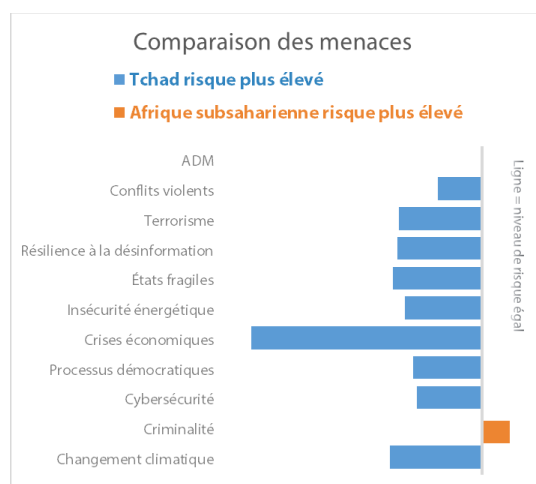
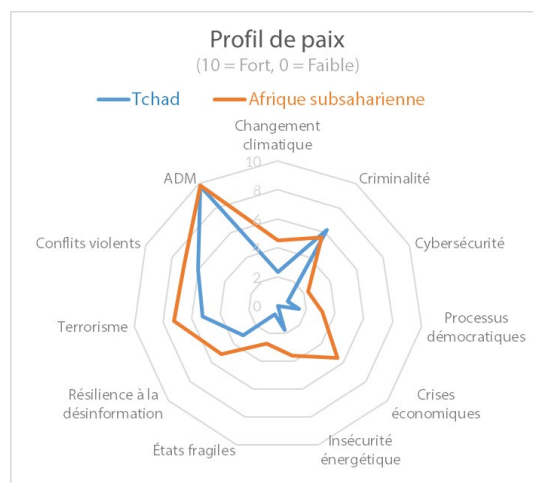
L'Union a aidé le gouvernement centrafricain à élaborer le [plan 2017-2021 de relèvement et de consolidation de la paix](#). L'approche globale de l'Union en République centrafricaine cadre avec ce plan. La République centrafricaine fait partie du [partenariat UE-ACP](#). À cet égard, l'aide de l'Union apportée à la République centrafricaine est financée par le [Fonds européen de développement](#) (FED) et représente [jusqu'à 442 millions d'euros pour la période 2014-2020](#). En outre, le [fonds fiduciaire Bêkou](#) de l'Union européenne pour la République centrafricaine vise, d'une part, à mieux coordonner les stratégies de la République centrafricaine et des donateurs de l'Union et, d'autre part, à réduire la fragmentation de l'aide. Fin 2016, les contributions en faveur du fonds fiduciaire Bêkou s'élevaient à 146 millions d'euros, l'essentiel de cette somme provenant du budget de l'Union et du FED. Le Parlement a demandé aux États membres et aux autres donateurs d'«[augmenter leur contribution](#)». L'Union s'est engagée à [soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix](#) signé en février 2019 entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés. Une mission militaire, l'[EUTM RCA](#), est en cours dans le pays. Son objectif est d'aider à restructurer les forces nationales. En décembre 2019, le Conseil a établi une mission de conseil civile qui sera lancée en 2020, afin de soutenir la réforme des forces de sécurité intérieure.

# Tchad

Le Tchad occupe la 130<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Il subit les retombées de l'activité de Boko Haram, en particulier autour du lac Tchad. Sa situation est également aggravée par la fragilité du climat et l'insécurité alimentaire.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Tchad a une [histoire](#) turbulente de guerre civile, de coups d'État et de répression démocratique. Les actions de la Libye dans le pays ont exacerbé son instabilité. Idriss Déby a pris le pouvoir par un coup d'État en 1990 et a remporté les premières élections présidentielles multipartites en 1996, mais les rébellions ont continué. Le régime du président Déby s'est tourné vers des tactiques répressives pour étouffer l'opposition, notamment des allégations de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité et de fraude électorale. Une nouvelle Constitution élargissant les pouvoirs présidentiels a été adoptée en 2018. Les élections législatives ont été [reportées](#) à plusieurs reprises depuis 2015, actuellement jusqu'en décembre 2020. En 2019, le Tchad est considéré comme un «État non libre», avec un score de 17/100 dans [l'indice de liberté dans le monde](#).



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Outre les luttes internes, le Tchad a participé à des conflits le long de ses régions frontalières. Le conflit du Darfour a provoqué une fuite massive de réfugiés vers le Tchad et des attaques de groupes rebelles. Le Tchad a pris la tête de la réponse régionale à l'activité extrémiste violente dans la région, notamment au sein de la force multinationale mixte (FMM) avec le Niger et le Nigeria, mais a annoncé son [retrait](#) de la FMM après qu'une embuscade à Boko Haram a tué plus de 92 soldats en mars 2020 dans l'une des [attaques](#) les plus meurtrières jamais connues par le Tchad. L'insécurité alimentaire touche 4 millions de Tchadiens et 5,3 millions ont besoin d'une aide humanitaire. L'économie du pays [reste](#) fragile et vulnérable à plusieurs risques. Les [pressions accrues sur les ressources naturelles](#) en raison du changement climatique et des déplacements de population ont conduit de nombreuses personnes à se tourner vers Boko Haram comme source de revenus.

## Participation de l'Union européenne

Dans le cadre de sa [stratégie globale au Sahel](#), l'Union européenne soutient les initiatives de sécurité du groupe des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) et a fourni 147 millions d'euros pour mettre en place la Force conjointe du G5 Sahel. L'Union européenne a également apporté un soutien financier à la force multinationale mixte (FMM), créée en 1998 entre le Nigeria, le Tchad et le Niger pour lutter contre la criminalité transnationale dans la région du lac Tchad, et dont le Tchad s'est retiré en avril 2020. Le [Fonds européen de développement](#) a alloué jusqu'à 542 millions d'euros pour la période 2014-2020, afin de soutenir la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural, la gestion durable des ressources naturelles et la consolidation de l'État de droit. En outre, l'Union européenne a alloué 9,85 millions d'euros au moyen de l'[instrument contribuant à la stabilité et à la paix](#) de 2015 à 2019. Le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 113 millions d'euros depuis 2016 pour la gouvernance, la gestion des migrations, la résilience et les projets économiques. Entre 2013 et 2019, l'Union européenne a fourni 353 millions d'euros d'[aide humanitaire](#) au Tchad, dont 31 millions d'euros pour les personnes déplacées et les réfugiés en 2019. De plus, en 2019, l'Union européenne a alloué 35 millions d'euros d'aide humanitaire à la région du Sahel.

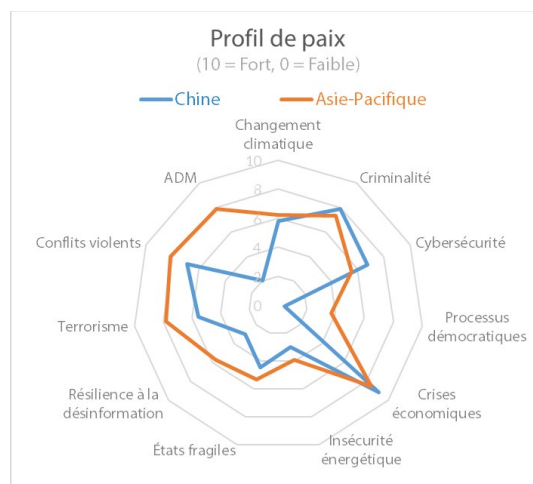


# Chine

La Chine occupe la 100<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie et est considérée comme plus vulnérable que la moyenne de l'Asie-Pacifique. Depuis les réformes économiques en 1978, la Chine a connu une forte croissance économique pour devenir la deuxième plus grande économie du monde en matière de produit intérieur brut nominal.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

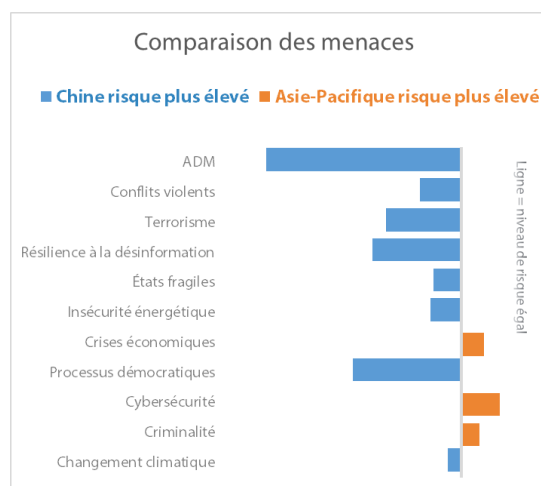
La Chine reste empêtrée dans des différends frontaliers avec l'Inde et le Bhoutan. En outre, les revendications de la Chine relatives à la souveraineté sur Taïwan et plusieurs formations maritimes en mer de Chine orientale et de Chine méridionale sont vigoureusement contestées. Pour appuyer ces revendications, la Chine dispose de la [première armée du monde](#) et du deuxième plus gros [budget mondial pour la défense](#). La Chine possède également des armes nucléaires actives. La Chine apparaît en 86<sup>e</sup> position dans l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre des scores particulièrement faibles dans les catégories «droits de l'homme» et «légitimité de l'État».



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La croissance économique rapide de la Chine a eu des répercussions négatives sur ses ressources naturelles et son environnement, en nuisant gravement à la qualité de l'eau ainsi qu'en entraînant une érosion et une pollution généralisée. La désertification consume chaque année 4 000 km<sup>2</sup> de terres arables. Le pays a été confronté à des [risques d'inondation](#) en raison de conditions climatiques extrêmes, menaçant les infrastructures essentielles. Selon une [étude récente](#), l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses en Chine, l'une des plus grandes menaces naturelles pour le pays, est le résultat du réchauffement climatique. Le [déploiement du charbon](#) en Chine a des incidences dangereuses sur l'environnement et sur la santé humaine, la combustion du charbon étant la plus grande source de répercussions sur la santé liées à la pollution de l'air dans le pays. La Chine s'appuie sur les nouvelles technologies pour imposer un modèle autoritaire de surveillance et de conformité sociales qu'elle présente comme une alternative aux modèles de gouvernance libérale.

Le pays occupe la 177<sup>e</sup> position dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020. La Chine, avec son régime à parti unique, obtient un score bien moins élevé que les autres pays de la région Asie-Pacifique pour ce qui est des processus démocratiques.



## Participation de l'Union européenne

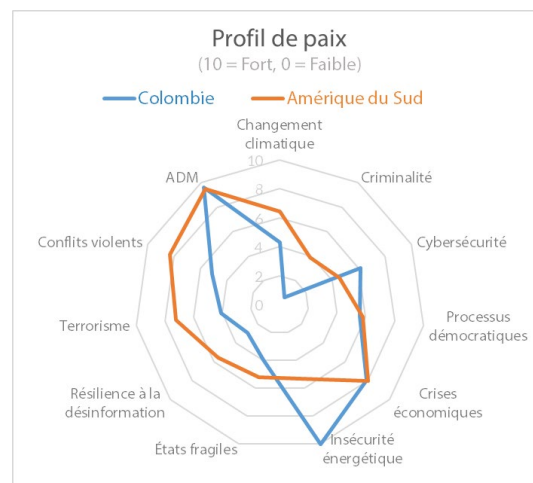
Depuis que l'Union et la Chine ont conclu un partenariat stratégique en 2003, elles ont élargi et approfondi leurs relations en développant plus de [60 formes de dialogue](#), notamment pour aborder les questions de la non-prolifération et du désarmement, qui contribuent à la mise en œuvre de l'[agenda stratégique de coopération UE-Chine 2020](#). La coopération en matière de [changement climatique](#), notamment pour l'[échange de droits d'émission](#) et le [développement durable](#), d'[énergie](#), d'[urbanisation](#), d'[eau](#) et d'[économie circulaire](#) figure en bonne place dans l'ordre du jour. Les [programmes thématiques et régionaux](#) de l'instrument de coopération au développement de l'Union visent à renforcer la société civile, l'état de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance en Chine. Le [dialogue régulier entre l'Union et la Chine sur les droits de l'homme](#) permet également d'aborder différents points, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, bien que les progrès sur ces points soient limités. L'Union a demandé à plusieurs reprises à la Chine «d'accélérer le processus de ratification du pacte international relatif aux droits civils et politiques», qu'elle a signé en 1998. Lors du 21<sup>e</sup> sommet UE-Chine en avril 2019, l'Union européenne et la Chine se sont [engagées](#) à contribuer conjointement à la paix internationale dans plusieurs domaines, notamment le cyberspace et le règlement des conflits.

# Colombie

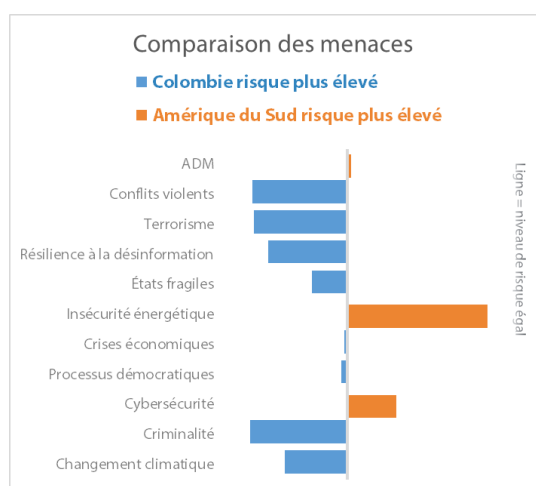
La Colombie occupe la 81<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie. Elle est considérée comme plus vulnérable que la moyenne régionale sud-américaine et se situe sous la moyenne régionale pour la criminalité, le terrorisme, les conflits violents et les processus démocratiques.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Colombie est en proie au crime organisé et aux conséquences du terrorisme. En 2016, le gouvernement a signé un accord de paix avec le plus grand groupe terroriste du pays, les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC). Cependant, selon les [estimations](#), environ 2 500 dissidents des FARC sont toujours actifs. En mars 2019, des centaines de Colombiens ont été [déplacés](#) à la suite d'une escalade de la violence entre des groupes d'anciens combattants des FARC dans une région-clé en matière de trafic de drogues. En août, les anciens dirigeants des FARC ont [déclaré](#) leur intention de reprendre les armes. Le crime organisé et les groupes terroristes continueront probablement de représenter une menace pour la paix en Colombie. Ce phénomène aura des répercussions sur d'autres aspects de la société, notamment sur le nombre d'homicides. Le taux d'homicides en Colombie est supérieur à la moyenne régionale sud-américaine et figure parmi les 20 taux les plus élevés du monde.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Colombie est sous la moyenne régionale sud-américaine dans le domaine des nouvelles menaces sécuritaires. Elle fait néanmoins preuve de résilience à l'égard de certaines mesures, notamment dans le domaine de l'insécurité énergétique, la Colombie étant un exportateur net d'énergie. Elle est également au-dessus de la moyenne régionale sud-américaine en matière de cybersécurité. La Colombie n'est pas bonne élève en ce qui concerne la liberté de la presse et l'accès à l'information. Elle occupe la 130<sup>e</sup> place du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), surtout en raison du nombre élevé de menaces de mort proférées contre les journalistes et l'autocensure qui en résulte.

## Participation de l'Union européenne

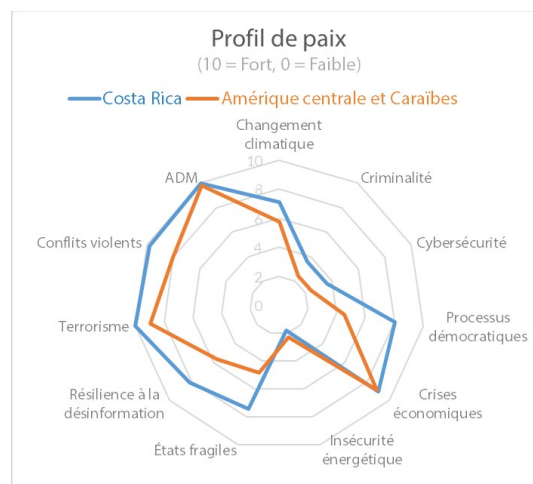
L'Union européenne a [soutenu](#) le processus de paix en Colombie avec un investissement global de plus de [645 millions d'euros](#). Cela comprend des actions telles que le projet de laboratoires de paix et de territoires de paix, le [fonds fiduciaire](#) en faveur de la Colombie (auquel 21 États membres de l'Union européenne et le Chili ont promis [125 millions d'euros](#)), les prêts de la BEI et l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix ([IcSP](#)), qui a mobilisé [40 millions d'euros supplémentaires](#) pour des éléments critiques du processus de paix, tels que la justice transitionnelle. La coopération de l'Union concerne des domaines tels que les droits des victimes, la réintégration d'anciens combattants des FARC dans la vie civile, le déminage, le développement rural, la restitution des terres, l'environnement, la résolution de conflits, les projets de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, mais aussi la mise en place d'une [unité spéciale d'enquête](#) du parquet général visant à lutter contre la criminalité et à protéger les militants. L'Union a également nommé un envoyé spécial, Eamon Gilmore, selon lequel l'intervention de l'Union est une grande réussite et constitue un [modèle](#) à suivre en matière de politique extérieure. La [coopération au développement](#) entre l'Union et la Colombie s'est élevée à 127 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Union a par ailleurs conclu un [accord commercial global avec la Colombie et le Pérou](#), appliqué à titre provisoire depuis 2013. La coopération régionale entre l'Union et la Communauté andine a pour objectif de promouvoir les liens régionaux dans le voisinage de la Colombie.

# Costa Rica

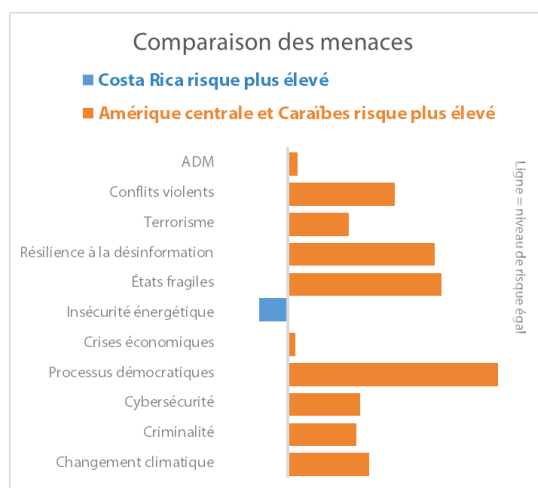
Le Costa Rica figure à la 18<sup>e</sup> position de l'Indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Par rapport à plusieurs autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Costa Rica jouit d'un niveau élevé de paix et de stabilité politique. Le Costa Rica bénéficie d'une démocratie stable et ininterrompue, avec 14 élections présidentielles depuis 1948.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Costa Rica a aboli son armée en 1948 à l'issue d'une guerre civile intense, ce qui a eu des répercussions positives sur les résultats obtenus en matière de conflits violents et d'armes de destruction massive. Le risque de conflit armé interne est faible et le pays entretient de bonnes relations avec les États voisins. En outre, il se classe parmi les pays les moins touchés par le terrorisme. Le Costa Rica occupe la [huitième](#) position mondiale en matière d'intégrité électorale, comme l'indique son score élevé pour les processus démocratiques. Bien qu'il affiche de bons résultats dans d'autres indicateurs de conflit traditionnel, le Costa Rica présente un taux d'homicides relativement élevé, attribué à la [criminalité organisée](#), qui touche également de nombreux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Costa Rica présente un niveau relativement élevé de résilience aux nouvelles menaces pour la sécurité. Il jouit d'une démocratie stable et de longue date et bénéficie de niveaux élevés en matière de liberté de la presse et de droits de l'homme. Le pays occupe la 7<sup>e</sup> place du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), en raison de la faiblesse des niveaux de violence à l'égard des journalistes et de l'ingérence de l'État. À ce titre, il obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les indicateurs «processus démocratiques» et «États fragiles». Bien que le Costa Rica obtienne de meilleurs résultats que la moyenne régionale en matière de changement climatique, il se classe parmi les 32 pays les plus exposés aux risques résultant d'événements naturels dans l'[indice mondial pour la gestion des risques](#) (INFORM). En réaction à ce problème, le Costa Rica a pour

objectif de devenir neutre en carbone d'ici 2021 et est le seul pays à avoir réalisé l'ensemble des cinq mesures de stabilité environnementale du programme des Nations unies pour le développement.

## Participation de l'Union européenne

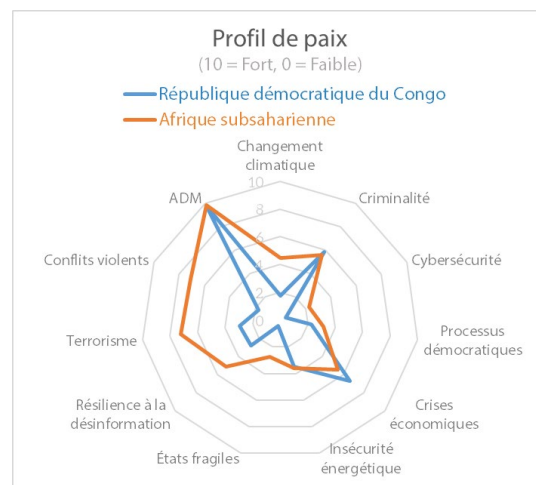
L'Union européenne entretient depuis toujours de solides relations avec le Costa Rica au niveau politique. Les deux parties ont participé activement au [dialogue de San José](#) de 1984 afin de soutenir le processus de paix et les initiatives de démocratisation déployées en [Amérique centrale](#). Des accords de coopération entre les deux régions ont été conclus en 1985 et en 1993, de même qu'un accord de dialogue politique et de coopération en 2003. Le [troisième dialogue de haut niveau UE-Costa Rica](#) s'est tenu en novembre 2019. Le [Costa Rica](#) est également signataire de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Amérique centrale en 2012. Dans le cadre de l'exercice financier 2014-2020, le Costa Rica bénéficie des lignes de coopération thématique de l'Union, des programmes régionaux pour l'Amérique latine et du [programme sous-régional](#) pour l'Amérique centrale, y compris la coopération en matière de sécurité et d'impunité. L'Union soutient également de [nouvelles approches régionales](#) au moyen de programmes de coopération triangulaire. Par exemple, elle travaille avec le Costa Rica, la Colombie et le Mexique sur le renforcement de la justice réparatrice. L'Union a également financé des [projets](#) relatifs à la sécurité des citoyens, à la lutte contre la discrimination à l'égard des groupes vulnérables, à la sécurité des frontières ou à la stratégie de sécurité de l'Amérique centrale. Au sein des instances internationales, le Costa Rica est aligné sur l'Union sur diverses questions, notamment en matière de paix et de sécurité régionales.

# République démocratique du Congo

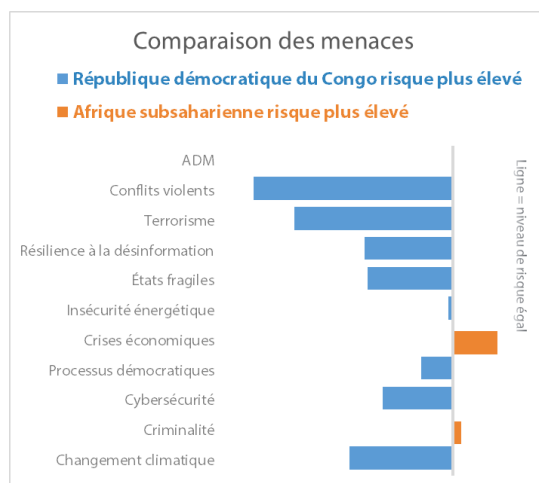
La République démocratique du Congo (RDC) se situe au bas de l'Indice Normandie, à la 129<sup>e</sup> place. La RDC est toujours minée par les effets d'une profonde crise politique et sécuritaire déclenchée en 1997 lorsque le président Kabila a pris le pouvoir.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Des élections ont été organisées avec succès en 2006 et en 2011, mais les allégations répétées de corruption du gouvernement et le report des élections au 30 décembre 2018, c'est-à-dire au-delà de leur limite constitutionnelle fixée à 2016, ont entraîné une escalade de la violence et de la répression gouvernementale dès l'année 2016. Malgré les efforts actuellement déployés par la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et l'élection réussie – bien que contestée – du président Tshisekedi en janvier 2019, la RDC occupe la cinquième place de l'[indice des États fragiles 2020](#) et obtient des résultats inférieurs à la moyenne régionale pour les processus démocratiques. La RDC figurait à la 10<sup>e</sup> position de l'[indice mondial du terrorisme 2019](#). Sa position dans ce classement ne cesse de se détériorer, du fait que les régions orientales non gouvernées de la RDC abritent un certain nombre de groupes et de milices extrémistes qui ont démontré leur capacité et leur volonté d'engager le combat avec les forces gouvernementales de la RDC et les forces de maintien de la paix des Nations unies. Des groupes tels que les Forces démocratiques alliées (ADF) et l'Armée de résistance du Seigneur sont connus pour utiliser des enfants soldats et commettre des actes de nettoyage ethnique.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le mandat anormalement long et anticonstitutionnel du président Kabila a eu de lourdes conséquences sur les processus démocratiques et la liberté de la presse, avec des menaces et des agressions physiques régulières et des assassinats ponctuels de journalistes. La RDC se place au 150<sup>e</sup> rang sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Le pays est considéré comme étant à risque, particulièrement vulnérable aux menaces qui pèsent sur son approvisionnement énergétique et ses infrastructures.

## Participation de l'Union européenne

La RDC est partie à l'[accord de partenariat entre l'Union et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique \(ACP\)](#). Dans ce contexte, l'aide de l'Union est essentiellement financée par le [Fonds européen de développement](#) à hauteur de 709 millions d'euros pour la période 2014-2020, dont un quart est consacré au renforcement de la gouvernance et de l'état de droit. L'Union a déployé deux missions militaires et trois missions civiles en RDC, qui avaient pour objectif de stabiliser le pays ainsi que de réformer la police et les forces armées, la dernière en date ayant pris fin en juin 2016. Les relations entre l'Union européenne et la RDC sont tendues en raison des [sanctions](#) prises à l'encontre de plusieurs auteurs congolais de violations des droits de l'homme, y compris de certaines personnalités proches de l'ancien président Kabila. L'Union n'a pas été invitée à envoyer une mission d'observation électorale et «a fait remarquer» que l'élection de F. Tshisekedi comme nouveau président avait été contestée.

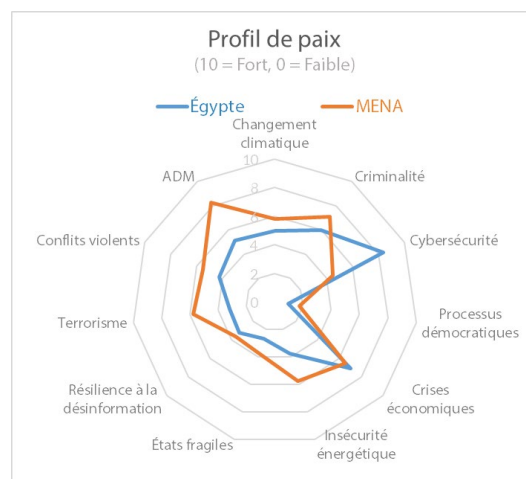


# Égypte

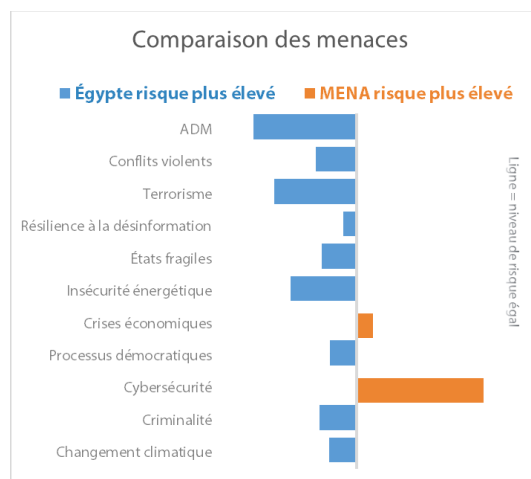
L'Égypte occupe la 117<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Les manifestations de 2011 ont contraint le président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis longtemps, à démissionner. Le successeur de Mohamed Morsi, le président Abdel Fattah el-Sissi, a été élu en 2014 et réélu en 2018. Les questions de sécurité, ainsi que la menace terroriste islamique dans le gouvernorat du Sinaï du Nord, restent élevées.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Égypte apparaît à la 35<sup>e</sup> position dans l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre des scores très faibles dans les catégories droits de l'homme et élites dissidentes. L'armée reste la principale force politique du pays et a démontré sa capacité à influencer l'orientation politique du pays. Depuis 2014, le groupe terroriste Wilayat Sinaï, section locale de l'État islamique dans la péninsule du Sinaï, mène une insurrection permanente contre les autorités égyptiennes. Le groupe a tué 457 personnes rien qu'en 2017, ce qui explique la onzième place qu'occupe l'Égypte dans l'[indice mondial du terrorisme](#) 2019.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La grande majorité (98 %) des quelque 95 millions d'Égyptiens se concentrent autour de la vallée et du delta du Nil, qui n'offrent que 3 % de l'ensemble des terres émergées du pays. La population dépend du flux régulier du Nil pour assurer ses besoins minimaux en eau, un approvisionnement aujourd'hui menacé par la construction planifiée d'un barrage en amont. La [salinisation des sols](#) menace également 15 % des terres agricoles du pays. Les canalisations de Port-Saïd et d'autres infrastructures énergétiques sont touchées par les attaques terroristes islamiques, ce qui présente des vulnérabilités sécuritaires et économiques supplémentaires. Les menaces permanentes qui pèsent sur la sécurité de l'Égypte ont entraîné la détention et la condamnation de journalistes et d'opposants politiques au gouvernement. La censure s'est intensifiée lors des

élections présidentielles de 2018. Le pays est l'un des plus grands geôliers de journalistes, classé 166<sup>e</sup> sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020. L'État a bloqué l'accès du public à plus de 500 sites web. En 2017, l'Égypte a lancé une stratégie nationale de cybersécurité, destinée à défendre les infrastructures nationales contre les cyberattaques.

## Participation de l'Union européenne

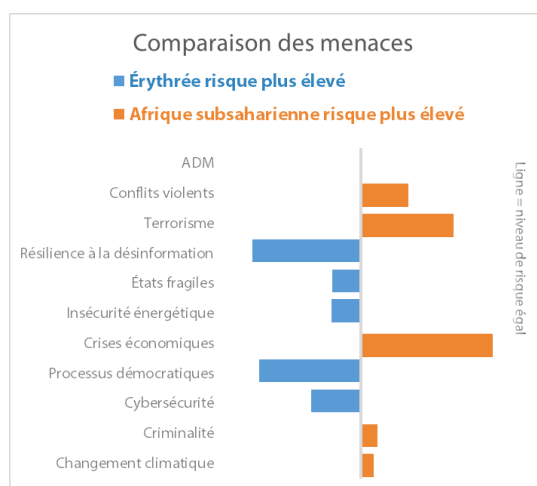
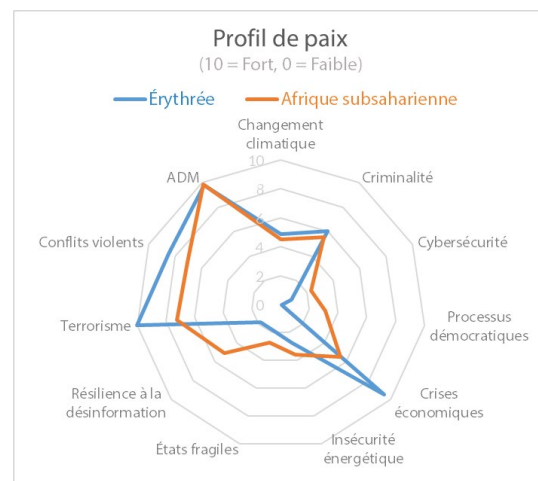
L'[Union européenne](#) se tient aux côtés du peuple égyptien dans les efforts qu'il déploie pour assurer son développement socio-économique, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice sociale et la sécurité. L'accord d'association de 2001, entré en vigueur en juin 2004, constitue la base juridique des relations entre l'Union et l'Égypte. Ces relations ont été par la suite renforcées grâce au [plan d'action UE-Égypte](#), adopté conjointement en 2007, qui a contribué à développer les relations bilatérales sur le plan politique, social et économique. Dans le cadre de la [politique européenne de voisinage révisée](#), l'Union et l'Égypte ont adopté des [priorités de partenariat](#) qui guideront le partenariat pour la période 2017-2020. L'[aide](#) de l'Union à l'Égypte sera axée sur la modernisation économique, les énergies durables et l'environnement, la protection et le développement sociaux ainsi que la gouvernance

# Érythrée

L'Érythrée occupe la 96<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Malgré l'accord de paix historique signé avec l'Éthiopie en 2018, l'Érythrée continue d'avoir peu de tolérance pour la liberté de la presse et les pratiques démocratiques.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie a repris en 1998 à cause d'un différend frontalier. Les 20 années entre 1998 et 2018 ont été qualifiées d'état de «[guerre gelée](#)». Malgré l'accord de paix signé avec l'Éthiopie en 2018 et d'autres signes indiquant que l'Érythrée sortait de l'isolement diplomatique international, la répression intérieure est restée aussi intense que jamais. Les espoirs que les Érythréens avaient d'un assouplissement des mesures de sécurité de l'État et d'une ouverture des libertés individuelles se sont évanouis, ce qui a conduit de nombreux citoyens à [exprimer leurs critiques](#) dans les lieux publics. La révolution au Soudan voisin en 2019 a renversé Omar al-Bashir, un dictateur au pouvoir depuis 30 ans, et les réformes démocratiques qui ont suivi (bien qu'elles ne soient pas sans problèmes) ont conduit certains à suggérer qu'un [soulèvement populaire](#) similaire pourrait avoir lieu en Érythrée et que le président Afwerki est préoccupé par une telle possibilité.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Sous prétexte de défendre l'Érythrée contre ses ennemis, le président Afwerki a pris des mesures de répression à l'encontre des groupes d'opposition, le système judiciaire, la presse libre et la société civile. Le score de l'Érythrée en matière de résilience à la désinformation dans l'Indice Normandie est de zéro, et elle se classe 178<sup>e</sup> sur 180 dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020, juste au-dessus du Turkménistan et de la Corée du Nord. Le score désastreux de l'Érythrée dans le domaine des processus démocratiques reflète un [manque total de liberté politique](#). Son faible score en matière d'insécurité énergétique est dû à sa dépendance à l'égard des importations de pétrole. Moins de la moitié de la population du pays a [accès](#) à l'électricité.

## Participation de l'Union européenne

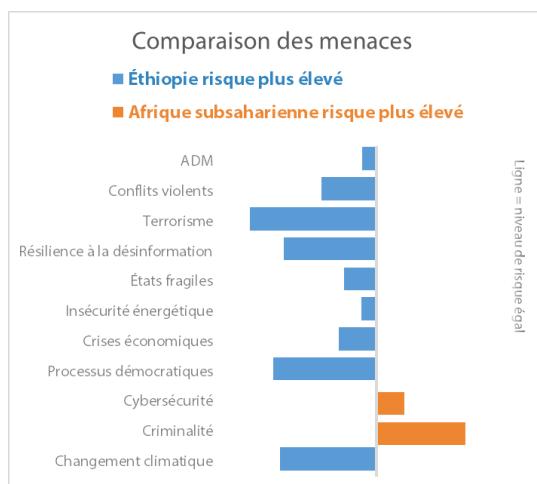
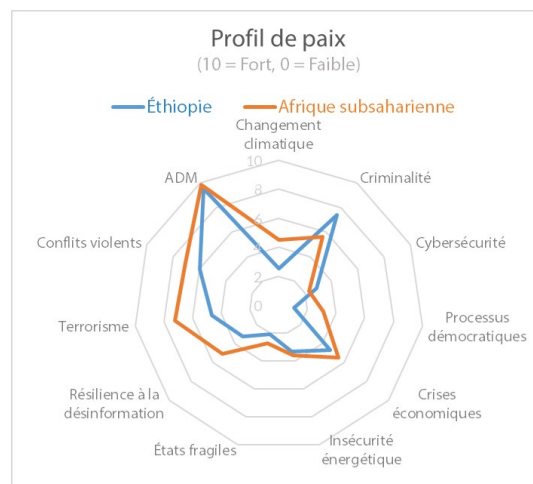
Dans le cadre de sa [stratégie globale pour la Corne de l'Afrique](#), l'Union européenne encourage la coopération régionale sur les migrations et les déplacements, la sécurité et la lutte contre l'extrémisme violent. Trois missions de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) sont en cours dans la région, dont la force navale EUNAVFOR contre la piraterie dans le golfe d'Aden. L'Union européenne et l'Érythrée font partie de l'[initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique](#), un dialogue politique sur la lutte contre le trafic de migrants. À la suite de l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 2018, l'Union européenne et l'Érythrée ont redéfini les domaines de coopération prioritaires pour soutenir la paix, l'intégration régionale et le développement durable. La nouvelle [stratégie de coopération au développement pour 2019-2020](#) se concentre sur les infrastructures et l'énergie (125 millions d'euros), la création d'emplois dans le secteur agricole (30 millions d'euros), la gouvernance économique (5 millions d'euros) ainsi que la promotion de la culture et du patrimoine érythréens (15 millions d'euros). L'Union européenne a alloué un financement de 6 millions d'euros au moyen de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix ([ICSP](#)) de 2015 à 2019 pour des projets de préparation et de réaction aux crises. Le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 121 millions d'euros depuis 2016 à l'amélioration de la gouvernance et à la prévention des conflits, ainsi qu'au soutien de la résilience et des projets économiques. Pour faire face aux crises alimentaires en Érythrée et dans la Corne de l'Afrique, l'Union européenne a lancé le programme «Appui à la capacité de résistance de la Corne de l'Afrique» ([SHARE](#)), qui lie l'aide humanitaire et la politique de développement.

# Éthiopie

L'Éthiopie occupe la 120<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie et est considérée comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Bien que l'état d'urgence national y ait été déclaré à deux reprises, en cinq ans, en réponse à des manifestations populaires, l'Éthiopie dirigée par son Premier ministre Abiy Ahmed a déployé des efforts notables, non seulement pour résoudre les différends persistants avec l'Érythrée, mais également pour engager des réformes ambitieuses sur les plans politique, économique et électoral.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Éthiopie, une république parlementaire fédérale, dont le Premier ministre détient un pouvoir important, se classe 21<sup>e</sup> dans l'[indice des États fragiles](#) 2020, avec des vulnérabilités particulières dues aux pressions démographiques et aux griefs communautaires. Le Premier ministre, Abiy Ahmed, a tenté de résoudre les différends persistants avec l'Érythrée à l'issue de la guerre de 1998-2000 et a [reçu](#) en 2019 le prix Nobel de la paix pour ses efforts en faveur de la paix. Le conflit avec l'Érythrée ainsi que les dissensions entre groupes ethniques et religieux ont toutefois donné lieu à des actions terroristes. En 2018, les conflits entre groupes ethniques ont entraîné le déplacement de plus de 1,2 million de personnes. L'Éthiopie figure au 29<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2019, avec 9 incidents et 22 décès. Les mesures de lutte contre le terrorisme sont particulièrement sévères et ont suscité l'inquiétude de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Éthiopie figure en 99<sup>e</sup> position du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020, en hausse par rapport à son précédent classement (110<sup>e</sup>). L'état d'urgence national déclaré en 2016, puis en 2018, a servi de prétexte pour réduire au silence les voix dissidentes, par la fermeture d'un certain nombre de rédactions et l'interdiction de certains médias de diffusion. Depuis lors, le Premier ministre Abiy Ahmed Ali a permis la libération de nombreux journalistes et blogueurs détenus, et aucun professionnel des médias n'était en [prison](#) à cause de leur travail à la fin de 2018. Cependant, de [nouvelles](#) inquiétudes concernant la liberté des médias sont apparues à la fin de l'année 2019. S'il obtient de bons résultats en matière d'insécurité énergétique, le pays [prévoit](#) d'augmenter sa production pour rendre l'électricité accessible à tous d'ici 2030. Des [tensions](#) persistent avec l'Égypte à propos de la construction du barrage du Millénaire sur le Nil.

## Participation de l'Union européenne

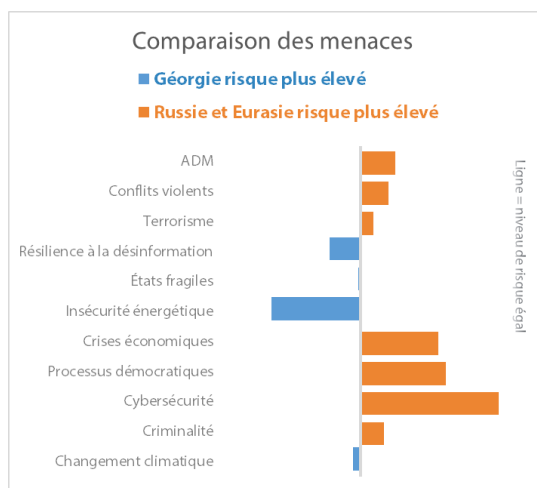
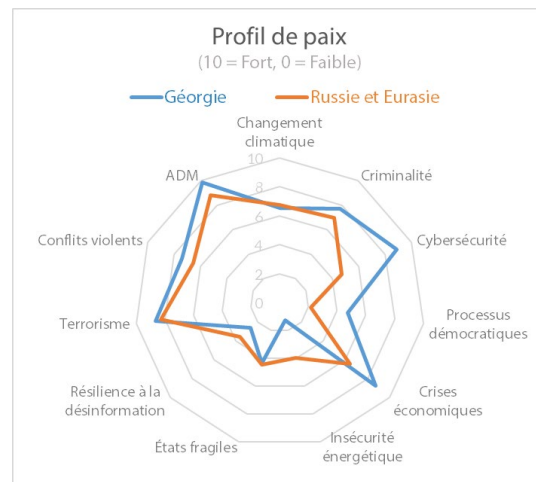
L'Éthiopie est un partenaire essentiel du cadre stratégique de l'Union pour la Corne de l'Afrique, en raison de son potentiel économique, de sa capacité militaire et de sa politique en matière d'accueil des réfugiés. L'Éthiopie est partie au [partenariat UE-ACP](#) (États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). Dans ce contexte, l'aide de l'Union en faveur de l'Éthiopie est essentiellement financée par le [Fonds européen de développement](#) à hauteur d'un montant maximal de 745 millions d'euros pour la période 2014-2020. La prévention des conflits et les efforts de résilience sont également soutenus par le [Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique](#) qui finance à hauteur de 250 millions d'euros des projets visant à s'attaquer aux causes profondes de la migration clandestine. L'un des projets partiellement financés par ce fonds fiduciaire contribue à la reconstruction des routes qui relient l'Éthiopie et l'Érythrée, afin de [soutenir l'accord de paix de 2018](#) qui a mis fin à deux décennies de conflit entre les deux pays.

# Géorgie

La Géorgie occupe la 33<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Le pays obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale eurasiennne dans les indicateurs mesurant la criminalité, le terrorisme, les conflits violents et les armes de destruction massive.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Après avoir obtenu son indépendance de l'Union soviétique en 1991, le pays a dû faire face à plusieurs crises économiques et à la guerre. En août 2008, la Géorgie a mené une guerre de cinq jours avec la Russie, entraînant l'occupation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Russie. L'essentiel de la communauté internationale et l'Union européenne soutiennent l'intégrité territoriale de la Géorgie. Toutefois, si le conflit a diminué en intensité, il n'est toujours pas résolu. Le terrorisme y a également peu sévi ces cinq dernières années. En 2019, la Géorgie a [adopté](#) une nouvelle stratégie antiterroriste, étant donné que les événements au Moyen-Orient pourraient avoir une incidence sur la région du Caucase. L'indicateur des processus démocratiques obtient un score élevé en Géorgie par rapport à sa région.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Géorgie affiche le troisième meilleur score pour l'indicateur «crise économique dans la région eurasiennne», signe d'une économie relativement résiliente. Au cours des 15 dernières années, les [réformes](#) se sont concentrées sur la mondialisation des entreprises et l'augmentation de la croissance du PIB. Au cours de la dernière décennie, la Géorgie a élargi ses relations commerciales à différents territoires. Si les pays voisins que sont la Russie, la Bulgarie, l'Azerbaïdjan et la Turquie accueillent toujours la majorité de ses exportations, la Géorgie a développé ses relations avec la Chine, a renforcé ses liens avec l'Union européenne grâce à un accord d'association, comprenant une zone de libre-échange approfondi et complet de l'Union, et s'est engagée dans la force de réaction de l'OTAN. La Géorgie

a également accru sa résilience dans d'autres domaines. Le pays affiche désormais le score le plus élevé en matière de cybersécurité dans la région eurasiennne. Il reste toutefois vulnérable dans le domaine de la sécurité énergétique, principalement en raison de sa dépendance à l'égard des importations de gaz naturel.

## Participation de l'Union européenne

Même si la Géorgie est confrontée à une présence [militaire](#) russe dans deux régions (Ossétie du Sud et Abkhazie), elle reste le pays le plus résilient du [partenariat oriental](#). Une mission de surveillance de l'Union européenne ([EUMM](#)) est déployée en Géorgie depuis 2008. Le pays s'est engagé à approfondir ses relations avec l'Union dans le cadre de la politique européenne de voisinage ([PEV](#)) depuis 2004 et du partenariat oriental depuis 2009. À travers l'[accord d'association](#) et l'[accord de libre-échange approfondi et complet](#), l'Union soutient la modernisation de l'économie géorgienne ainsi que le renforcement des institutions et des politiques de l'État. L'Union s'emploie également à offrir des possibilités de voyages, des perspectives d'études et des débouchés commerciaux aux citoyens géorgiens: depuis l'entrée en vigueur du régime d'exemption de visa en 2017, les citoyens géorgiens titulaires de passeports biométriques peuvent entrer dans l'espace Schengen sans visa et y rester jusqu'à 90 jours sur toute période de 180 jours. Depuis lors, plus de 500 000 Géorgiens se sont rendus dans l'Union européenne. Au cours de la période 2015-2018, 5 579 étudiants et membres du personnel universitaire ont participé au programme Erasmus+ en vue d'étudier ou d'enseigner dans l'Union ou en Géorgie. L'Union [finance](#) des projets dans le domaine des énergies renouvelables, en versant notamment 107 millions d'euros pour la sécurité énergétique depuis 2010, afin de compenser les principales faiblesses du pays.

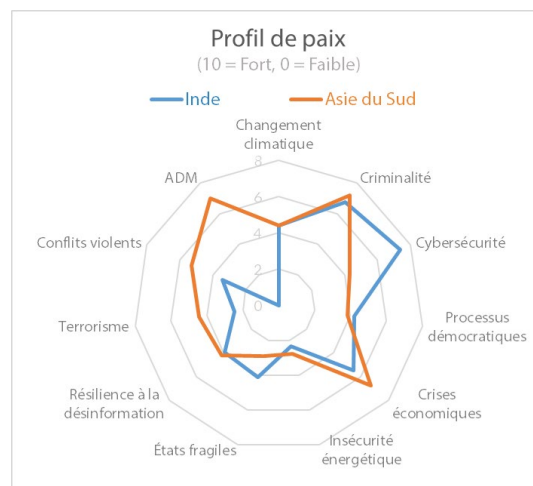


# Inde

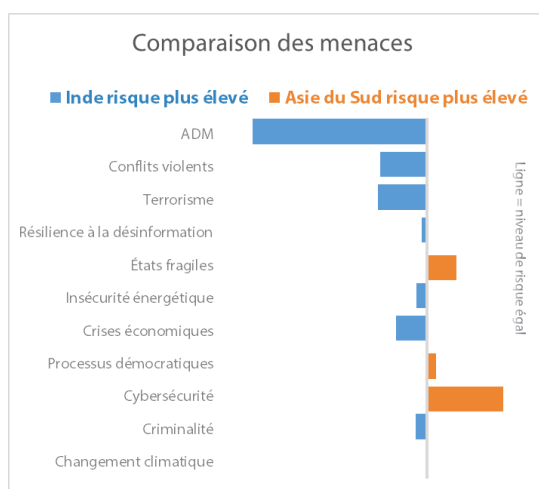
L'Inde occupe la 125<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne de l'Asie du Sud. L'Inde est une république parlementaire fédérale depuis qu'elle a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1947. Sa place relativement basse dans l'indice est due à un certain nombre de différends territoriaux non résolus avec la Chine et le Pakistan, deux puissances dotées de l'arme nucléaire, ainsi qu'à des vulnérabilités liées au changement climatique et au terrorisme. Les conflits interreligieux sont en augmentation.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Bien que l'Inde soit traditionnellement reconnue comme la démocratie la plus peuplée du monde, le [rapport Freedom in the World 2020](#) de Freedom House lui a attribué un score inférieur à celui de l'année précédente et l'a placée sous les feux de la rampe. L'Inde occupe la 68<sup>e</sup> place dans l'[indice des États fragiles 2020](#). Malgré une importante prospérité économique depuis les années 1990, le pays a été confronté à plusieurs conflits interreligieux, intercastes et interethniques. Le pays a notamment dû faire face à une pauvreté endémique, tant rurale qu'urbaine. Selon les [estimations](#), 31,8 millions d'Indiens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans le même temps, l'Inde se classait au 7<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial du terrorisme 2019](#). Le parti communiste naxalite est l'acteur terroriste le plus meurtrier dans le pays et y est actif depuis plusieurs décennies. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan, et plus particulièrement le litige territorial dont est l'objet la région du Jammu-et-Cachemire, ont également donné naissance à un certain nombre de groupes terroristes islamistes qui opèrent depuis le territoire pakistanais.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Sur une population de 1,38 milliard d'habitants, environ [197 millions](#) de foyers indiens ont accès à la télévision et [687 millions](#) de personnes utilisent l'internet en Inde. Les efforts déployés par le gouvernement pour limiter la pensée «antinationale» font aujourd'hui que l'Inde n'occupe que la 142<sup>e</sup> place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). En raison des risques d'inondation, de la hausse des températures et de la baisse des précipitations, le secteur agricole en Inde est très exposé au changement climatique. Selon certaines [estimations](#), jusqu'à 40 % du rendement total des cultures pourraient être perdus si les températures augmentaient de 2°C. Par ailleurs, l'Inde dispose d'infrastructures de cybersécurité beaucoup plus solides que la moyenne de l'Asie du Sud.

## Participation de l'Union européenne

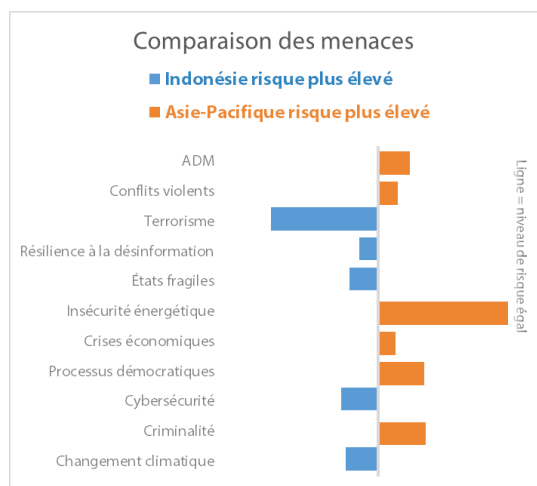
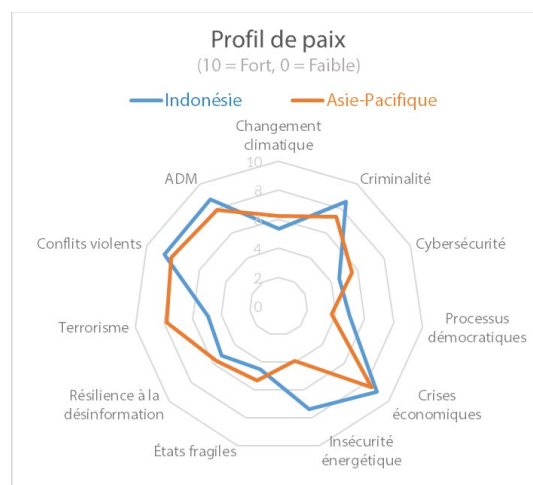
L'Inde et l'Union sont des partenaires stratégiques depuis 2004. Les deux pays ont entamé des discussions sur un accord [bilatéral de commerce](#) et d'investissement en 2007, mais les négociations se trouvent dans une impasse. En novembre 2018, l'Union a adopté une nouvelle [stratégie pour l'Inde](#) afin de relancer le partenariat. L'Inde n'est pas admissible à l'aide bilatérale de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) de l'Union, mais peut encore [bénéficier](#) des programmes thématiques et régionaux financés par l'ICD pour l'Asie. La coopération entre l'Union et l'Inde s'est considérablement renforcée dans le domaine de la recherche et de l'innovation ([R&I](#)). Lors de leurs deux derniers sommets, l'Union et l'Inde ont convenu d'un [programme d'action 2020](#) et ont fait part de leur engagement commun en faveur de [la coopération dans la lutte contre le terrorisme, des énergies propres et du changement climatique, du partenariat pour l'eau](#) et de [l'urbanisation intelligente et durable, des technologies de l'information et de la communication, de l'économie circulaire et de l'efficacité des ressources](#), ainsi que de [la paix et de la sécurité mondiales](#).

# Indonésie

L'Indonésie occupe la 29<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. L'importante croissance économique de ce pays très peuplé l'a élevé au rang de chef de file politique de la région. Cette montée en puissance ne s'est pas déroulée sans heurts: les troubles intercommunautaires, la corruption, le terrorisme et la crise financière de 1997 ont tous posé de graves problèmes pour le pays.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Indonésie a vu la création de plusieurs mouvements séparatistes et militants depuis son indépendance en 1949 et se classe en 42<sup>e</sup> position de [l'indice du terrorisme mondial 2019](#). L'occupation du Timor oriental par le pays de 1975 à 1999 a fait naître un conflit avec le Fretilin, une milice indépendantiste, et l'opposition des séparatistes papous est toujours d'actualité. Actifs par le passé, les mouvements islamistes du pays, en particulier Jemaah Islamiyah, se sont faits plus discrets ces dernières années.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Si elle est parvenue à établir des pratiques démocratiques en son sein, notamment par la tenue d'une élection générale en 2019, l'Indonésie se classe en 2019 au 119<sup>e</sup> rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#) et au 96<sup>e</sup> rang de [l'indice des États fragiles 2020](#), avec un score particulièrement élevé en ce qui concerne les griefs communautaires. Ce résultat s'explique principalement par les troubles qui agitent actuellement la province de Papouasie, où l'accès aux médias est restreint. Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé la province d'Aceh en 2004 et provoqué la mort de 160 000 personnes ont mis au jour la vulnérabilité de l'Indonésie au regard des facteurs environnementaux et climatiques. Il est [estimé](#) que la

fréquence accrue des sécheresses mettra en péril les pratiques agricoles indonésiennes dépendantes de la mousson et entraînera des pénuries alimentaires, tandis que la montée du niveau des océans menacera environ 42 millions de foyers situés dans des zones de faible élévation.

## Participation de l'Union européenne

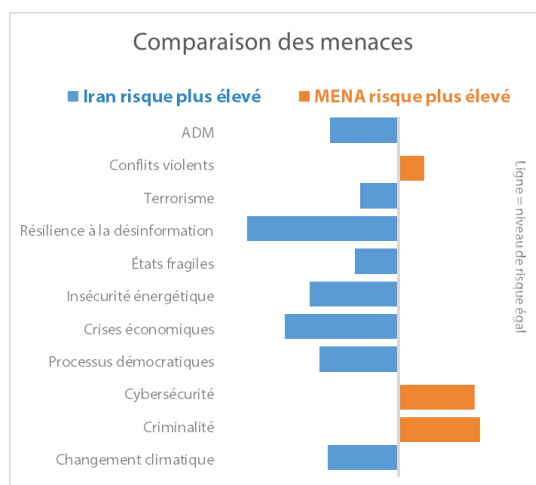
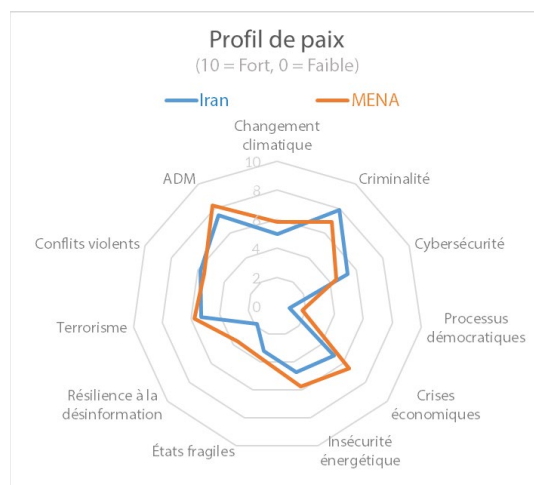
En dépit de leur éloignement géographique, l'Union et l'Indonésie possèdent des valeurs communes, comme un attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et au multilatéralisme. Toutes deux sont des sociétés pluralistes se réclamant de «l'unité dans la diversité». En 2014, l'Indonésie est devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à signer un [accord de partenariat et de coopération](#) avec l'Union. Un accord de libre-échange est en cours de négociation. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'Indonésie ne perçoit plus d'[aides](#) bilatérales de l'Union, à l'exception des financements au titre de programmes créés avant 2014. Elle participe toutefois toujours à des programmes tels qu'[Erasmus+](#) dans le domaine de l'éducation supérieure. Le financement de l'Union soutient par ailleurs le commerce extérieur de l'Indonésie au moyen du mécanisme [ARISE Plus](#). L'Union européenne et l'Indonésie mènent un large éventail de dialogues politiques sur des sujets tels que les [droits de l'homme](#) et la [sécurité](#). Chef de file régional, l'Indonésie est un élément clé des efforts de l'Union en vue de nouer un partenariat stratégique avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

# Iran

L'Iran occupe la 110<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Le pays est actuellement confronté à une crise économique, en grande partie à cause des sanctions économiques américaines, réimposées à la fin de 2018, et des répercussions qui en résultent sur les exportations de pétrole, l'inflation et le chômage.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les tensions autour de l'ingérence occidentale dans les affaires intérieures iraniennes remontent au début des années 1900, lorsque le gouvernement britannique a pris le contrôle de la [production de pétrole](#) en Perse. Le renversement, avec le soutien de la CIA, de Mohammad Mossadeq, un Premier ministre démocratiquement élu, en 1953, a déclenché une vague de troubles qui a finalement conduit à la révolution de 1979 et à la [crise des otages américains](#) qui s'ensuit. Depuis lors, l'Iran s'est retrouvé mêlé à plusieurs conflits dans les pays voisins, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980, et se poursuit jusqu'à ce jour dans le conflit au Yémen. Le pays a été soumis à une [pression internationale](#) croissante sur ses capacités et ses intentions en matière d'ADM, qui ont été tenues en échec par l'[accord nucléaire](#) iranien (le plan d'action global commun), qui a été signé en 2015, mais dont les États-Unis se sont retirés en 2018.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis que le président Trump lui a de nouveau imposé des [sanctions économiques américaines](#) en novembre 2018, l'Iran a subi d'énormes conséquences économiques et sociales. Une chute de la valeur de la monnaie nationale (le rial) d'environ 60 % en 2019, et une baisse des exportations de pétrole, considérées comme la bouée de sauvetage économique de l'Iran, de 2,8 millions de barils par jour [à quelques centaines de milliers](#), ont durement frappé les citoyens iraniens. [Le coût des produits de base](#), par exemple, a doublé depuis 2016. La comparaison des menaces de l'Indice Normandie montre que la crise économique constitue la menace la plus importante pour l'Iran par rapport à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. L'assassinat ciblé du général de division Qassam Soleimani

en janvier 2020 a [davantage accru les tensions](#) avec les États-Unis, l'Iran réagissant par l'accélération de son programme nucléaire, en s'enfonçant davantage dans le conflit régional et par la suppression ferme de tout signe de [troubles intérieurs](#).

## Participation de l'Union européenne

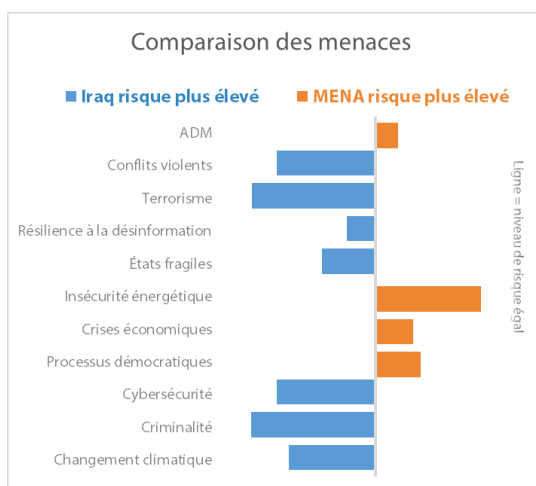
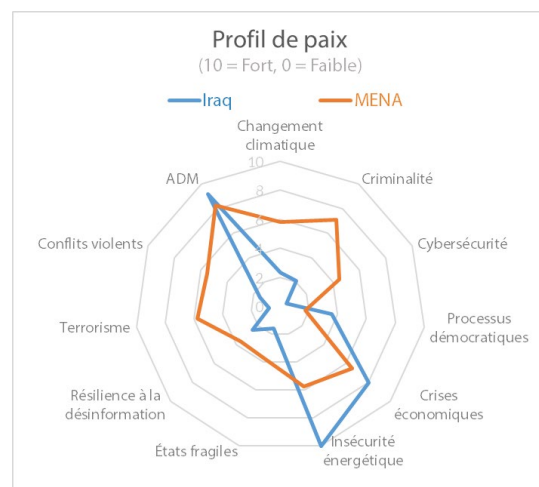
L'Union européenne a joué un rôle important dans la facilitation de l'[accord nucléaire](#) entre l'Iran et l'UE3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni, plus la Chine, la Russie et les États-Unis). À la suite de l'[adoption](#) du plan d'action global commun en juillet 2015, l'Union européenne a créé une [force spéciale iranienne](#), chargée de coordonner les différentes branches d'action parmi l'ensemble des questions liées à l'Iran (y compris la mise en œuvre du plan d'action global commun et le développement des relations bilatérales). Après le [retrait](#) des États-Unis du plan d'action global commun en 2018, l'Union européenne a mis en place plusieurs initiatives pour sauver l'accord, notamment l'[instrument d'appui aux échanges commerciaux](#) (INSTEX) et la mise à jour de la directive sur le [règlement dit «blocage»](#).

# Iraq

L'Iraq occupe la 128<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Alors que le pays continue d'être touché par le terrorisme régional et national, il est également confronté à l'instabilité politique dans le sillage des manifestations nationales contre la corruption qui ont débuté en octobre 2019.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Iraq a une [histoire de coups d'État militaires et de révolutions](#) qui a commencé en 1958. Lorsque Saddam Hussein a pris le pouvoir en 1979, l'Iraq a entamé un nouveau chapitre d'autoritarisme brutal, s'empêtrant dans une série de conflits pour établir une hégémonie régionale, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980. En 1989, l'Iraq a envahi le Koweït voisin, déclenchant la première guerre du Golfe. Dans la foulée, la communauté internationale, menée par les États-Unis, a continué à imposer des sanctions économiques et des pressions diplomatiques dévastatrices sur le pays, auxquelles Saddam Hussein a répondu par une répression intérieure croissante. En 2003, affirmant que l'Iraq avait des capacités d'ADM, les États-Unis ont de nouveau envahi l'Iraq et ont entamé un conflit qui se poursuit encore aujourd'hui. Ce conflit a entraîné la région entière, avec des acteurs étatiques et non étatiques tels que l'EIL/Daech, toujours très actifs dans l'arène du conflit. Le nombre de morts depuis 2003 est estimé entre environ [185 000](#) et plus de [2,4 millions](#) de civils.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Iraq est confronté à la menace permanente du terrorisme. En 2019, il est le deuxième [pays](#) le plus touché par le terrorisme dans le monde, derrière l'Afghanistan. En outre, l'Iraq est confronté à une [instabilité politique croissante](#), exacerbée par les tensions sectaires sous-jacentes et la détérioration des conditions économiques. En octobre 2019, des [protestations](#) ont commencé contre le taux de chômage élevé, l'incapacité de l'État à fournir des biens publics et l'influence iranienne, ce qui a entraîné la mort de centaines de manifestants en l'espace de quelques mois. Ces protestations ont également conduit à la [démission du Premier ministre irakien](#), Adel Abdel Mahdi, en décembre 2019. Néanmoins, [beaucoup doutent](#) des perspectives de changement politique structurel à long terme dans un système conçu pour partager le pouvoir entre les élites dirigeantes de plusieurs factions ethniques. L'Iraq est [considéré](#) comme l'un des pays arabes les plus vulnérables au changement climatique, ses propres ressources en [eau](#) étant limitées.

## Participation de l'Union européenne

Dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération \(APC\) UE-Iraq](#) de 2018, l'Union européenne [coopère](#) avec l'Iraq dans de nombreux domaines, notamment l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction, les droits de l'homme, les migrations, la sécurité et les programmes de réforme politique, sociale et économique. L'Union européenne a adopté une [stratégie pour l'Iraq](#) en janvier 2018 afin de répondre aux défis spécifiques auxquels l'Iraq est confronté à la suite de la défaite territoriale de l'EIL/Daech. L'Iraq a bénéficié de plus d'un milliard d'euros d'aide de la part de l'Union depuis 2014. En octobre 2017, le Conseil a mis en place une mission de la PSDC – [EUAM Iraq](#) – pour aider les autorités irakiennes à mettre en œuvre leur stratégie de sécurité nationale.

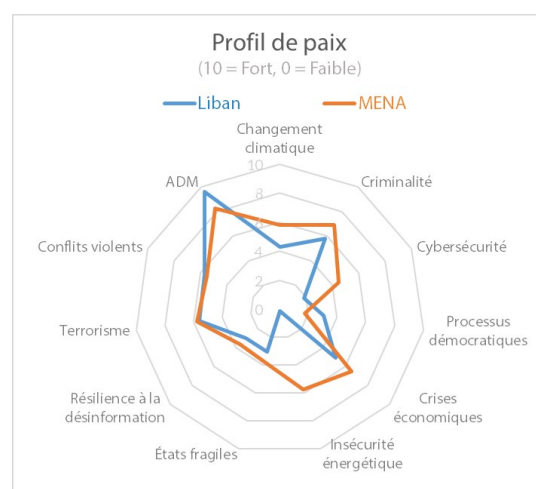


# Liban

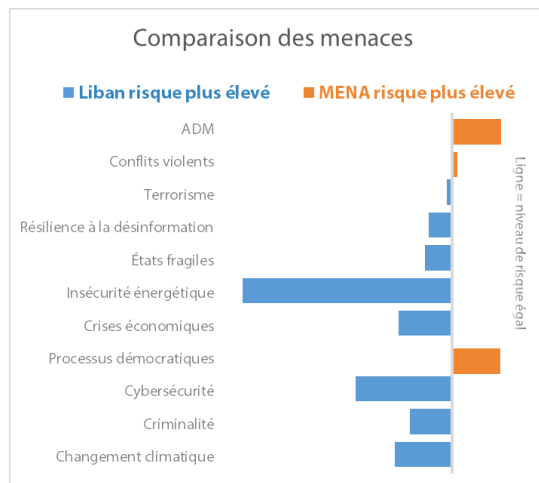
Le Liban occupe la 121<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. L'effondrement de la monnaie du pays et les bouleversements économiques ont alimenté le mécontentement social depuis octobre 2019. Les troubles populaires se sont intensifiés le 28 avril 2020, après les funérailles de Fawwaz al-Samman, 26 ans, qui est mort des suites de blessures par balle commises par l'armée et a été désigné «martyr de la révolution de la faim».

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'histoire du conflit au Liban remonte au moins à la guerre civile qui a éclaté en 1975. Petit État, le Liban est au centre de luttes de pouvoir régionales menées aujourd'hui par Israël, l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'invasion du Liban par Israël en 1982, l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri avec l'aide de la Syrie en 2005, le soutien continu de l'Iran au Hezbollah et les retombées des combats et des millions de réfugiés de la crise syrienne actuelle, entre autres événements, ont non seulement assuré la [poursuite du conflit politique et violent](#) dans le pays, mais ont également conduit à une crise économique profonde. Environ 1,5 million de réfugiés syriens (un quart de la population du Liban) ont cherché refuge au Liban depuis 2011.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Liban est confronté à une crise économique sans précédent depuis son indépendance en 1943. Depuis octobre 2019, lorsque des protestations nationales ont éclaté à la suite de l'aggravation de la crise économique et de la corruption perçue, plus de [220 000 emplois](#) ont été perdus dans le secteur privé, soit plus d'un dixième de la main-d'œuvre libanaise. Ces protestations ont abouti à la démission du Premier ministre, Saad Hariri, mais les protestations se poursuivent alors que [le coût de la vie](#) devient de plus en plus inabordable pour les citoyens ordinaires. En outre, le Liban a un faible niveau de sécurité énergétique, l'approvisionnement en électricité étant notoirement pauvre et incertain depuis plusieurs décennies. En 2009, la [fourniture d'électricité](#) aux ménages a duré en moyenne 18 heures pour l'ensemble du pays et, comme le prétendent les manifestants d'aujourd'hui, la situation ne s'est pas améliorée.

## Participation de l'Union européenne

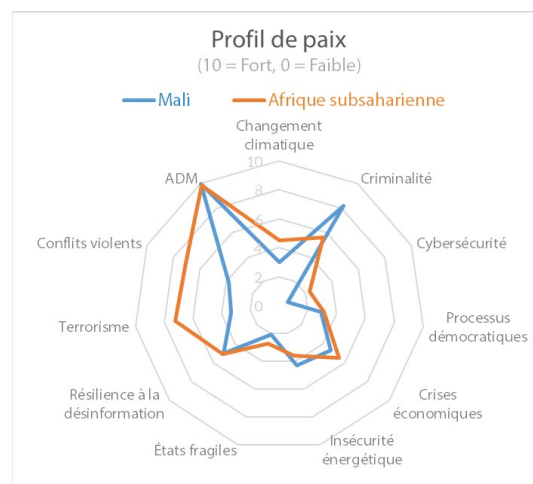
L'Union européenne reconnaît l'importance et soutient les efforts du Liban, qui est le pays ayant la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde. La Commission a alloué plus de 1,6 milliard d'euros d'aide au Liban depuis 2011, à la fois pour l'aide bilatérale (292 millions d'euros) et spécifiquement en réponse à la crise syrienne (plus de 1,3 milliard d'euros). Une aide bilatérale a été allouée dans le cadre de la [politique européenne de voisinage](#), en se concentrant sur le développement social et économique local. À la suite de l'apparition de la pandémie de coronavirus, l'Union européenne a réaffecté jusqu'à 2,1 milliards d'euros des fonds existants pour l'assistance bilatérale et régionale dans le cadre de la [réponse globale de l'Union à la pandémie](#). Ce montant comprend 30,8 millions d'euros pour les besoins immédiats, 572 millions d'euros pour renforcer les systèmes de santé nationaux et 1,5 milliard d'euros pour soutenir la relance socio-économique.

# Mali

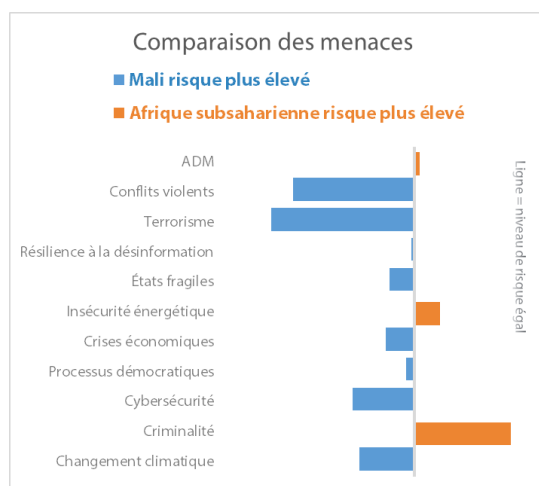
Le Mali occupe la 119<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Le pays est confronté à des menaces continues d'activités extrémistes violentes, ainsi qu'à des défis liés au changement climatique, notamment une pénurie accrue de ressources.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Jusqu'en 2012, le Mali a bénéficié d'une relative stabilité économique, sociale et politique dans une région par ailleurs en proie aux conflits et à l'insécurité. Le printemps arabe a permis le déclenchement d'une insurrection et d'une rébellion à grande échelle dans le [nord du Mali](#), lancée par le mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). La chute de Mohammed Kadhafi en Libye en 2011 leur avait permis de saisir un grand nombre d'armes légères. Les groupes extrémistes islamistes opérant dans la région sont alors entrés dans l'arène du conflit. Lorsque les groupes extrémistes armés ont avancé sur la capitale Bamako en 2013, les forces françaises sont intervenues, repoussant l'insurrection, mais créant une dépendance aux ressources militaires internationales qui perdure à ce jour. Le Mali a bénéficié d'une [force de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies](#) de plus de 15 000 hommes depuis 2013. Le Mali a des scores nettement inférieurs à la moyenne subsaharienne dans les domaines des conflits violents et du terrorisme. Il est passé du 79<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> rang des [États les plus fragiles](#) entre 2012 et 2020.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Bien que la situation sécuritaire dans la partie nord du pays se soit stabilisée dans une certaine mesure ces dernières années, les actions des organisations criminelles transnationales, des groupes terroristes et des milices armées ont entraîné une [flambée de violence](#) contre les civils, plus de 85 000 d'entre eux ayant fui leur foyer en 2019. Outre la menace terroriste actuelle, le Mali est confronté à une pénurie croissante de ressources combinée à une population croissante, qui a déjà vu l'exacerbation des tensions interethniques, notamment entre les agriculteurs traditionnels et les populations pastorales du nord du pays. Les conflits liés aux ressources devraient [s'étendre du nord du Mali](#) à la région centrale autour de Bamako.

## Participation de l'Union européenne

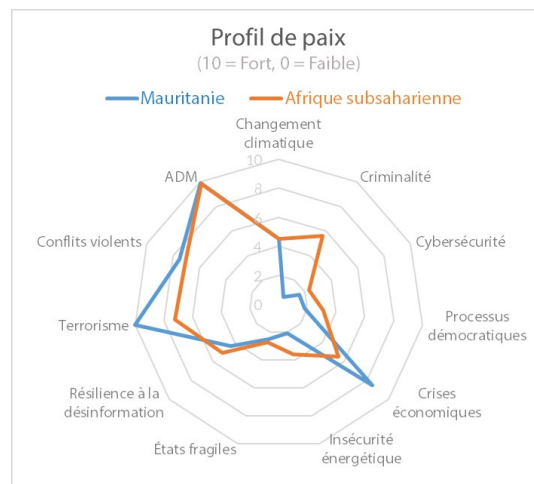
Dans le cadre de sa [stratégie globale au Sahel](#), l'Union européenne soutient les initiatives de sécurité du groupe des cinq pays du Sahel et a fourni 147 millions d'euros pour mettre en place la Force conjointe du G5 Sahel. Le Mali accueille deux missions de la PSDC de l'Union européenne: [EUCAP Sahel Mali](#) – une mission de renforcement des capacités en appui aux politiques nationales de sécurité au Mali, et, depuis février 2019, au Burkina Faso, au Tchad et en Mauritanie – et EUTM Mali – une mission de formation pour les forces armées des cinq pays du G5 Sahel et pour la Force conjointe du G5 Sahel. Le [Fonds européen de développement](#) a fourni jusqu'à 665 millions d'euros de soutien pour la période 2014-2020, principalement pour soutenir la consolidation de la paix. En outre, l'Union européenne a alloué 22 millions d'euros au moyen de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix ([l'ICSP](#)) de 2015 à 2019. Depuis 2016, le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 214 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance, à la gestion des migrations, à la résilience et aux projets économiques. En 2019, l'Union européenne a alloué plus de 43 millions d'euros à ce pays au titre de l'[aide humanitaire](#), tandis qu'en parallèle, l'Union a alloué 35 millions d'euros d'aide humanitaire à la région du Sahel dans son ensemble.

# Mauritanie

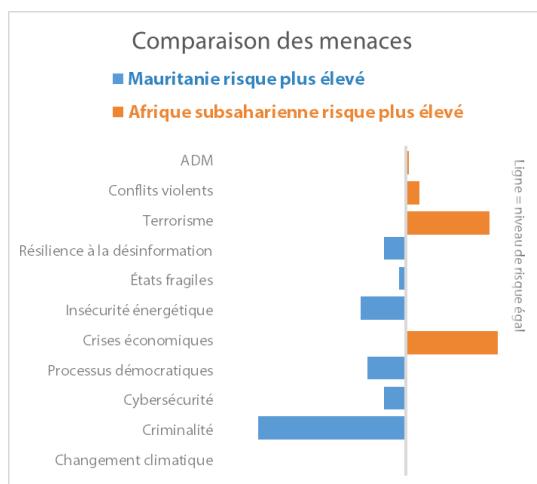
La Mauritanie occupe la 107<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne mondiale. Il est considéré comme plus à risque en ce qui concerne les processus démocratiques, la criminalité et la fragilité, alors qu'il est à faible risque en matière de terrorisme.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Mauritanie occupe la 33<sup>e</sup> place dans l'[indice des États fragiles 2020](#). L'[incapacité à éradiquer l'esclavage](#) malgré son abolition en 1981 explique le score particulièrement bas du pays en matière de légitimité de l'État. Au cours des dernières décennies, la vie politique de la Mauritanie a été marquée par plusieurs coups d'État militaires, le plus récent ayant été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008, suivi de son élection en 2009. En juin 2019, la Mauritanie a connu le premier transfert de pouvoir pacifique depuis son indépendance en 1960, avec l'élection du candidat du parti au pouvoir et ancien ministre de la défense, Mohamed Ould Ghazouani. La Mauritanie se classe 137<sup>e</sup> dans l'[indice de perception de la corruption](#). En février 2020, le Parlement national a formé une commission d'enquête pour enquêter sur des [cas présumés de corruption](#) pendant le mandat de l'ancien président. Malgré le nombre croissant d'attaques au Sahel, la Mauritanie s'est montrée remarquablement [résistante](#) au djihadisme et n'a subi aucune attaque terroriste depuis 2011.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Mauritanie est confrontée au deuxième plus grand risque de sécheresse selon l'[indice mondial pour la gestion des risques](#) (INFORM), car ses régions du sud ont connu des [conditions de sécheresse](#) en 2019 pour la troisième année consécutive. Le pays a adopté ses premières lois sur la protection des données en 2017, mais n'en est encore qu'aux premiers stades de la lutte contre la cybersécurité, se classant au 145<sup>e</sup> rang de l'[indice de cybersécurité dans le monde](#). Malgré d'importantes ressources en énergies renouvelables, le secteur énergétique du pays est confronté à des [défis](#) importants et la Mauritanie obtient de mauvais résultats en matière de sécurité énergétique. La Mauritanie est passée de la 72<sup>e</sup> à la 97<sup>e</sup> place dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) entre 2018 et 2020. L'internet a été coupé pendant 11 jours lors de l'élection présidentielle de 2019, et la peur des représailles pousse les journalistes à s'autocensurer.

## Participation de l'Union européenne

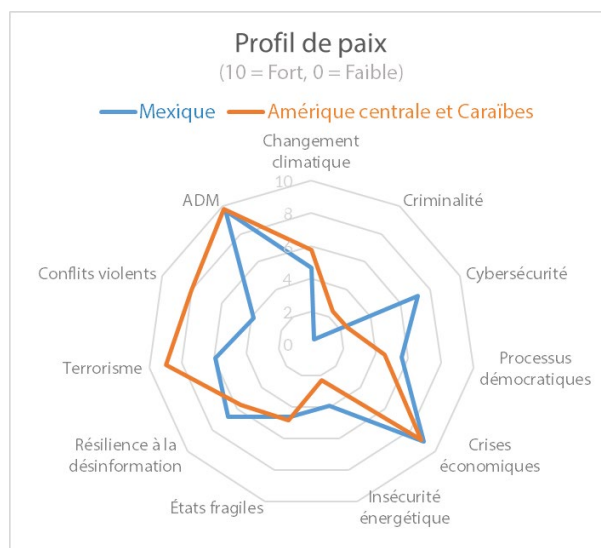
Dans le cadre de sa [stratégie globale au Sahel](#), l'Union européenne soutient les initiatives de sécurité du groupe des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) et a accordé 147 millions d'euros pour mettre en place la Force conjointe du G5 Sahel. La cellule de conseil et de coordination régionale de l'Union européenne a été déployée à Nouakchott, où est établi le secrétariat permanent du G5 Sahel. Le [Fonds européen de développement](#) a alloué jusqu'à 542 millions d'euros pour la période 2014-2020, afin de soutenir la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, l'état de droit et l'amélioration du système de santé. Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique a contribué à hauteur de [79 millions d'euros](#) depuis 2017 pour des projets de prévention des conflits. En 2019, l'Union européenne a alloué près de 16 millions d'euros d'[aide humanitaire](#) à la Mauritanie.

# Mexique

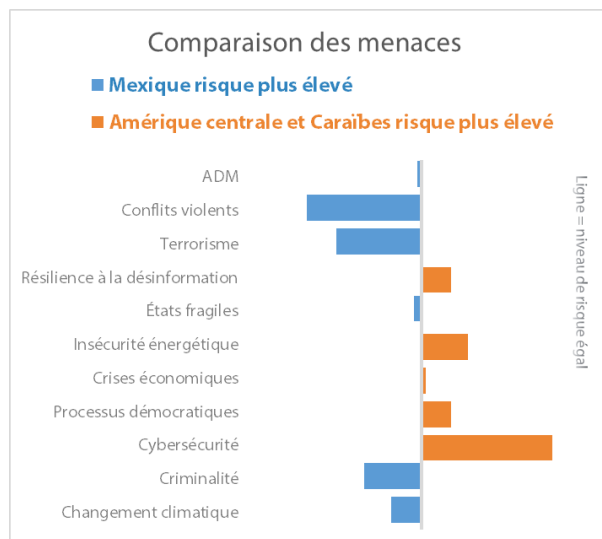
Le Mexique occupe la 69<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Malgré les progrès significatifs réalisés dans la lutte contre le crime organisé, le Mexique a connu une augmentation des crimes violents et des homicides qui ont touché aussi bien les civils que les hommes politiques.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Mexique souffre d'une activité criminelle organisée à grande échelle, notamment le trafic de drogue, les enlèvements et l'extorsion, depuis au moins les années 1980, lorsque les groupes criminels mexicains ont commencé à coordonner et à attribuer des zones régionales distinctes de contrôle et à établir des [itinéraires](#) de trafic. La violence qui en résulte n'est pas seulement due à la concurrence entre les cartels, mais aussi à la «guerre contre la drogue» officiellement déclarée par l'État mexicain en 2006. On estime que plus de 61 000 personnes ont disparu dans le cadre de crimes liés à la drogue depuis [2006](#).



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le niveau général de paix au Mexique s'est détérioré pendant trois années consécutives depuis 2016, sous l'effet d'une augmentation du taux d'homicides, qui a atteint des niveaux historiquement élevés en 2018, avec 27 décès pour 100 000 personnes, soit plus de 34 000 victimes. Il s'agit d'une augmentation de 80,5 % par rapport aux niveaux de 2015, dépassant le précédent pic de [2011](#). La violence armée est également en hausse, le taux de criminalité par armes à feu ayant doublé, passant de 13,5 pour 100 000 personnes en 2015 à 28,6 en 2018. Le taux de criminalité violente a augmenté de 25 % depuis 2015, la violence touchant aussi bien les civils que les hommes politiques. Au cours du cycle électoral de 2018, au moins 850 actes de violence politique ont été enregistrés, tuant au moins [175](#) candidats ou élus. La géographie du Mexique, situé entre deux océans, le rend [vulnérable](#) aux phénomènes météorologiques violents et au changement climatique; le pays dispose d'une [loi](#) sur le changement climatique depuis 2012.

## Participation de l'Union européenne

L'Union européenne maintient un partenariat global de longue date avec le Mexique, établi dans le cadre d'un accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'Union européenne et le Mexique, qui a été signé en décembre 1997 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2000. Cet «accord global» comprend également un accord de libre-échange, qui est actuellement en cours d'[actualisation](#). Il s'agissait du premier accord de l'Union européenne à établir une zone de libre-échange ainsi que du premier accord de partenariat avec un pays d'Amérique latine. L'accord global a établi un dialogue politique et une vaste coopération entre les parties. En 2008, l'Union européenne a conclu un [partenariat stratégique](#) avec le Mexique qui a introduit de nouvelles questions de dialogue à haut niveau, telles que la sécurité, l'application des lois et les droits de l'homme. L'Union européenne renforce sa coopération avec le Mexique en matière de lutte contre la criminalité organisée. Les [négociations](#) en vue de conclure un accord de travail entre les autorités mexicaines et Europol ont débuté en février 2020.

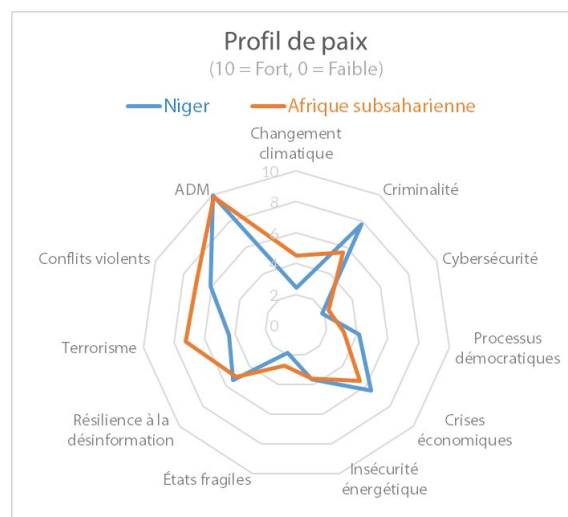


# Niger

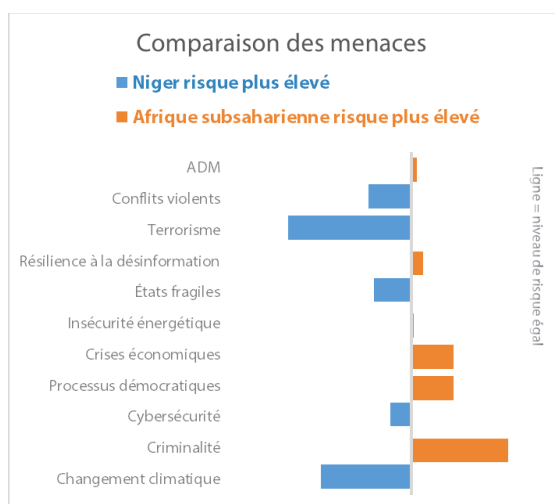
Le Niger occupe la 103<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. L'instabilité régionale a conduit à la prolifération de groupes extrémistes violents, provoquant une augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour le Niger, cette situation aggrave les effets déjà désastreux du changement climatique sur l'accès aux ressources, ce qui constitue un nouveau déclencheur de conflit.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Niger est actuellement classé 19<sup>e</sup> sur 178 dans l'[indice des États fragiles](#) pour 2020, et 189<sup>e</sup> (à savoir en dernière position) dans l'indicateur de développement humain des Nations unies. Les richesses du pays profitent encore largement aux intérêts étrangers dans le domaine de l'extraction de l'uranium et à une poignée d'élites politiquement liées qui déclenchent des conflits, notamment avec les groupes touaregs. Le Niger a également souffert de l'[instabilité régionale](#); par conséquent son propre environnement de conflit est passé de 10 conflits et 25 morts en 2011 à 369 conflits et 714 morts en 2019.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les menaces les plus immédiates pour la sécurité du Niger proviennent de l'expansion rapide du terrorisme et des groupes extrémistes violents dans toute la région du Sahel. Le nombre de décès causés par de [violents incidents](#) liés à des groupes extrémistes dans le Sahel s'est élevé à 4 000 en 2019, soit cinq fois plus qu'en 2016. Le classement du Niger dans l'indice mondial du terrorisme est passé du 40<sup>e</sup> rang le plus touché en 2011 au 23<sup>e</sup> rang en 2019. Le Niger a également été submergé par une augmentation du [nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés](#) fuyant les pays voisins, en particulier le Mali. Ce déplacement aggrave les conséquences du changement climatique, qui touche également le Niger, en intensifiant la concurrence pour des ressources rares telles que les terres arables et l'eau, ce qui a déjà entraîné une augmentation des conflits entre [les agriculteurs et les](#)

[éleveurs traditionnels](#). Selon certaines estimations, l'érosion des sols et la désertification entraînent la perte de 100 000 à 120 000 hectares de terres arables par an au Niger.

## Participation de l'Union européenne

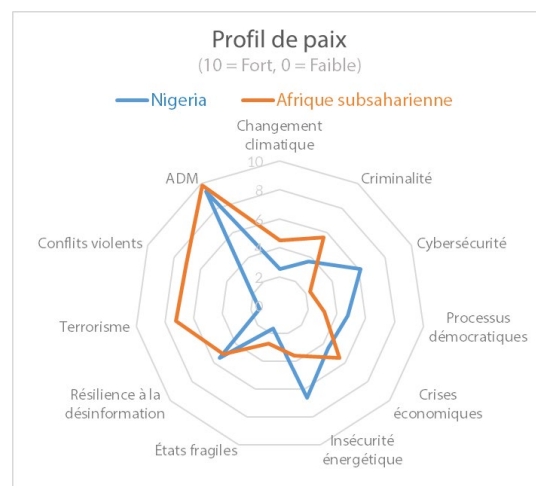
L'Union européenne soutient les initiatives de sécurité du groupe des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) dans le cadre de sa [stratégie globale au Sahel](#), et a fourni 147 millions d'euros pour mettre en place la Force conjointe du G5 Sahel. La mission de renforcement des capacités civiles de l'EUCAP Sahel Niger vise à renforcer les capacités des forces nigérianes – et, depuis février 2019, des militaires burkinabés, tchadiens et mauritaniens – à lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée et les migrations clandestines. L'Union européenne a également contribué au financement de la force multinationale mixte (FMM), créée en 1998 entre le Nigeria, le Tchad et le Niger, pour lutter contre la criminalité transnationale dans la région du lac Tchad. Le [Fonds européen de développement](#) a alloué 716 millions d'euros pour la période 2014-2020 afin de contribuer à la fourniture de services sociaux, de sécurité alimentaire et de résilience, ainsi que d'infrastructures routières pour les régions menacées par l'insécurité et les conflits. En outre, l'Union européenne a alloué 26 millions d'euros au moyen de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ICSP) de 2015 à 2019. Le [Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 253 millions d'euros depuis 2016 à l'amélioration de la gouvernance, à la gestion des migrations ainsi qu'au soutien de la résilience et des projets économiques. En 2019, l'Union européenne a alloué 32 millions d'euros au Niger au titre de l'aide humanitaire.

# Nigeria

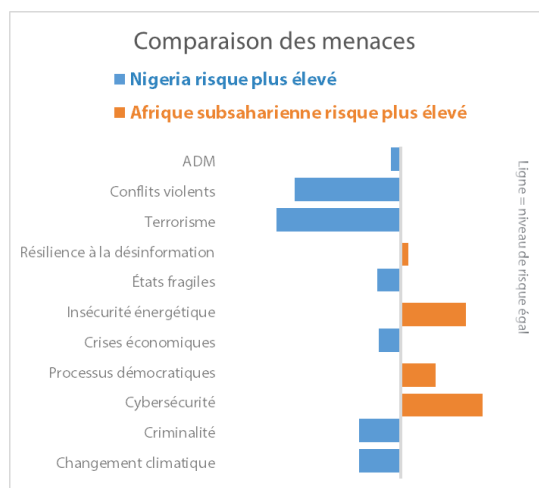
Le Nigeria occupe la 118<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Il est considéré comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Les tensions ethniques remontent à l'époque coloniale. Si la guerre civile de 1967-1970 était principalement motivée par un objectif de répartition équitable des revenus du pétrole entre les groupes ethniques, les conflits plus récents ont pris un tour plus sectaire. Le pays est une république fédérale.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Bien qu'il ait globalement progressé par rapport à l'année précédente, le Nigeria arrive à la 3<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2019](#), avec 562 incidents et 2 040 décès. La majorité de ces décès est imputable à Boko Haram, groupe insurrectionnel islamiste formé en 2002 et affilié à l'EIL/Daech. Toutefois, on assiste également à une escalade de la violence entre fermiers chrétiens et bergers musulmans peuls, ces derniers se livrant à plusieurs attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes. L'organisation fédérale du pays permet au nord à prédominance musulmane ainsi qu'au sud majoritairement chrétien de jouir d'un degré élevé d'autonomie à l'égard du pouvoir central. Cependant, la concentration des régions productrices de pétrole au sud du delta du Niger et la corruption endémique placent le Nigeria en 14<sup>e</sup> position de l'[indice des États fragiles 2020](#), du fait de scores particulièrement inquiétants pour ce qui est des élites dissidentes et des griefs communautaires.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Si le Nigeria est la première puissance économique africaine au regard du PIB nominal, il est économiquement vulnérable en raison de sa dépendance excessive à l'égard du pétrole. La croissance démographique accélérée du pays constitue un facteur potentiel d'instabilité, étant donné la pénurie d'emplois pour les jeunes. Le Nigeria, qui fait figure de pays relativement prospère dans la région, constitue une exception notable en ce qui concerne ses capacités en matière de cybersécurité. Toutefois, la corruption politique qui sévit au Nigeria accentue les problématiques de désinformation. Le pays le plus peuplé d'Afrique occupe le 115<sup>e</sup> rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Si les élections nigérianes organisées avec l'appui de la communauté internationale sont généralement comme équitables et efficaces, on constate que ces dernières sont souvent prétexte à de vastes campagnes de désinformation.

## Participation de l'Union européenne

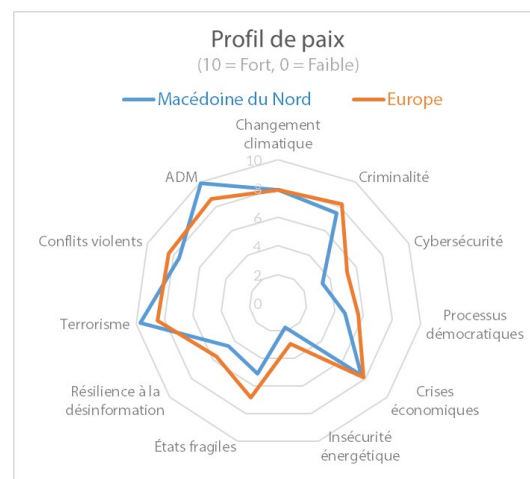
L'Union européenne a soutenu de nombreuses initiatives visant à accroître la résilience du Nigeria à l'égard des conflits violents et à d'autres menaces. Pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'Union européenne a [subventionné](#) une initiative régionale destinée à fédérer plusieurs pays du bassin du lac Tchad contre Boko Haram au sein de la force multinationale mixte (FMM). Le [Fonds européen de développement](#) a fourni un [soutien](#) de plus de [500 millions d'euros](#) (pour la période 2014-2020) afin d'accroître la résilience du Nigeria, notamment dans les domaines de la santé et de la nutrition, de la production électrique, de l'état de droit et de la sécurité. L'Union européenne a invité le Nigeria à adhérer à un [accord de partenariat économique](#) régional conclu entre l'Union et l'Afrique de l'Ouest et destiné à libéraliser les échanges commerciaux ainsi qu'à promouvoir l'intégration régionale et le développement durable. Le [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique](#) soutient les mesures de prévention des conflits et de relèvement, ainsi que les actions visant à améliorer les perspectives économiques et d'emploi, afin d'accroître la résilience des communautés vivant dans les zones les plus touchées par les conflits. En 2019, l'Union européenne a envoyé une mission d'observation électorale pour les élections générales nigérianes. Elle a publié un rapport comprenant [30 recommandations](#).

# Macédoine du Nord

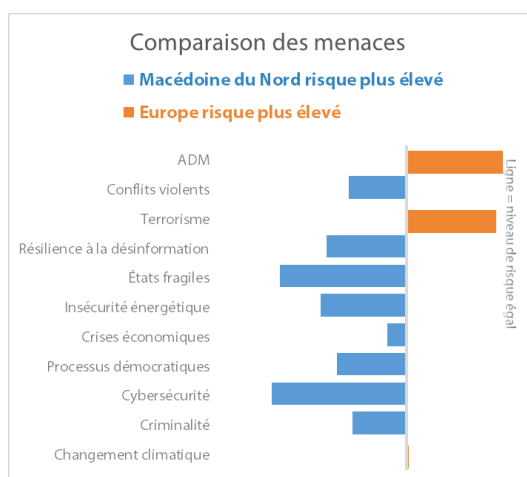
La Macédoine du Nord occupe la 39<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie. Bien qu'elle soit en dessous de la moyenne européenne pour la plupart des indicateurs, elle dépasse la moyenne mondiale dans les domaines des processus démocratiques, de la cybersécurité et des homicides.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

En 1991, la Macédoine du Nord a obtenu son indépendance de l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, la Macédoine du Nord se trouve dans le premier quartile de pays dans l'indicateur relatif aux processus démocratiques. Le gouvernement actuel, dirigé par l'Union des sociaux-démocrates de Macédoine (SDSM) depuis mai 2017, a renforcé les relations avec l'Union, et avec la Bulgarie et la Grèce en particulier. Par l'accord de Prespa (conclu en juin 2018), le pays a changé de nom pour devenir la République de Macédoine du Nord. En contrepartie, la Grèce a mis un terme à son veto à l'accession de ce pays à l'Union européenne (et à l'OTAN). En mars 2020, à la suite de la signature du protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord en février, le pays a officiellement rejoint l'OTAN, devenant le 30<sup>e</sup> membre de l'alliance.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Depuis son indépendance, la Macédoine du Nord a progressé dans la mise en place d'une économie de marché ouverte et occidentalisation. Il s'agit, notamment, de réformes telles que le cadastre, l'accès au crédit et la protection des investisseurs minoritaires. Dans un [classement établi par la Banque mondiale](#), la Macédoine du Nord est le seul pays à revenu intermédiaire à se classer parmi les 20 meilleurs pays du monde en ce qui concerne la facilité à faire des affaires. Ses progrès réalisés dans les réformes économiques se reflètent dans ses bons résultats en matière de crises économiques. Cependant, dans le domaine de la liberté de la presse, la Macédoine du Nord se situe juste en dessous de la moyenne mondiale et est avant-dernière de la région européenne: elle occupe la 92<sup>e</sup> place dans le [classement 2020 de la liberté de la presse](#).

## Participation de l'Union européenne

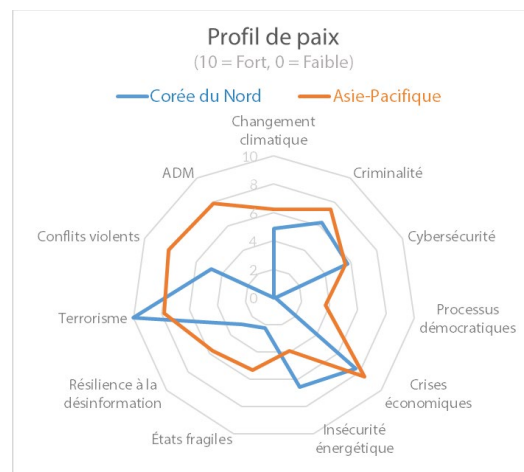
La Macédoine du Nord a été le premier pays des Balkans occidentaux à signer un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne (en 2004). À peine un an plus tard, elle a accédé au statut de pays candidat. Le 26 mars 2020, le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord. Pour préparer le pays à son adhésion, l'Union a alloué [664 millions d'euros](#) de fonds pour la période 2014-2020. Ces fonds seront affectés au renforcement des institutions, à la coopération transfrontalière, au développement régional, aux ressources humaines et au développement rural. L'Union européenne soutient le [renforcement de la connectivité des transports et de l'énergie](#) dans les Balkans occidentaux et avec l'Union européenne au moyen d'un nouveau paquet connectivité, d'améliorations routières et de la mise en œuvre de la stratégie ferroviaire régionale, grâce au [cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux](#). L'Union a également aidé à mettre en place l'Office régional de coopération pour la jeunesse (RYCO), inspiré de l'Office pour la jeunesse franco-allemand créé en 1963 afin d'encourager la coopération entre de jeunes citoyens allemands et français. Le RYCO encourage les échanges d'étudiants avec l'Union dans la région afin de promouvoir la réconciliation.

# Corée du Nord

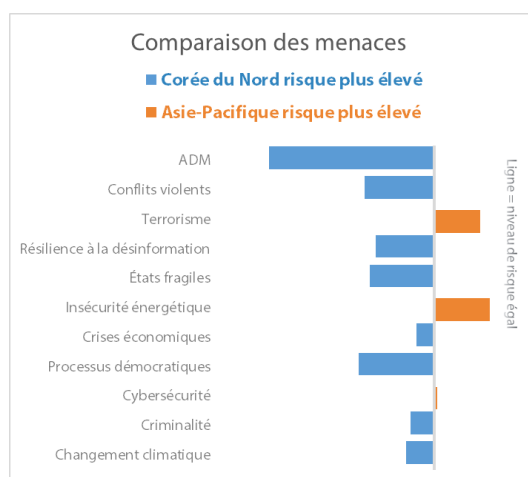
La Corée du Nord occupe la 115<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Les négociations en vue d'une réunification de la péninsule coréenne ont systématiquement échoué depuis 1948. La guerre de Corée (1950-1953) a débouché sur un cessez-le-feu, non sur un traité de paix pérenne, et chacune des parties se prétend le seul État légitime de la péninsule.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Au titre de sa politique de «l'armée d'abord», la Corée du Nord a constitué la [quatrième](#) armée permanente du monde avec [1,28 million](#) de militaires, auxquels s'ajoutent près de [huit millions](#) de personnes dans les forces paramilitaires et de réserve. Cette stratégie a été supplantée en 2013 par la «politique double», qui vise à faire progresser de front la croissance économique et la sécurité du pays vis-à-vis des velléités sud-coréennes et américaines, au moyen du développement nucléaire. Le pays possède des armes nucléaires et des [programmes](#) de missiles balistiques et posséderait des capacités d'armes chimiques et biologiques. En 2017, il a testé avec succès son premier missile balistique intercontinental (ICBM) et a affirmé avoir fait exploser une arme thermonucléaire. Le pays a utilisé des cyberattaques et des cybervols pour amasser environ [670 millions de dollars américains](#) en devises étrangères et virtuelles, contournant ainsi les sanctions internationales. La Corée du Nord se classe à la 30<sup>e</sup> place de [l'indice des États fragiles 2020](#) et enregistre un score particulièrement faible en matière de légitimité de l'État. Dans le cadre de la «politique double», son gouvernement a tenté de résoudre un certain nombre de problèmes liés aux conditions de vie de sa population. Son gouvernement autoritaire est classé 172<sup>e</sup> dans [l'indice mondial de perception de la corruption 2019](#), et l'on sait que des prisonniers politiques sont internés dans des camps de prisonniers.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Corée du Nord se trouve en bas du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). L'important dispositif de sécurité de l'État exerce un contrôle sur le domicile, les déplacements, l'emploi, l'habillement, l'apparence, l'alimentation et la vie de famille de ses citoyens. Les réfugiés nord-coréens affirment que la population y est hiérarchisée en fonction du songbun, un système statutaire qui évalue la loyauté d'un citoyen vis-à-vis des pouvoirs publics et lui assigne des perspectives en conséquence. En outre, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, d'énergie, de terres arables et de moyens de transport a considérablement freiné la croissance à long terme du pays et engendré les difficultés que rencontre actuellement la Corée du Nord pour atteindre ses objectifs de développement. Le secteur agricole et les infrastructures ont particulièrement pâti de cette situation.

## Participation de l'Union européenne

L'Union applique une politique de «dialogue critique» à l'égard de la Corée du Nord dans l'objectif d'apaiser les tensions au sein de la péninsule coréenne, d'encourager la non-prolifération nucléaire et d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme. Elle exerce des [sanctions](#) à l'égard de Pyongyang en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et en adoptant des mesures restrictives autonomes. L'Union a toutefois fourni près de 135,7 millions d'euros d'[aides à la Corée du Nord](#) depuis 1995, principalement au titre de l'aide alimentaire, mais aussi du secours en cas de catastrophe et de la lutte contre la pauvreté. Les échanges de marchandises entre l'Union européenne et la Corée du Nord ont chuté de façon spectaculaire après 2013. En 2019, il s'élevait à seulement [7 millions d'euros](#) (0,2 % du commerce extérieur de la Corée du Nord). L'Union a des relations diplomatiques avec la Corée du Nord depuis 2001, bien qu'elle n'y dispose pas d'une délégation: sa représentation sur place est assurée à tour de rôle par les six États membres disposant d'une ambassade dans le pays (Allemagne, Bulgarie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Suède).

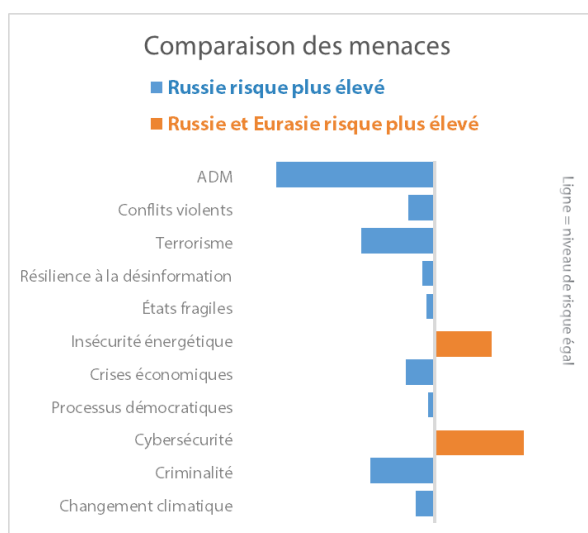
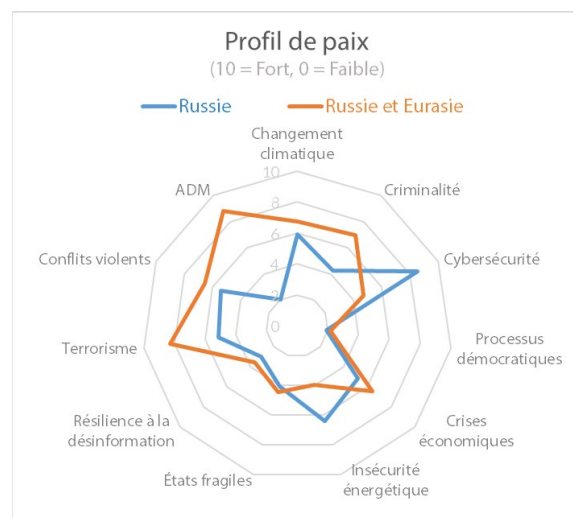


# Russie

La Russie occupe la 112<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie, affichant des performances supérieures à la moyenne régionale de l'Eurasie pour ce qui est de l'insécurité énergétique et de la cybersécurité, mais obtenant une moyenne globale inférieure. Cela s'explique principalement par ses lacunes en matière d'armes de destruction massive, de terrorisme et de criminalité.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991, la Russie a reconstruit ou remanié nombre de ses institutions. Néanmoins, on observe que subsistent certains éléments caractéristiques d'un régime autoritaire ainsi que d'une faiblesse des processus démocratiques. Au XX<sup>e</sup> siècle, la concurrence idéologique qui opposait les États-Unis à l'Union soviétique a entraîné la constitution d'arsenaux nucléaires dans les deux pays. D'après l'[Arms Control Association](#), la Russie possède environ la moitié des armes nucléaires du monde, ce qui représente un arsenal de près de 7 000 armes. La Russie possède également le taux d'homicides le plus élevé de la région Eurasie, qui s'élève à 9,2 pour 100 000, un chiffre bien supérieur à la moyenne mondiale de 7,27 pour 100 000.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Par son statut de grand exportateur de pétrole, de gaz et de charbon, la Russie jouit d'un niveau relativement élevé de sécurité énergétique. Elle enregistre également un bon score en cybersécurité, se plaçant au neuvième rang mondial. Elle est toutefois menacée par les conséquences du changement climatique. Le secteur agricole russe subit déjà les effets des [événements météorologiques violents](#). En outre, la Russie figure parmi les 20 % de pays les moins bien notés dans le [classement de la liberté de la presse 2020](#). Les lois qui censurent les sociétés de médias indépendantes et les médias en ligne ont gravement compromis la diffusion d'informations fiables. Les conflits gelés dans l'espace

postsoviétique et l'annexion de la Crimée en 2014 ont entraîné une détérioration des relations que la Russie entretient avec l'Union européenne et l'OTAN depuis plus d'une décennie. Le [non-respect](#) par la Russie du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire a provoqué de nouvelles tensions en 2019.

## Participation de l'Union européenne

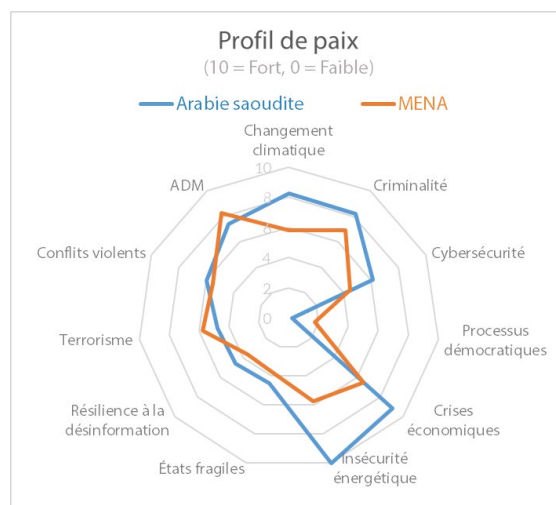
Les [relations](#) qu'entretiennent l'Union et la Russie se sont considérablement dégradées après l'annexion de la Crimée par la Russie et la participation de cette dernière à des rébellions séparatistes dans l'est de l'Ukraine. En 2014, l'Union a émis des [sanctions](#) à l'encontre la Russie en réponse à la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui a eu des répercussions sur les secteurs ukrainiens de l'énergie, de la banque et de la défense. En représailles, la Russie a gelé ses importations de produits agricoles européens. Des tensions sont également apparues à la suite de l'ingérence de la Russie dans certains processus démocratiques européens (comme le référendum britannique sur l'Union européenne ou l'élection présidentielle française) et de la tentative d'assassinat de l'ancien espion russe Sergey Skripal au Royaume-Uni. Les financements européens dont bénéficie la Russie se limitent à quatre domaines: la coopération en matière de recherche (Horizon 2020), la coopération transfrontière, l'éducation (Erasmus+) et le soutien à la société civile.

# Arabie saoudite

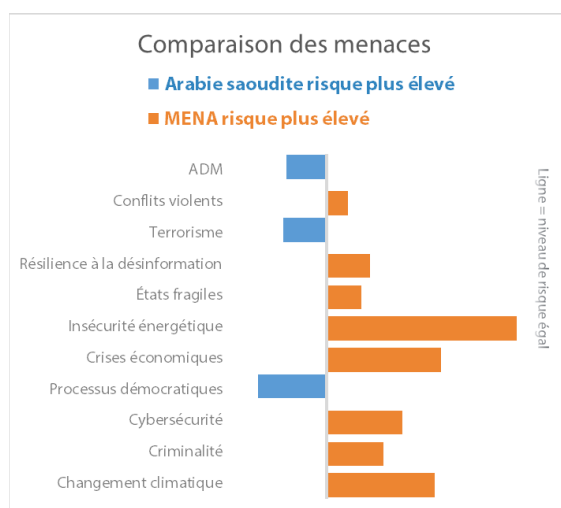
L'Arabie saoudite occupe la 40<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Elle participe à plusieurs conflits régionaux, dont le plus direct est celui du Yémen, et fait face à une opposition croissante, tant au niveau national qu'au niveau international, à son espace démocratique limité.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Arabie saoudite est engagée dans une [guerre par procuration avec l'Iran](#) depuis la révolution iranienne de 1979. Le nouveau régime chiite iranien, dirigé par l'ayatollah Khomeini, a encouragé les autres musulmans des pays voisins à renverser également leurs dirigeants; un appel que la minorité chiite d'Arabie Saoudite a tenté sans succès de reprendre. Cette guerre par procuration pour l'hégémonie régionale a joué [dans plusieurs conflits au Moyen-Orient](#), notamment au Liban, en Iraq et, plus directement peut-être, au Yémen. Le conflit au Yémen a commencé par un soulèvement national des rebelles Houthi soutenus par l'Iran contre un gouvernement sunnite répressif en 2014. La cause du gouvernement yéménite dans la lutte contre les rebelles a rapidement été reprise par l'Arabie Saoudite, qui a dirigé une coalition de forces internationales, dont les États-Unis, pour reprendre le contrôle. Au cours des cinq années précédant la fin 2019, on estime que [100 000 personnes ont été tuées au Yémen](#), dont au moins 12 000 civils.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Outre la guerre en cours au Yémen, l'Arabie saoudite doit faire face à des défis à plus long terme en raison de son espace démocratique très limité. Après avoir été nommé prince héritier en 2017, Mohammed Bin Salman a mis en place plusieurs réformes économiques et sociales, dont beaucoup espéraient qu'elles conduiraient également à une plus grande liberté démocratique. Cela ne s'est toutefois [pas concrétisé](#). Le Royaume, dont le bilan en matière de droits de l'homme est médiocre, a fait l'objet d'une surveillance constante pour son [traitement des dissidents](#), notamment l'exécution de 37 militants prodémocratie en avril 2019, et l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018 au consulat saoudien à Istanbul.

## Participation de l'Union européenne

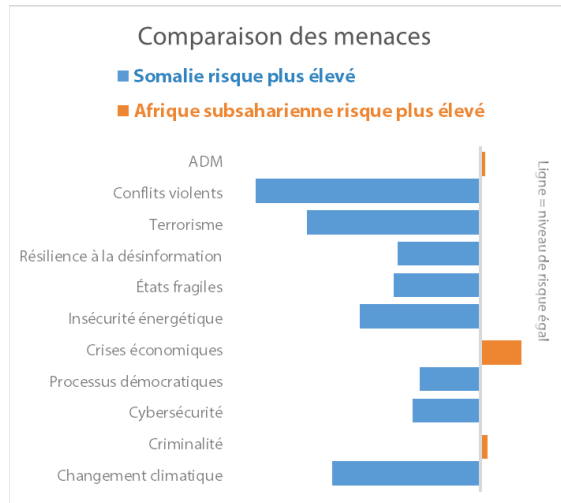
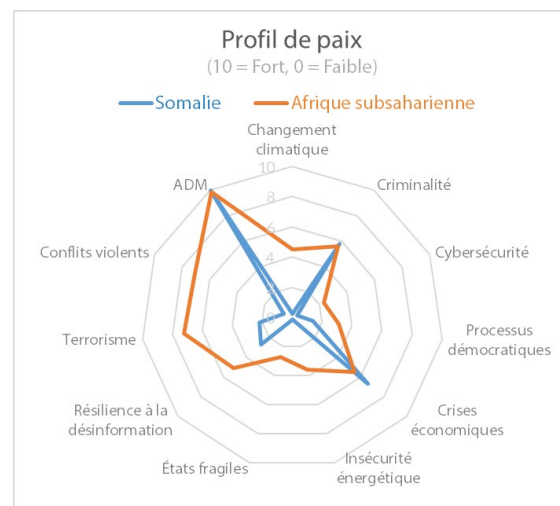
En 1988, l'Union européenne a conclu un [accord de coopération](#) avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU). Un dialogue régulier entre l'Union et le CCG vise à renforcer la stabilité des pays de la région stratégiquement importante du Golfe, à élargir la coopération économique et technique ainsi qu'à renforcer la coopération existante dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des services, de l'agriculture, de la pêche, des investissements, de la science, de la technologie ainsi que de l'environnement. Il n'existe aucune [relation bilatérale](#) officielle entre l'Union européenne et l'Arabie saoudite. L'Union européenne, et le Parlement européen en particulier, ont critiqué le bilan de l'Arabie Saoudite en matière de droits de l'homme et ont condamné et exprimé de graves préoccupations quant au [rôle de l'Arabie Saoudite au Yémen](#).

# Somalie

La Somalie occupe la 134<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie. Elle est, de façon significative, plus vulnérable que la moyenne africaine subsaharienne et se situe en deçà de la moyenne africaine subsaharienne pour les indicateurs mesurant le terrorisme, la résilience à la désinformation, les mesures des États fragiles et la cybersécurité.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Somalie est en proie aux conséquences de la guerre civile qui a débuté en 1991 avec le renversement du dictateur Mohamed Siad Barre. Le pays doit également faire face au soulèvement de l'organisation terroriste Al-Chabab, établie en Somalie et affiliée à Al-Qaida, qui sévit dans le pays depuis 2008. En partie en raison de cette instabilité, le pays est divisé en régions autonomes et semi-autonomes. Dans l'[indice mondial du terrorisme](#) 2019, la Somalie a enregistré la deuxième plus forte baisse du nombre de décès dus au terrorisme, principalement en raison de la réduction des activités d'Al-Chabab. Néanmoins, il reste le sixième pays le plus touché par le terrorisme. La Somalie occupe le deuxième rang dans l'[indice des États fragiles](#), ce qui témoigne de la faiblesse du gouvernement central qui a, dans la pratique, peu de contrôle sur la majeure partie de son territoire, en particulier dans l'État autoproclamé du Somaliland.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Notamment pour répondre à la faiblesse du gouvernement central, la Somalie a adopté un modèle fédéral décentralisé. Comme le gouvernement fédéral n'a pas d'influence stratégique ou de contrôle territoriaux marqués, la Somalie est en proie aux menaces associées aux États fragiles. Parmi celles-ci figurent la cybersécurité et la liberté de la presse. La Somalie occupe la 163<sup>e</sup> place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), étant l'un des pays les plus dangereux d'Afrique pour les journalistes. La Somalie est très vulnérable au changement climatique, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ayant [demandé](#) une aide supplémentaire pour les Somaliens déplacés par la sécheresse en 2019.

## Participation de l'Union européenne

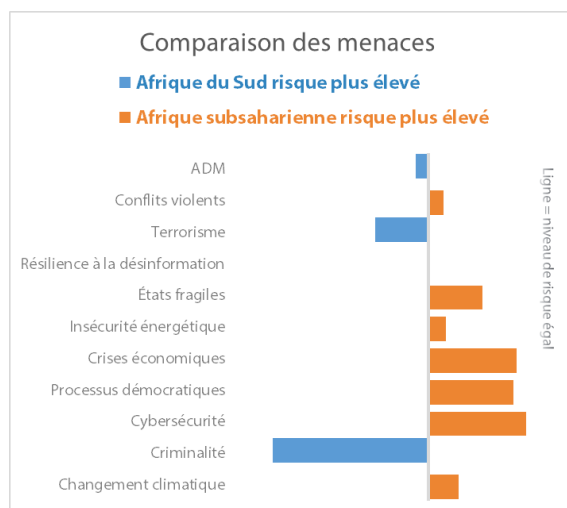
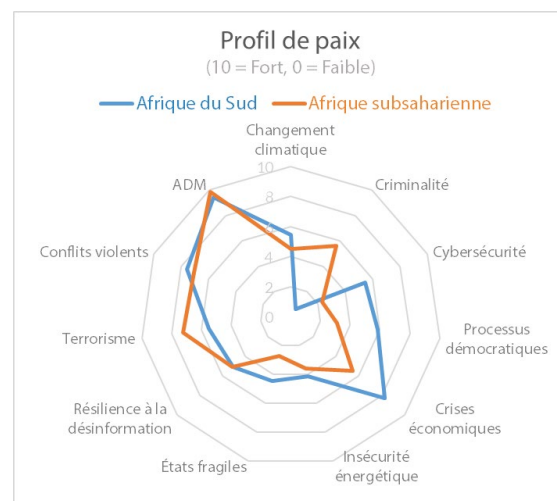
La Somalie constitue un volet central du cadre stratégique de l'Union pour la Corne d'Afrique, qui concilie différents programmes de politiques extérieures et d'autres instruments afin de remédier à l'insécurité dans la région, en particulier aux actes de piraterie perpétrés au large des côtes somaliennes, et à ses causes profondes. La Somalie fait partie du [partenariat UE-ACP](#) (États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). Dans ce contexte, l'aide apportée par l'Union à la Somalie est principalement financée par le [Fonds européen de développement](#) à raison de 286 millions d'euros pour la période 2014-2020, dont un tiers est consacré à la consolidation de la paix et à la construction de l'État. Les efforts de consolidation de la paix sont aussi financés par le [Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique](#), pour des projets d'un montant de 292 millions d'euros. L'objectif est d'atténuer les causes profondes de la migration clandestine. Deux opérations militaires de l'Union et une mission civile de la PSDC sont basées en Somalie: l'[opération Atlanta de l'EUNAFVOR](#), l'[EUTM Somalia](#) et l'[EUCAP Somalia](#). Bien que l'[action navale directe de l'Union](#) ait contribué à sécuriser la côte somalienne, les efforts internationaux visant à améliorer la gouvernance militaire et politique somalienne, auxquels l'Union a grandement contribué, n'ont pas encore été payants.

# Afrique du Sud

L'Afrique du Sud occupe la 70<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie et est ainsi mieux classée que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Bien que ce pays soit considéré comme à faible risque et malgré la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud reste en proie à d'importantes inégalités.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Afrique du Sud figure habituellement parmi les pays les plus inégalitaires au monde et 25 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des processus démocratiques solides et son statut de deuxième économie africaine, ce pays reste donc à la 85<sup>e</sup> position dans l'[indice des États fragiles 2020](#). La fragilité du pays est aussi aggravée par son taux élevé de crimes violents; le taux d'homicides y est par exemple plus de quatre fois supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. L'Afrique du Sud figurait également à la 41<sup>e</sup> place mondiale de l'[indice du terrorisme mondial](#) en 2019, avec 33 incidents de faible ampleur en 2019. En 1991, l'Afrique du Sud a été le premier pays à mettre volontairement fin à son programme d'armement nucléaire. Si la sécurité énergétique y est globalement bien meilleure que dans la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, le pays fait pourtant face à une crise énergétique qui rend nécessaires des délestages électriques, du fait d'une mauvaise gestion de l'entreprise d'État Eskom et d'une capacité de production vieillissante.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afrique du Sud est très résiliente face à la désinformation, notamment grâce à son fondement politique pluraliste. Elle occupe la 31<sup>e</sup> place du [classement mondial 2020 de la liberté de la presse](#) et obtient un relativement bon score par rapport à la région Afrique subsaharienne en matière de cybersécurité. Les changements climatiques représentent un enjeu particulier pour l'Afrique du Sud, car les canicules, les sécheresses et les feux de brousse constituent une menace pour les zones agricoles et urbaines du pays. À titre d'exemple, le Cap a subi entre 2015 et 2018 une grave sécheresse qui a rendu nécessaire le rationnement de l'eau.

## Participation de l'Union européenne

L'Union européenne et l'Afrique du Sud entretiennent une relation solide, concrétisée par le [partenariat stratégique entre l'Union et l'Afrique du Sud](#) depuis 2007 et par l'[accord de partenariat économique UE-SADC](#), (provisoirement) en vigueur depuis 2016. Bien que l'[aide au développement apportée par l'Union](#) à l'Afrique du Sud soit passée de 980 millions d'euros (entre 2007 et 2013) à [241 millions d'euros](#) (entre 2014 et 2020), en raison d'une réorientation en faveur des pays les plus pauvres, l'Union dans son ensemble est restée le deuxième donateur (après les États-Unis) de l'Afrique du Sud en 2016. Les projets financés par l'Union européenne se concentrent sur [trois domaines](#): la création d'emplois, le renforcement de la capacité de l'État à fournir des services publics ainsi que l'éducation, la formation et l'innovation. Ces domaines sont jugés importants pour lutter contre les inégalités omniprésentes qui sont centrales aux questions de l'explosion du taux d'homicides et de la corruption généralisée, qui affaiblissent l'État et entravent le développement économique et les progrès sociaux.

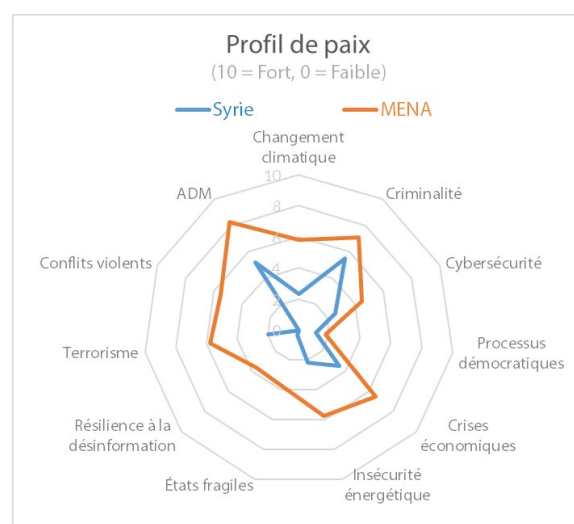


# Syrie

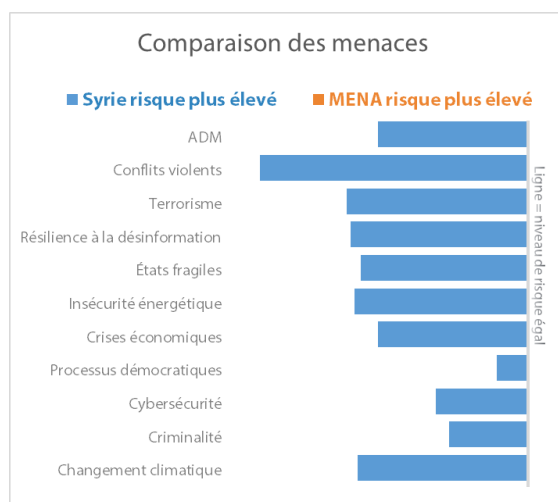
La Syrie est le deuxième pays le moins pacifique de l'Indice Normandie, dont elle occupe la 136<sup>e</sup> place. Elle obtient des résultats inférieurs à la moyenne pour chacun des indicateurs, s'agissant tout particulièrement des processus démocratiques, du terrorisme, de la résilience à la désinformation et des conflits violents.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le fait que la Syrie figure au bas de l'Indice Normandie s'explique en large partie par la persistance du conflit civil en Syrie, qui a débuté en 2011. On [estime](#) à un demi-million le nombre de personnes mortes au cours de cette guerre, qui a également entraîné d'importants déplacements de population et la destruction d'infrastructures. Plus de 5,6 millions de Syriens sont [enregistrés comme réfugiés](#) dans les pays voisins. Le niveau de violence de la guerre civile en Syrie a baissé et le nombre de décès imputables au terrorisme a diminué de 40 % pour s'établir à 662 en 2018. L'EIL/Daech est responsable de 73 % de ces décès. En dépit de ce recul du terrorisme, la Syrie demeure à la quatrième place de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2019 et continue de subir les effets à long terme de l'instabilité née du conflit.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La guerre et l'extrême fragilité du régime d'Assad ont ravagé la Syrie et obéré le capital social et économique du pays, ce qui aura une incidence sur la reconstruction d'après-guerre. La Syrie occupe la 174<sup>e</sup> place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Les journalistes sont la cible d'attaques et de menaces émanant de l'ensemble des forces belligérantes en présence. De plus, alors qu'il affiche un score faible en matière de cybersécurité, le régime d'Assad a créé des [tribunaux spéciaux sur les cybercrimes](#), dans le but de réprimer l'usage de l'internet.

## Participation de l'Union européenne

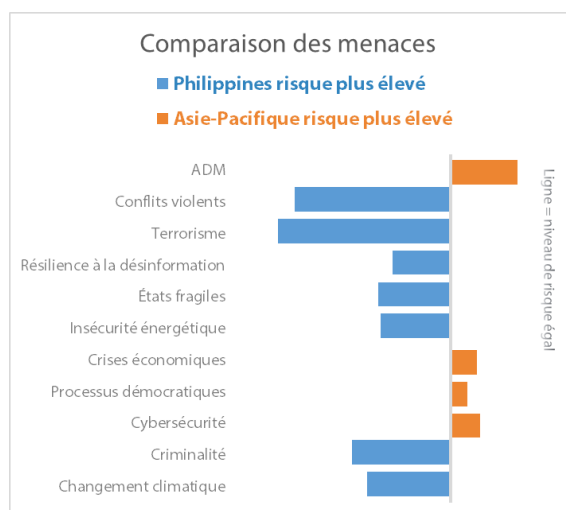
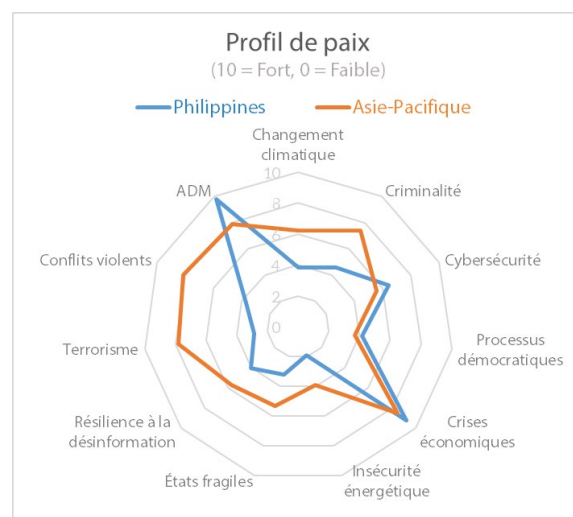
La guerre civile fait rage en Syrie depuis 2011. La récente offensive du régime dans la province d'Idlib, tenue par les rebelles, qui a commencé en décembre 2019, a entraîné le plus grand déplacement massif de Syriens depuis le début de la guerre: depuis décembre, 1 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont rejoint les [6,2 millions de Syriens](#) déjà déplacés dans tout le pays en raison des précédents combats. Plus de 11 millions de Syriens, dont 6 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire. En réponse à la violente répression des manifestations antigouvernementales, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le gouvernement syrien au titre de la politique européenne de voisinage en 2011. Cependant, l'Union et ses États membres sont les premiers contributeurs à l'[aide internationale](#) en faveur des personnes touchées par la guerre en Syrie, tant à l'intérieur qu'à l'[extérieur](#) du pays. Depuis 2011, l'Union et ses États membres ont mobilisé plus de 17 milliards d'euros en faveur de l'aide humanitaire ainsi que de l'aide à la stabilisation et à la résilience aux Syriens à l'intérieur de leur pays et dans les pays voisins, dont 340 millions d'euros pour l'aide humanitaire en Syrie en 2019 et 2020. Pour mettre un terme à la guerre civile, l'Union européenne [a contribué](#) aux négociations intrasyriennes menées sous l'égide des Nations unies en vue d'une véritable transition politique. Elle a également apporté son aide à des organisations de la société civile syriennes afin de promouvoir une gouvernance démocratique ainsi que le respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

# Philippines

Les Philippines occupent la 105<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Depuis son indépendance dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, le pays s'est heurté à diverses difficultés politiques, économiques et environnementales. Des milliers de personnes sont mortes dans une guerre controversée contre la drogue; on observe également la violence des groupes rebelles et des terroristes.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les Philippines sont considérées comme l'un des trois pays les plus fragiles du monde. Elles apparaissent en 2020 à la 54<sup>e</sup> place de l'[indice des États fragiles](#), avec un score particulièrement élevé en matière de dispositif de sécurité. Elles sont ainsi jugées en moyenne plus à risque que les autres pays de la région Asie-Pacifique. Cette faiblesse s'explique par le nombre relativement élevé d'actes terroristes sur leur territoire. Les Philippines se classaient en 2019 en 9<sup>e</sup> position dans l'[indice mondial du terrorisme](#). En 2018, malgré une légère baisse des activités terroristes, 424 attentats ont été enregistrés, avec un total de 297 victimes. Depuis son indépendance, le pays a connu de nombreuses insurrections, de l'œuvre de mouvements communistes, islamistes, séparatistes et autres. En 2016, des militants affiliés à l'État islamique/Daech ont tenté d'établir une «province d'Asie de l'Est» dans le pays et ont ainsi occupé la ville de Marawi pendant cinq mois. En 2019, l'entité autonome de Bangsamoro a été créée en vue de mettre fin à une insurrection en cours dans la région.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les Philippines se placent en 136<sup>e</sup> position dans le [classement mondial de la liberté de la presse pour 2020](#) et à la 113<sup>e</sup> position de l'[indice 2019 de perception de la corruption](#). Elles font partie des 20 % de pays les plus exposés aux risques associés au changement climatique. Le typhon Haiyan a entraîné en 2013 la mort de 6 300 personnes et le déplacement de quatre millions d'habitants, ainsi que des dégâts matériels d'un montant de deux milliards de dollars américains. À l'heure où la température des océans augmente, la vulnérabilité des Philippines face à de tels événements météorologiques extrêmes ne devrait cesser de croître. La déforestation à grande échelle de la mangrove est [considérée](#) comme un facteur aggravant.

## Participation de l'Union européenne

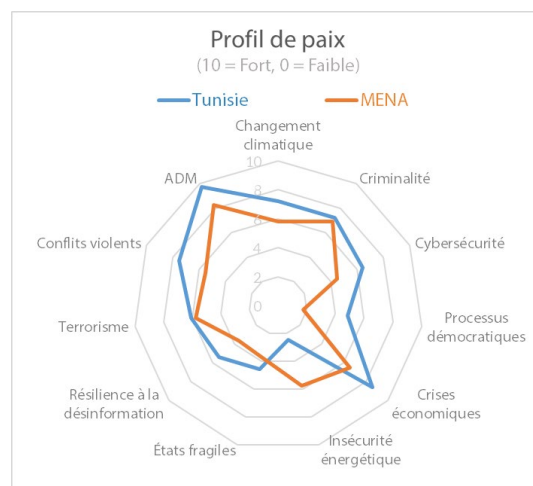
Son histoire coloniale a fait des Philippines le pays le plus occidentalisé d'Asie du Sud-Est. La religion majoritaire est le catholicisme, l'anglais y est une langue seconde très répandue et leur système politique s'inspire de celui des États-Unis. L'Union et ses États membres sont le premier pourvoyeur d'aide internationale à destination des Philippines. Au cours de la période 2014-2020, l'Union a alloué [325 millions d'euros](#) d'aide au développement au pays, en s'attachant principalement à deux domaines: l'état de droit et la croissance solidaire (qui promeut les énergies renouvelables). Depuis 1996, l'Union européenne a également fourni près de [125 millions d'euros](#) d'aide humanitaire, aidant le pays à faire face aux conflits et aux catastrophes naturelles. L'accord de partenariat et de coopération UE-Philippines est entré en vigueur en 2018 et un accord de libre-échange est en cours de négociation. À l'heure actuelle, les Philippines jouissent d'un accès en franchise de droits aux marchés européens pour la plupart de leurs exportations au titre du régime SPG+. Si l'Union, par ses critiques formulées en 2016 au sujet des exécutions extrajudiciaires, s'est attiré les foudres du président Rodrigo Duterte, la coopération dans les autres domaines n'a pas été mise à mal.

# Tunisie

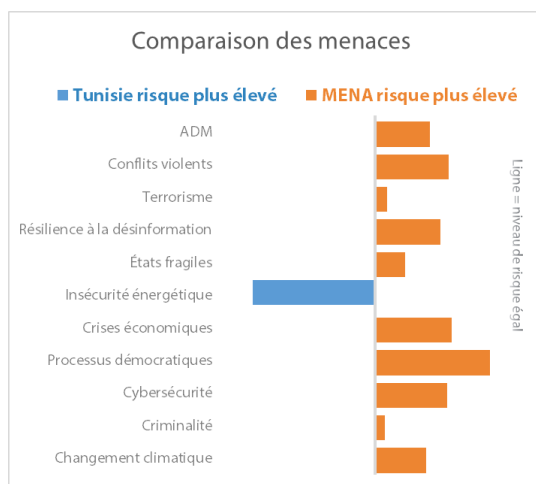
La Tunisie occupe la 38<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie. Elle est considérée comme moins vulnérable que la moyenne des pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Elle est moins performante que la moyenne des pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord pour l'indicateur mesurant l'insécurité énergétique. Ses résultats sont cependant meilleurs que la moyenne pour tous les autres indicateurs.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis la destitution du président Ben Ali au cours de la Révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a entrepris une série de réformes démocratiques. Les retombées de la révolution de 2011 ont cependant conduit le pays à remonter dans l'[indice des États fragiles](#), où il passe de la 118<sup>e</sup> place en 2010 à la 95<sup>e</sup> en 2020, avec un faible score pour les élites dissidentes et l'appareil sécuritaire étatique. En février 2020, le Parlement tunisien a approuvé le nouveau gouvernement de coalition du Premier ministre désigné Elyes Fakhfakh, mettant fin à des mois d'impasse politique qui avaient retardé la promulgation de politiques considérées comme essentielles pour relancer l'économie léthargique du pays. Le chômage est resté élevé au cours de la dernière décennie, à 15 %, et les réformes, telles que la réforme de la justice et du secteur de la sécurité, ont été abandonnées entre 2015 et 2019. En 2015, le pays a subi deux attentats terroristes majeurs dans des zones à forte concentration touristique, ce qui a entraîné un sérieux déclin de son industrie touristique. En 2020, trois personnes sont mortes dans un attentat suicide à la bombe près de l'ambassade américaine. La Tunisie occupe la 51<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2019](#), avec douze incidents en 2018.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2008, la Tunisie occupait la 143<sup>e</sup> place sur 173 du [classement mondial de la liberté de la presse](#). Cependant, à la suite de la révolution de 2011, elle est remontée à la 72<sup>e</sup> place du classement 2020. Le pays a réaffirmé l'importance qu'il attachait à la libre circulation de l'information en apportant son soutien à la déclaration internationale sur l'information et la démocratie en 2018. L'insécurité énergétique a entraîné une certaine instabilité en Tunisie. Le pays est [actuellement en mesure de couvrir au moyen de ses ressources propres](#) environ 85 % de ses besoins en pétrole et en gaz. L'énergie est fortement subventionnée, mais les réserves du pays devraient diminuer, entraînant une forte hausse des prix de l'énergie.

## Participation de l'Union européenne

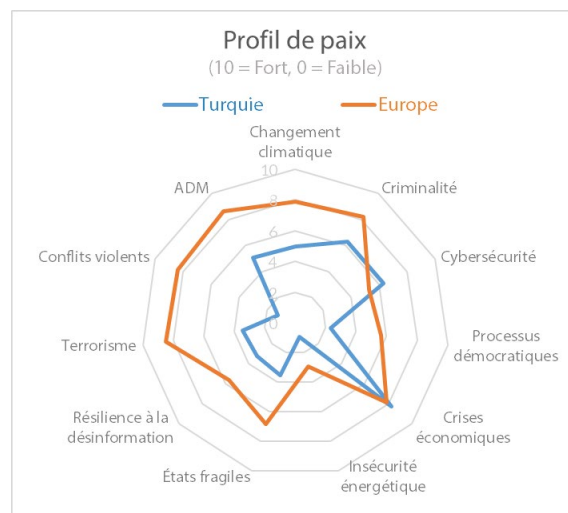
L'accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie a été conclu en 1995. La révolution de 2011 a marqué un tournant dans les [relations UE-Tunisie](#) et a conduit en 2012 à l'instauration d'un partenariat privilégié. En 2016, l'Union et la Tunisie ont lancé le Partenariat pour la Jeunesse UE-Tunisie. De 2011 à 2017, l'aide octroyée par l'Union à la Tunisie s'est élevée à 2,4 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Union européenne et la Tunisie négocient actuellement un accord de libre-échange. Les priorités stratégiques UE-Tunisie de 2018 orienteront leur coopération, [l'accent étant porté](#) sur des domaines tels que le développement socio-économique, la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, la sécurité ainsi que le terrorisme. De 2017 à 2020, l'aide bilatérale de l'Union à la Tunisie au titre de l'instrument européen de voisinage (IEV), qui s'élève en moyenne à 300 millions d'euros par an, s'est consacrée aux axes suivants: la bonne gouvernance et l'état de droit; une croissance économique et des emplois durables; la cohésion sociale. La Tunisie peut également prétendre à un financement au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix et du programme Erasmus+. L'Union européenne a déployé une [mission d'observation électorale](#) pour les élections présidentielles et législatives de 2019.

# Turquie

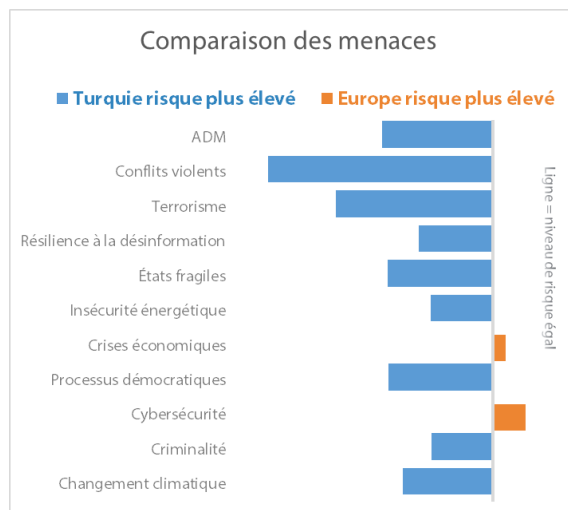
La Tunisie occupe la 122<sup>e</sup> place dans l'Indice Normandie, un classement qui reflète des menaces importantes pour la sécurité. Le score de la Turquie est inférieur à la moyenne européenne pour neuf des onze indicateurs, en particulier pour les conflits violents, le terrorisme et les processus démocratiques.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le coup d'État [militaire](#) manqué de 2016 a été suivi par une réforme constitutionnelle et un renforcement du régime présidentiel, la [répression](#) de l'opposition politique ainsi que la participation à des conflits étrangers, ce qui se reflète dans le résultat faible de la Turquie pour les indicateurs liés aux sources traditionnelles de conflit. Au niveau mondial, ce pays était sixième en matière de conflits violents, notamment du fait de conflits persistants dans les régions du sud-est. Sa participation à la guerre en Syrie entache également son score en matière d'armes de destruction massive. La Turquie est, selon l'[indice du terrorisme mondial 2019](#), le 16<sup>e</sup> pays le plus touché par le terrorisme au monde, et ce malgré une réduction de 50 % des attaques entre 2017 et 2018. Ce rang s'explique par des attaques de l'EIL/Daech et du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe violent de séparatistes kurdes.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Ayant participé à des [interventions militaires](#) étrangères en Syrie en septembre 2019 et en Libye en janvier 2020, la Turquie est confrontée à des insécurités majeures. Le score de la Turquie pour la résilience à la désinformation est parmi les plus faibles, ce qui est cohérent avec sa 154<sup>e</sup> place dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#), qui s'explique principalement par la censure sévère des critiques envers le gouvernement et par les menaces contre les journalistes, la Turquie étant le plus grand geôlier de journalistes professionnels au monde. De plus, en tant qu'importateur net d'énergie, le pays figure parmi les 10 % d'États présentant le taux d'insécurité énergétique le plus faible au niveau mondial.

## Participation de l'Union européenne

La Turquie fait partie d'une [union douanière](#) avec l'Union européenne depuis 1995 et est [candidate à l'adhésion](#) depuis 2005. Au cours de la période 2014-2020, environ 4,5 milliards d'euros ont été alloués à la Turquie, dont environ 3,5 milliards d'euros au titre de l'[instrument d'aide de préadhésion \(IAP\)](#). Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont détériorées ces dernières années. En 2017, les colégislateurs ont convenu de réduire les fonds de préadhésion en raison de normes démocratiques défaillantes. En 2020, à la suite des interventions militaires de la Turquie en Syrie et en Libye, de ses activités de forage illégales en Méditerranée orientale et de sa décision d'ouvrir ses frontières avec la Grèce, alimentant ainsi une nouvelle crise de réfugiés, la Commission a clairement indiqué que la Turquie ne recevrait aucun fonds de préadhésion pendant la période 2021-2027. Dans le contexte de la crise migratoire, le [fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne](#), créé en 2014, a alloué environ 500 millions d'euros à la Turquie pour les réfugiés. La Turquie a également reçu une aide de l'Union d'environ 6 milliards d'euros dans le cadre de la [facilité en faveur des réfugiés en Turquie](#), lancée en 2016. En 2020, pour alléger le fardeau de la pandémie de coronavirus, des infrastructures et des équipements sanitaires à petite échelle d'une valeur de 90 millions d'euros ont été achetés dans le cadre de cette facilité. La [réaction globale à la pandémie de Covid-19](#) a alloué 800 millions d'euros aux Balkans occidentaux et à la Turquie.



# Ukraine

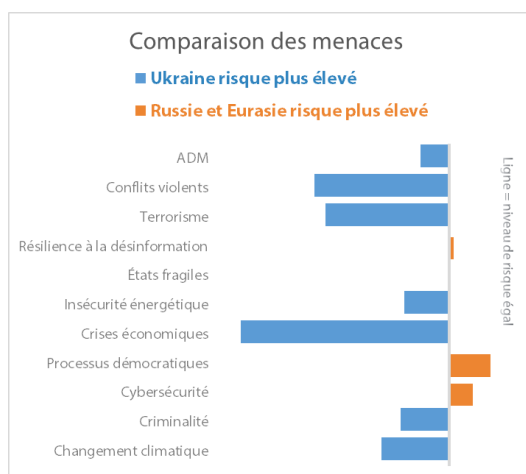
L'Ukraine occupe la 126<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie, illustrant le fait que la paix est en danger dans ce pays. Son score est inférieur à la moyenne eurasiatique, notamment du fait de la guerre hybride menée par la Russie à son encontre.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

En 2013, le président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, a choisi de ne pas signer d'accord d'association avec l'Union européenne. Cette décision a provoqué d'importantes manifestations pro-européennes en Ukraine. En février 2014, le parlement ukrainien a voté la destitution de Viktor Ianoukovitch, qui fuit Kiev. La Russie a réagi en annexant la Crimée en mars 2014, en violation du droit international, et en engageant une guerre hybride contre l'Ukraine, y compris des attaques militaires dans l'est du pays – qui ont à ce jour causé 12 800 morts et 1,5 million de réfugiés – et, plus récemment, dans la mer d'Azov. Dans ce contexte, l'Ukraine obtient un score très élevé en matière de terrorisme et occupe la 14<sup>e</sup> place mondiale en matière de conflits violents. Malgré cela, la situation en Ukraine est bonne par rapport au reste de la région en ce qui concerne les processus démocratiques, car le pays organise régulièrement des élections pluralistes, la plus récente étant l'élection présidentielle en 2019.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Depuis 2014, la Russie a fait usage de diverses tactiques hybrides à l'encontre de l'Ukraine, notamment des cyberattaques, des campagnes de désinformation, des contraintes en matière d'énergie, des pressions économiques et religieuses et l'ouverture de la citoyenneté russe à tous les Ukrainiens. L'Ukraine a le [deuxième PIB par habitant le plus faible d'Europe](#) et fait face à des taux de pauvreté et de chômage élevés. Le pays bénéficie toutefois d'une base industrielle bien développée et d'un potentiel de travail hautement qualifié, signes qu'une bonne amélioration économique est possible. L'Ukraine fait mieux que la moyenne régionale en matière de liberté des médias. Malgré de récentes réformes, l'interdiction de médias russes et de certains journalistes a eu des conséquences négatives sur la liberté des médias.

## Participation de l'Union européenne

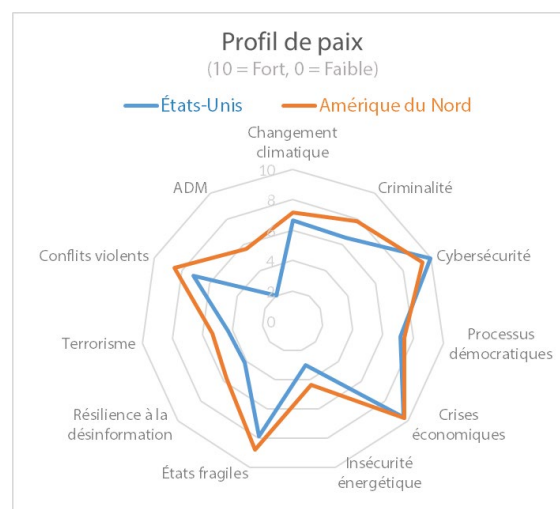
Un [accord d'association](#) entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui comprend un accord de libre-échange approfondi et complet, a été signé en 2014. L'Union soutient l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays et considère que la mise en œuvre complète des accords de Minsk constitue le fondement d'une solution politique durable au conflit qui touche l'est du pays. Des restrictions diplomatiques ont été imposées par l'Union à l'encontre de la Russie à partir de mars 2014. Elles ont été progressivement renforcées par la suite, des sanctions ciblées ayant été mises en place à l'encontre des individus. Une première série de sanctions économiques sur la coopération avec la Russie a été annoncée en 2014. Les sanctions économiques sont explicitement liées au respect des accords de Minsk. Depuis 2014, l'Union européenne a alloué près de [142 millions d'euros](#) d'aide financière aux plus vulnérables, et 15 milliards d'euros pour soutenir le processus de réforme ukrainien (auquel les activités de soutien à la démocratie du Parlement européen ont largement [contribué](#)). L'Union a également mené des discussions trilatérales avec la Russie sur des questions de commerce et d'énergie et a soutenu la participation politique, notamment au moyen de discussions selon le format Normandie (France, Allemagne, Ukraine, Russie) et du groupe de contact trilatéral (OSCE, Ukraine, Russie).

# États-Unis

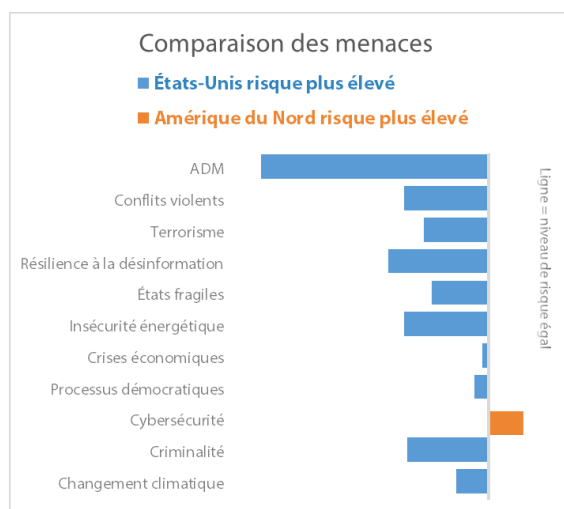
Les États-Unis occupent la 45<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie. Ils posent de nouvelles menaces dans le domaine des ADM et y font face, car ils se retirent de divers traités visant à contrôler les arsenaux nucléaires et ont constaté une augmentation du terrorisme de droite et du terrorisme solitaire.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les États-Unis se sont classés 128<sup>e</sup> sur 163 pays dans l'[indice mondial de la paix](#) en 2019, leur classement chutant chaque année depuis 2016. L'importance des dépenses militaires par rapport au PIB, l'engagement continu dans des conflits extérieurs, les niveaux élevés d'importation et d'exportation d'armes ainsi que les taux élevés d'incarcération sont autant de facteurs qui contribuent au faible niveau de paix. Les États-Unis ont le taux de violence armée le plus élevé de tous les pays à revenu élevé. En 2017, on a relevé en moyenne plus de [14 500 homicides par arme à feu](#), soit 4,5 homicides par arme à feu pour 100 000 habitants, par an. En 2019, ce chiffre était passé à [15 347 homicides par arme à feu](#). La possession d'armes à feu, estimée à 120,5 armes pour 100 personnes, soit le taux de possession d'armes le plus élevé au monde, offre un environnement favorable.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les États-Unis sont une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, mais le récent retrait du pays du [traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#) (FNI) avec la Russie est alarmant. Les deux pays vont maintenant pouvoir se réengager dans le stationnement de missiles à capacité nucléaire interdits par le traité, considérés comme particulièrement [dangereux pour la stabilité des crises](#). En outre, le [traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs](#) (traité Nouveau START) [doit expirer en février 2021](#). Si le traité Nouveau START expire sans avoir été renouvelé, pour la première fois en près de 50 ans, l'expansion des arsenaux des deux plus grandes puissances nucléaires du monde ne sera plus soumise à aucune limite juridiquement

contraignante. Les États-Unis ont connu une diminution globale de la menace terroriste depuis 2002, mais souffrent d'une augmentation des activités terroristes d'extrême droite et du terrorisme solitaire. En 2018, sur les [57 événements terroristes confirmés](#) perpétrés aux États-Unis, 28 ont été commis par des [extrémistes d'extrême droite](#), leur nombre ayant quadruplé depuis 2016.

## Participation de l'Union européenne

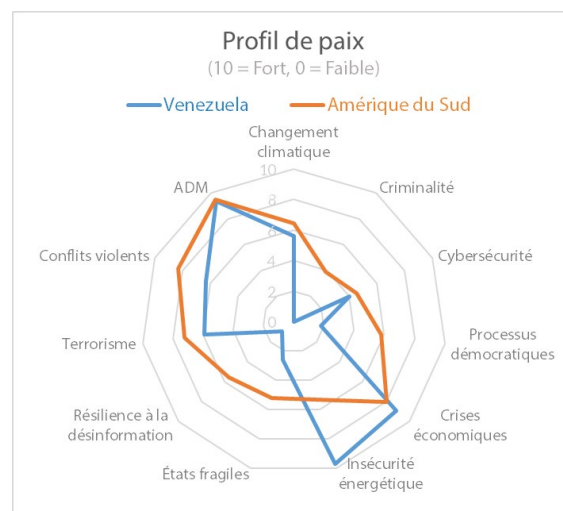
Les États-Unis constituent un [partenaire](#) stratégique de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. Ensemble, ils fournissent environ 65 % de l'aide publique au développement dans le monde. En 2011, les États-Unis ont signé un [accord-cadre de partenariat](#) sur la participation aux opérations de la PSDC et ils ont contribué à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo. La coopération entre les États-Unis et l'Union européenne se fait également par l'intermédiaire de l'OTAN dans les domaines définis par la déclaration conjointe [UE-OTAN](#). Les États-Unis et les membres de l'OTAN appartenant à l'Union ont coopéré en Afghanistan, en Libye et en Europe de l'Est. En matière de lutte contre le terrorisme, les accords bilatéraux comprennent: un [accord opérationnel](#) entre les États-Unis et Europol, l'[accord](#) UE-États-Unis sur le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) et l'accord UE-États-Unis sur les dossiers passagers (PNR). L'[accord-cadre](#) signé en juin 2016 entre l'Union européenne et les États-Unis fournit un cadre de règles régissant l'échange transatlantique de données dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Au niveau parlementaire, l'Union européenne et les États-Unis entretiennent un dialogue régulier sur la paix et la sécurité mondiales: le [dialogue transatlantique des législateurs](#).

# Venezuela

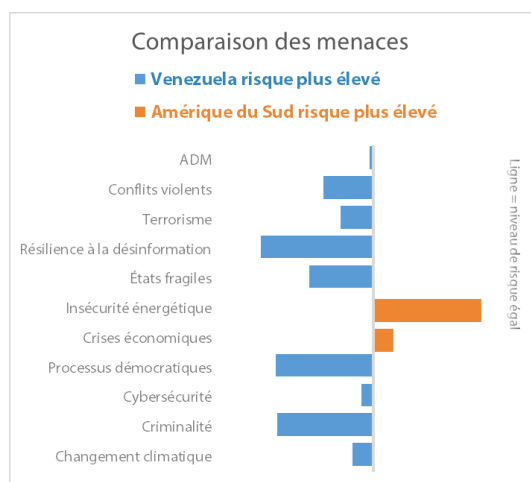
Le Venezuela occupe la 99<sup>e</sup> place de l'Indice Normandie et est considéré comme plus vulnérable que la moyenne sud-américaine. Il est moins bien classé au niveau régional pour tous les indicateurs à l'exception des crises économiques et de l'insécurité énergétique, mais des sanctions internationales sont source de fragilité dans ce domaine.

## Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis 2010, le Venezuela est dans une situation économique et politique [difficile](#), du fait de sa forte dépendance aux exportations de pétrole et de son déficit public excessif. D'importantes manifestations contre le gouvernement ont été le théâtre de violences dans tout le pays, du fait de l'armée comme des manifestants eux-mêmes. Depuis le début de cette période, la fragilité de l'État s'est aggravée et la situation des processus démocratiques s'est détériorée. En mai 2018, le président sortant Nicolás Maduro a été réélu, mais l'élection a été contestée du fait d'irrégularités dans l'annonce des résultats. La présidence reste donc disputée. De 2018 à 2020, le Venezuela a perdu 18 places dans l'indice des États fragiles du fait d'une légitimité de l'État en berne et de griefs communautaires accrus. Le taux d'homicide au Venezuela atteint les 57 pour 100 000 et est ainsi l'un des taux d'homicide les plus importants au monde.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Malgré un faible taux de prêts non productifs (l'indicateur de performance nationale déterminant une crise économique), l'économie vénézuélienne est paralysée par une hyperinflation qui cause des pénuries de nourriture et d'autres biens. L'émigration a atteint un niveau exceptionnel, générant une crise humanitaire sans précédent dans la région: alors qu'ils étaient moins de 700 000 en 2015, plus de 5 millions de Vénézuéliens résidaient à l'étranger en mars 2020, d'après l'[Organisation internationale pour les migrations](#) (OIM). Le Venezuela dispose des plus grandes réserves connues de pétrole dans le monde et en a été un important exportateur pendant des décennies. Des sanctions internationales et la détérioration de l'infrastructure ont toutefois rendu difficile l'accès au pétrole, même à l'intérieur du pays.

## Participation de l'Union européenne

L'Union européenne a aidé le Venezuela dans la lutte contre les [drogues](#) en soutenant la mise en place du plan national vénézuélien en la matière. Le Venezuela peut participer à la coopération de l'Union européenne dans le [programme indicatif pluriannuel](#) 2014-2020 pour l'Amérique latine, qui couvre le lien entre la sécurité et le développement, la durabilité environnementale et la lutte contre le changement climatique. Dans le contexte de la crise économique et politique qui frappe actuellement le pays, l'Union a soutenu les tentatives avortées de dialogue entre le gouvernement et la majorité parlementaire, et a rappelé la nécessité d'[élections](#) libres et transparentes. L'Union a également imposé des [sanctions ciblées](#) ainsi qu'un embargo sur les armements et les matériels connexes pouvant être utilisés à des fins de répression interne. L'[aide octroyée par l'Union](#) dans la crise des réfugiés et des migrants s'élève à plus de 170 millions d'euros pour des mesures à la fois internes et externes au Venezuela, dont 15 millions d'euros pour la stabilité et la paix. L'Union européenne a organisé une [conférence internationale des donateurs](#) le [26 mai 2020](#) afin d'aider les réfugiés et les migrants vénézuéliens. Elle a également mis en place un [groupe de contact international](#) sur le [Venezuela](#) (GIC) avec l'accord de certains pays latino-américains. Ce groupe œuvre à [favoriser](#) les conditions permettant un processus politique et pacifique en vue de nouvelles élections présidentielles et à permettre l'acheminement rapide d'[aide humanitaire](#).



## 5. ANNEXE – L'Indice Normandie: méthodologie

Cette annexe explique les composantes et la méthodologie de l'indice créé par l'Institute for Economics and Peace.



# Indice Normandie du Parlement européen – Méthodologie

## Sommaire

|                                                                                                        |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Méthode employée pour établir l'Indice Normandie.....</b>                                           | <b>2</b>  |
| <b>Contexte.....</b>                                                                                   | <b>2</b>  |
| <b>Synthèse sur la méthode employée .....</b>                                                          | <b>3</b>  |
| <b>Détail des domaines et description des indicateurs .....</b>                                        | <b>6</b>  |
| Domaine 1 – Changement climatique.....                                                                 | 6         |
| Domaine 2 – Cybersécurité.....                                                                         | 7         |
| Domaine 3 – Processus démocratiques.....                                                               | 7         |
| Domaine 4 – Crise économique.....                                                                      | 8         |
| Domaine 5 – Insécurité énergétique.....                                                                | 8         |
| Domaine 6 – États fragiles.....                                                                        | 9         |
| Domaine 7 – Criminalité/Homicides.....                                                                 | 9         |
| Domaine 8 – Résilience face à la désinformation.....                                                   | 10        |
| Domaine 9 – Terrorisme.....                                                                            | 11        |
| Domaine 10 – Conflits violents .....                                                                   | 11        |
| Domaine 11 – Armes de destruction massive.....                                                         | 12        |
| Disponibilité et imputation des données.....                                                           | 13        |
| <b>Pondération des indicateurs.....</b>                                                                | <b>14</b> |
| <b>Calculs relatifs aux domaines .....</b>                                                             | <b>14</b> |
| <b>Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'Indice Normandie .....</b> | <b>15</b> |
| <b>Bibliographie .....</b>                                                                             | <b>16</b> |

## Méthode employée pour établir l'Indice Normandie

### Contexte

L'humanité est aujourd'hui confrontée à des difficultés inédites. La pandémie de Covid-19 de 2020 a engendré une crise mondiale immédiate et cristallisé l'interconnexion d'une société mondialisée. Cette crise a lieu dans le contexte des «grandes tendances» provoquées par le changement climatique, le déclin continu de la biodiversité, l'épuisement des ressources en eau potable et la surpopulation. Tous ces problèmes surviennent dans un climat sociopolitique marqué par une grande incertitude et caractérisé par un phénomène de redistribution des pouvoirs entre superpuissances mondiales, la rupture des alliances traditionnelles et une crise généralisée de la démocratie.

Ces difficultés, sur le court terme comme sur le long terme, requièrent des solutions mondiales et la mise en place d'une coopération d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans un monde hyperconnecté, elles sont souvent multiples et se distinguent par leur complexité croissante et leur caractère transfrontière.

Si elles sont ignorées, ces difficultés risquent d'accroître la pression sur les ressources, les infrastructures et la société, ce qui pourrait fragiliser la paix au sein des nations et dans le monde. Le rapport «Pathway for Peace» publié en 2018 par les Nations unies et la Banque mondiale met en évidence leur caractère interdépendant, et préconise de tenir compte de la nature éminemment complexe des risques ([Banque mondiale & Nations unies, 2018](#)).

Désireuses de s'associer à cette réflexion, l'Union européenne et la Région de Normandie ont mis en place un partenariat aux fins de publier annuellement, et pour la première fois en 2019, un «Indice Normandie». L'Indice Normandie est un outil de mesure permettant aux décideurs politiques et au grand public d'appréhender la multiplicité des menaces qui pèsent sur le monde. Il vise à définir les menaces contre la paix et offre un éclairage sur les risques complexes auxquels sont confrontés les pays. Cet outil mis à jour annuellement permettra de mesurer la manière dont les dynamiques varient d'une année sur l'autre et d'évaluer l'évolution positive ou négative des risques.

L'Indice Normandie poursuit trois objectifs principaux, à savoir:

1. évaluer le niveau et le potentiel de conflit de chaque pays donné en tenant compte de la situation actuelle et de la situation future éventuelle;
2. offrir un outil de mesure et de suivi des tendances dans le temps;
3. permettre d'établir un classement à l'intérieur de chacune des catégories de menaces susmentionnées en fonction du «niveau et [du] risque de conflit» mesurés, à des fins d'élaboration de politiques.

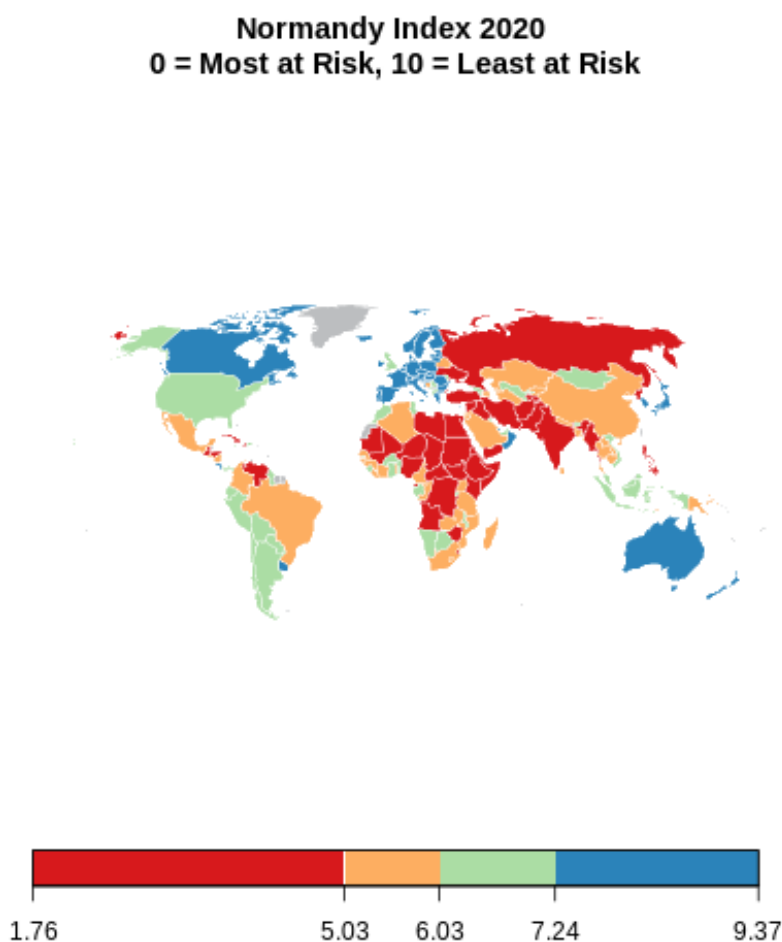
#### **Zone de texte 1: Contexte de l'élaboration de l'Indice Normandie**

L'Indice Normandie a été conçu pour identifier les différents facteurs qui constituent selon le Parlement européen des menaces pour la paix dans les années à venir. À ce titre, il offre un point de vue distinct de celui que proposent d'autres indices composés, tels que l'indice mondial de la paix (Global Peace Index ou GPI) publié par l'Institut pour l'économie et la paix.

Le GPI classe 163 pays et territoires indépendants en fonction du degré de paix qui les caractérise, la paix étant définie comme l'absence de violence et l'absence de peur de la violence ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Il mesure ainsi le niveau actuel de paix *négative*. L'Institut pour l'économie et la paix étudie également les indices de paix *positifs* au moyen de son indice de paix positive, qui évalue au sein de 163 pays les comportements, institutions et structures qui contribuent de façon notoire à l'émergence et au développement des sociétés pacifiques ([Institut pour l'économie et la paix, 2019c](#)).

Tant le GPI que le PPI mesurent le degré *actuel* de paix dans le monde. L'Indice Normandie mesure quant à lui les *menaces* qui planent actuellement sur la paix dans le monde, de sorte qu'il complètera utilement l'éventail des outils utilisés dans le cadre de l'analyse quantitative de la paix et de la sécurité.

**Le premier Indice Normandie classera 137 pays et régions. L'Union européenne, considérée comme un bloc unique, se verra attribuer la moyenne des notes de l'ensemble des États membres.**



## Synthèse sur la méthode employée

Dans le cadre de la stratégie globale de l'UE pour 2016, l'Union a identifié un certain nombre de domaines représentant une menace pour la paix dans les années à venir ([Union européenne, 2016](#)).

Chacun de ces domaines constitue un système complexe, dont les aspects multiples et liés sont difficiles à appréhender. L'Indice Normandie en tient compte et s'emploie à simplifier une grande partie des concepts rattachés aux domaines en question, en sélectionnant un indicateur clé par domaine, plutôt que de sélectionner, de mettre en balance et d'agréger des indicateurs multiples pour chacun des domaines, ce qui constituerait une entreprise autrement plus complexe et subjective. Les indicateurs retenus pour chacun de ces domaines l'ont été sur la base de textes officiels et d'ouvrages universitaires récents, en fonction de la disponibilité des données et après consultation du Parlement européen.

Le tableau 1 présente les indicateurs retenus pour appréhender ces menaces.

**TABEAU 1: Indicateurs de l'Indice Normandie**

*L'Indice Normandie s'appuie sur les travaux de l'Institut pour l'économie et la paix.*

| Domaine                 | Indicateurs                                                             | Définition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Source                                       | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique   | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM                       | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Nations unies                                | 193                    | 2019                      |
| Cybersécurité           | Indice de cybersécurité                                                 | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Union internationale des télécommunications. | 199                    | 2017                      |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative                                      | Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | V-Dem                                        | 179                    | 2018                      |
| Crises économiques      | Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Banque mondiale                              | 136                    | 2018                      |
| Insécurité énergétique  | Importations d'énergie                                                  | Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Banque mondiale                              | 187                    | 2015                      |
| États fragiles          | Indice des États fragiles                                               | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données — quantitatives, qualitatives et validées par des experts — sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix                           | 177                    | 2019                      |

|                                |                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                     |     |      |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----|------|
|                                | Taux d'homicides pour 100 000 personnes                                                       | Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | ONU DC                              | 137 | 2017 |
| Criminalité                    | Perception des différents niveaux de criminalité                                              | Évaluation du niveau de criminalité perçue dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l'équipe d'analyse par pays de <i>The Economist Intelligence Unit</i> . Les analystes par pays évaluent cet indice sur une base annuelle, pour une période de un an à partir du mois de mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | EIU                                 | 163 | 2019 |
| Résilience à la désinformation | Résilience à la désinformation                                                                | Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | V-Dem                               | 179 | 2018 |
| Terrorisme                     | Indice mondial du terrorisme                                                                  | Il s'agit d'un indice composé dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2019 |
| Conflits violents              | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix                                    | Moyenne des six indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causé par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causé par les conflits externes, 6) conflits externes ou internes.                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2019 |
| ADM                            | Indicateur de l'indice mondial de la paix relatif aux capacités nucléaires et d'armes lourdes | Cet indicateur repose sur un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays signataires des traités de non-prolifération sont les mieux notés dans cet indicateur. | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2019 |

La stratégie globale de l'UE pour 2016 souligne également l'importance croissante des *menaces hybrides* dans les années à venir. Les menaces hybrides recouvrent les activités conventionnelles et non conventionnelles, militaires et non militaires, susceptibles d'être exercées de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent prendre la forme de cyberattaques contre des systèmes informatiques sensibles, d'une perturbation de services clés, tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, d'atteintes à la confiance des administrés dans les institutions gouvernementales ou encore de comportements visant à aggraver les divisions sociales. Compte tenu de la nature mixte des menaces hybrides, il n'est pas possible d'évaluer le risque qui en découle pour un pays en se fondant sur une mesure unique. Les composantes potentielles des menaces hybrides sont identifiées au sein des domaines couverts par l'indice Normandie. Les «menaces hybrides» ne sont donc pas étudiées au sein d'un domaine spécifique.

## Détail des domaines et description des indicateurs

### Domaine 1 – Changement climatique

**Indicateur: Indice mondial pour la gestion des risques INFORM – sous-indicateur du risque de catastrophe naturelle** ([Commission européenne, 2019](#))

**Description détaillée:** L'indice mondial pour la gestion des risques INFORM établit un classement annuel des pays en fonction d'une note qui s'échelonne de zéro à dix, les pays présentant un «risque très élevé» se voyant attribuer la note de dix.

**Principe:** INFORM est un modèle global de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes en fonction des trois dimensions que sont le danger et l'exposition au danger, la vulnérabilité et le manque de capacités de réaction. Cet indice met en évidence l'origine tant naturelle qu'humaine du changement climatique et des risques y associés, et le fait que le risque découlant du changement climatique dépend également de la manière dont les pays s'adapteront aux effets de celui-ci.

**Source:** INFORM, 192 pays, les données les plus récentes datant de 2019.

**URL:** <http://www.inform-index.org/>

## Domaine 2 – Cybersécurité

**Indicateur:** Indice de cybersécurité dans le monde ([Union internationale des télécommunications, 2017](#))

**Description détaillée:** L'indice de cybersécurité dans le monde évalue les actions des États membres de l'Union internationale des télécommunications (UIT) en matière de cybersécurité à l'aune de cinq indices: mesures juridiques, mesures techniques, mesures organisationnelles, renforcement des capacités, et coopération.

**Principe:** Les menaces en matière de cybersécurité ne peuvent être combattues que par une approche réglementaire systémique et transsectorielle fondée sur la technologie. Un pays qui ne s'emploie pas à protéger ses infrastructures financières et physiques ainsi que ses données personnelles et gouvernementales s'expose à des attaques. L'indice de cybersécurité dans le monde, qui tient compte des actions entreprises et des mesures prises par les pays aux fins d'écarter la menace que représentent les cyberattaques, propose une évaluation de source ouverte précise et adaptée de la menace future.

**Source:** UIT, 193 pays, les données les plus récentes datant de 2017

**URL:** <https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

## Domaine 3 – Processus démocratiques

**Indicateur:** Indice de démocratie participative ([Université de Göteborg, 2020](#))

**Description détaillée:** La base de données de *Varieties of Democracy* (V-Dem) reprend un ensemble d'indicateurs par pays concernant les organisations politiques ou gouvernementales ainsi que les sociétés ou les institutions dotées d'un gouvernement organisé, d'un État et d'un corps politique.

L'indice de démocratie participative utilisé dans le cadre de l'indice Normandie mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.

**Principe:** Il est largement reconnu que les processus démocratiques contribuent à la paix. Les démocraties solides disposent elles-mêmes d'institutions visant à faire face aux revendications de la société de manière non violente. Il est également considéré que les démocraties sont moins enclines à s'engager dans des conflits armés avec d'autres démocraties. Les pays démocratiques affichent les niveaux de paix les plus élevés à l'échelle planétaire, d'après l'indice mondial de la paix ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Par ailleurs, à l'exception d'événements politiques ou de conflits relativement peu fréquents, le statut démocratique actuel d'un pays est souvent un bon indicateur du futur statut démocratique.

**Source:** V-Dem, 179 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <https://www.v-dem.net/fr/>

## Domaine 4 – Crise économique

**Indicateur: Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en pourcentage du total des prêts**  
([Banque mondiale, 2020](#))

**Description détaillée:** Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.

**Principe:** Il a été prouvé que la crise de la dette souveraine et les troubles civils étaient liés (Reinhart, 2010), et certains ont fait valoir que la crise de la dette souveraine suivie de mesures d'austérité extrêmes ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et au génocide au Rwanda ([Goldmann, 2012](#)). Les prêts non productifs représentent un bon signe avant-coureur des crises financières, avec de vastes conséquences sociales. De façon plus directe, des niveaux d'endettement élevés peuvent affecter la capacité de l'État à fournir les services publics de base, laquelle constitue une source clé de légitimité pour un gouvernement. Le recours excessif à l'emprunt, en particulier à la dette extérieure, implique une exposition accrue aux risques du marché mondial et aux décisions des créanciers, deux facteurs qui peuvent rendre un État vulnérable aux chocs économiques extérieurs ([Forum économique mondial & Zurich Insurance Group, 2019](#)). Des dettes et des emprunts trop lourds peuvent exacerber les clivages sociétaux sous-jacents, en particulier si les inégalités réelles ou perçues se creusent.

**Source:** Banque mondiale, 136 pays, les données les plus récentes datant de 2018

**URL:** <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.AST.NPER.ZS>

## Domaine 5 – Insécurité énergétique

**Indicateur: Importations d'énergie** ([Banque mondiale, 2020](#))

**Description détaillée:** Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie).

**Principe:** L'indépendance énergétique, c'est-à-dire l'autosuffisance grâce aux sources d'énergie domestiques, y compris le pétrole, le gaz naturel, les autres minéraux et les sources d'énergie propre, est un élément déterminant de la sécurité énergétique, au moins depuis le choc pétrolier d'octobre 1973 ([Cohen et al., 2011](#)). Bien qu'elle ne représente qu'un aspect de la sécurité énergétique, elle constitue, avec des mesures telles que la diversité des sources d'approvisionnement et la distance parcourue jusqu'au lieu de consommation, une mesure pour laquelle il existe à l'échelle mondiale des données de sources publiques et comparables, et qui est donc suffisante pour saisir la menace conceptuelle de l'insécurité énergétique.

**Source:** Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde, 185 pays, les données les plus récentes datant de 2015

**URL:** <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/eg.imp.cons.zs>



## Domaine 6 – États fragiles

**Indicateur: Indice des États fragiles** ([Fonds pour la paix, 2020](#))

**Description détaillée:** Les pays sont classés du pays présentant le niveau le plus faible de fragilité (score 0) au pays présentant le niveau le plus élevé (score de 120). Tous les ans, chaque pays est noté sur la base de 12 indicateurs de risque de conflit regroupés en quatre catégories: les indicateurs de la cohésion, et les indicateurs économiques, politiques et sociaux.

**Principe:** L'indice des États fragiles repose sur un outil d'évaluation des conflits, dénommé «CAST», qui a été mis au point par le Fonds pour la paix il y a près d'un quart de siècle afin d'évaluer la vulnérabilité des États fragiles. Cet outil a été conçu pour mesurer cette vulnérabilité dans les situations précédant les conflits, pendant les conflits et dans les situations d'après-conflit, et continue d'être largement utilisé par les décideurs politiques, les praticiens de terrain et les réseaux communautaires locaux. La méthode utilise des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs, repose sur des données de sources publiques et produit des résultats quantifiables.

**Source:** Fonds pour la paix, 178 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <https://fragilestatesindex.org/>

## Domaine 7 – Criminalité/Homicides

**Indicateur: Taux d'homicides** ([Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2020](#))

**Description détaillée:** Taux d'homicides dans le pays pour 100 000 habitants

**Principe:** Les taux d'homicides élevés sont associés à des risques élevés pour la sécurité des personnes à l'intérieur d'un pays et reflètent une capacité réduite du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des personnes à l'intérieur de ses frontières.

La stratégie globale de l'UE souligne que la criminalité transfrontalière constitue une menace potentielle importante pour la paix dans le monde. La criminalité transnationale organisée affecte, de par sa nature même, tous les pays. La nature des crimes transfrontaliers varie considérablement, allant du trafic de drogues de classe A à la traite d'êtres humains. Le recensement de la criminalité varie d'un pays à l'autre, desorte qu'il n'existe pas de base de données unique répertoriant les crimes transfrontaliers commis. Bien que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) publie une évaluation des menaces que représente la criminalité transnationale organisée, cette évaluation est destinée à être appliquée au niveau local et ne constitue pas une plateforme permettant d'établir un classement comparatif mondial des pays<sup>1</sup>. Ce qui complique encore la situation, c'est que les facteurs qui sont à l'origine de la criminalité transfrontalière favorisent également tous les autres types d'activités économiques: les communications, le commerce, l'interconnexion, la mondialisation et les nouvelles technologies.

En l'absence de mesure nationale relative de la criminalité transnationale/transfrontalière, l'Indice Normandie utilise un taux d'homicides pour 100 000 habitants par pays comme indicateur des niveaux de criminalité. Bien qu'il s'agisse d'une mesure brute, le lien entre homicide et criminalité

---

<sup>1</sup> (Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2010)

organisée a été largement étudié<sup>2</sup> et il a été utilisé dans la littérature comme indicateur de la criminalité organisée dans un pays<sup>3</sup>.

**Source:** ONUDC, 137 pays, les données les plus récentes datant de 2017

**URL:** <https://www.unodc.org/unodc/fr/data-and-analysis/statistics.html>

**Indicateur:** Perception de la criminalité ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#))

**Description détaillée:** Évaluation du niveau de criminalité perçue dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l'équipe d'analyse par pays de *The Economist Intelligence Unit* (EIU) Les analystes par pays évaluent cet indice sur une base annuelle, pour une période de un an à partir du mois de mars.

**Principe:** La perception de la criminalité dans une société a une incidence sur le sentiment de sécurité et d'identité des citoyens, avec des conséquences plus larges sur les entreprises, sur les dépenses de sécurité et sur les politiques de sécurité. La perception de niveaux élevés de criminalité peut avoir un effet déstabilisant sur le contrat social entre un gouvernement et sa population. L'Institut pour l'économie et la paix a constaté que le coût de l'endiguement de la violence, qui varie en fonction des menaces perçues, s'élève à environ 1 800 dollars américains par personne et par an ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)).

**Source:** IEP, 163 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <https://visionofhumanity.org>

## Domaine 8 – Résilience face à la désinformation

**Indicateur:** Résilience face à la désinformation ([Université de Göteborg, 2020](#))

**Description détaillée:** La base de données *Variety of Democracy* (V-Dem) reprend quatre indicateurs de présence de désinformation:

- Diffusion par le gouvernement de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence le gouvernement et ses agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les partis de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence les grands partis politiques et les candidats se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les gouvernements étrangers de fausses informations. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer les politiques nationales dans ledit pays?
- Publicités des gouvernements étrangers. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils de publicités payantes sur les médias sociaux pour diffuser des

<sup>2</sup> (Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2011)

<sup>3</sup> (Alberto Alesina, 2019)

opinions trompeuses ou de fausses informations pour influencer les politiques nationales dans ledit pays?

Chaque pays est classé sur une échelle de Likert allant de «extrêmement souvent» (0) à «jamais ou presque jamais» (4). L'indicateur de résilience face à la désinformation utilisé dans le cadre de l'Indice Normandie correspond à la moyenne nationale de chacun de ces quatre indicateurs.

**Principe:** La capacité des acteurs étatiques et non étatiques à restreindre la libre circulation de l'information est de plus en plus préoccupante, tout comme leur capacité à s'ingérer dans le fonctionnement de la société civile par le biais de campagnes de désinformation. La recherche sur la résilience face à la désinformation est un domaine de quantification relativement nouveau, qui a vu apparaître un certain nombre de sources ces dernières années ([Eurasian States in Transition Research Center, 2018](#); [Global Disinformation Index, 2020](#)). L'Indice Normandie suivra de près cette documentation de manière à s'appuyer sur ces mesures dans de prochaines publications.

**Source:** V-Dem, 179 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <https://www.v-dem.net/fr/>

## Domaine 9 – Terrorisme

**Indicateur: Indice mondial du terrorisme** ([Institut pour l'économie et la paix, 2019b](#))

**Description détaillée:** Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement prend en considération les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.

**Principe:** Il s'agit d'un indicateur clé montrant les incidences multiples du terrorisme sur un pays. Il s'agit de la source de données la plus fiable et la plus cohérente, disponible dans plus de 163 pays et actualisée chaque année depuis 2001.

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, rapports sur l'indice mondial du terrorisme, 163 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org>

## Domaine 10 – Conflits violents

**Indicateur: Conflits violents** ([Institut pour l'économie et la paix, 2019b](#))

**Description détaillée:** Indicateur composite du nombre de conflits violents internes et externes, de leur intensité et du nombre de décès qu'ils causent.

**Principe:** L'indice mondial de la paix de l'Institut pour l'économie et la paix mesure les quatre indicateurs suivants relatifs aux conflits violents:

### Nombre et durée des conflits internes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits qui surviennent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays donné. Les informations relatives à cet indicateur proviennent de trois ensembles de données provenant du

programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits: la série de données sur les décès liés aux combats, celle sur les conflits non étatiques et celle sur la violence unilatérale.

### **Nombre de décès causés par des conflits internes organisés**

Cet indicateur utilise la définition de conflit donnée par le programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits. Celui-ci définit les conflits comme la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année. Les statistiques sont recueillies à partir de l'édition la plus récente de la base de données des conflits armés de l'institut international d'études stratégiques, qui définit les décès liés aux conflits armés comme les pertes de vies militaires et civiles résultant directement d'un conflit armé.

### **Nombre, durée et rôle dans les conflits externes**

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits extraterritoriaux dans lesquels un pays est impliqué. Cet indicateur se fonde sur la série de données du programme d'Uppsala sur les décès liés aux combats. Le score d'un pays est déterminé en additionnant tous les scores relatifs aux conflits individuels lorsque ce pays intervient en tant qu'acteur dans un conflit surgissant en dehors de ses frontières légales. Les conflits ne sont pas imputés à un pays s'ils lui ont déjà été imputés pour l'indicateur du nombre et de la durée des conflits internes.

### **Nombre de décès causés par des conflits externes organisés**

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «une incompatibilité litigieuse concernant un gouvernement et/ou un territoire où le recours à la force armée entre deux parties, dont au moins une est le gouvernement d'un État, entraîne annuellement au moins 25 décès dans des combats». En l'absence de données, plusieurs autres sources ont été consultées: la base de données sur les conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques; le site web Iraq Coalition Casualty Count et l'EIU.

Chacune de ces sources est notée de 1 à 5. L'Indice Normandie se fonde sur le score moyen de tous ces indicateurs pour la catégorie «Conflits violents».

**Source:** IEP, 163 pays, les données les plus récentes datant de 2019.

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org>

## **Domaine 11 – Armes de destruction massive**

**Indicateur:** Indicateur des capacités nucléaires et des armes lourdes et score de non-prolifération ([Institut pour l'économie et la paix; 2019b](#))

**Description détaillée:** Cet indicateur repose sur deux valeurs:

- l'indice de paix mondial des capacités nucléaires et des armes lourdes (**HWC**– Heavy weapons cantonnement/cantonnement des armes lourdes), soit un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé

après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays reçoivent la note 1 lorsqu'ils ont de faibles capacités militaires. La note 5 est attribuée aux pays dotés de l'arme nucléaire.

- le score de non-prolifération (**NSP**): La note 1 est attribuée aux pays signataires du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ceux qui ne le sont pas reçoivent la note 0.

Pour obtenir la note finale AMD utilisée dans l'Indice Normandie, il faut retrancher le NSP au HWC (soit **HWC – NPS**).

**Principe:** Cet indicateur désigne un système de classification permettant d'évaluer la capacité destructive du stock d'armes lourdes d'un pays, uniquement celles que possède le gouvernement, ainsi que son engagement en faveur de la non-prolifération des armes nucléaires.

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, 163 pays, les données les plus récentes datant de 2019

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org>

### Disponibilité et imputation des données

La méthode mise au point a été conçue pour la faire concorder avec d'autres grands indicateurs mondiaux, et des efforts considérables ont été accomplis pour étoffer l'indice avec les meilleures informations disponibles sur les pays. Toutefois, la principale difficulté inhérente à l'élaboration d'un indice composite harmonisé tient au manque de données homogènes et complètes dans des pays très disparates à travers le monde, lesquels diffèrent considérablement les uns des autres non seulement par leurs caractéristiques démographiques et géographiques, mais aussi par leurs particularités socio-économiques qui, souvent, peuvent avoir une incidence sur la collecte et la qualité des données.

Le problème des données lacunaires constitue une difficulté courante dans l'élaboration d'un indice. L'OCDE recommande plusieurs techniques statistiques pour procéder à l'imputation des données afin de combler les lacunes ([OCDE et al., 2008](#)). Le tableau 2 dresse la liste des méthodes utilisées dans l'Indice Normandie. Grâce à la combinaison de ces techniques, l'indice contient ainsi les meilleures données possibles sans devoir se fonder sur une méthode trop complexe

**TABEAU 2: Méthode d'imputation des données**

| Méthode                        | Description                                                                                                                                                                                                                               | Application dans l'indice                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Méthode d'imputation cold-deck | Remplacer la donnée manquante par une valeur obtenue à partir d'une autre source de données.                                                                                                                                              | Cette méthode est utilisée pour l'Indice Normandie, à savoir qu'il est fait référence au point de données le plus récent d'une série comme point de données actuel, ou que des statistiques nationales supplémentaires sont intégrées pour combler des lacunes. |
| Méthode d'imputation hot-deck  | Remplacer la donnée manquante au moyen de la méthode des «k plus proches voisins» (knn). L'algorithme des knn est utile pour faire correspondre un point avec ses voisins les plus proches dans un espace multidimensionnel. Il peut être | Cette méthode est utilisée pour l'Indice Normandie lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.                                                                                                                                              |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |  |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
|  | utilisé pour les données continues, discrètes, ordinales et catégorielles, ce qui le rend particulièrement utile pour traiter les données manquantes. L'Indice Normandie comble les lacunes de données en utilisant les données des cinq pays les plus similaires pour calculer une valeur. |  |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

## Pondération des indicateurs

Étant donné que la stratégie globale de l'UE pour 2018 ne classe pas les domaines par ordre de priorité, une **pondération égale de 1** est appliquée dans tous les domaines, ce qui simplifie le calcul de la note finale de l'Indice Normandie.

Le seul domaine de l'Indice Normandie qui présente plus d'un indicateur est celui de la *criminalité*, qui comprend *les homicides volontaires (pour 100 000 personnes)* et *la perception des différents niveaux de criminalité*, pondérés respectivement à 0,75 et 0,25.

## Calculs relatifs aux domaines

Cette section illustre la façon dont est traité chaque indicateur, et donc chaque domaine. Le traitement se fait en deux étapes: 1) la collecte des données ainsi que 2) l'imputation et la catégorisation.

Dans le cas de l'Indice Normandie, catégoriser les données est un moyen de comparer des informations qui, autrement, seraient incongrues. Cette méthode prend en considération chaque indicateur et les place sur une échelle de 0 à 1 par rapport à l'ensemble des données. Pour ce faire, les valeurs minimales et maximales appropriées pour l'ensemble de données sont déterminées de sorte que toute valeur inférieure au minimum est affectée de la note 0, toute valeur supérieure au maximum est affectée de la note 1, et tout le reste est réparti de manière homogène entre les deux. Par conséquent, au cours de l'année  $y$ , après imputation des données, le score obtenu après catégorisation est calculé pour l'indicateur  $i$  à l'aide de l'équation 1.

### Équation 1: Équation de catégorisation

$$Banded_i = \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

Cette méthode de catégorisation traduit l'hypothèse implicite que les niveaux supérieurs de l'indicateur sont meilleurs. Toutefois, des niveaux plus élevés pour certains indicateurs, comme l'indice mondial de terrorisme, sont moins souhaitables pour les pays. Dans ce cas, la valeur obtenue après catégorisation est inversée et est calculée à l'aide de l'équation 2.

### Équation 2: Équation de catégorisation inversée

$$Reverse\ Banded_i = 1 - \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

L'indicateur de catégorisation pour chaque pays est alors le score du domaine, puisque chaque domaine est mesuré par un seul indicateur. Le score de chaque domaine se situe entre 0 et 1.

Une partie intégrante de ce processus consiste à fixer des valeurs seuils minimales et maximales appropriées pour les scores après catégorisation. À cette fin, on dispose de méthodes empiriques et normatives. Bien que certaines données puissent être distribuées normalement et se prêtent donc bien à des techniques mathématiques standard et bien définies, comme la définition des valeurs aberrantes comme étant supérieures à trois écarts-types par rapport à la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances bien établies. En définitive, le choix de la technique utilisée doit dépendre de plusieurs considérations: la nature des données, la distribution sous-jacente, l'objet de l'indice, les renseignements transmis, etc. Après examen des ensembles de données globales utilisés dans l'IDJ, très peu de distributions peuvent être classées comme normales. La présence de valeurs aberrantes influe non seulement sur la moyenne, mais aussi sur la variance, biaisant à la fois les valeurs minimales et maximales.

Pour tenir compte de cette situation, l'IEP fixe parfois des minimums et des maximums artificiels pour s'assurer que les résultats ne sont pas trop fortement influencés par des valeurs aberrantes. En présence de valeurs aberrantes, la limite inférieure fixée pour le processus de catégorisation est le point de données le plus bas qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile sous le premier quartile (où l'intervalle interquartile est défini comme étant la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, la limite supérieure fixée pour le processus de catégorisation est définie comme étant le point de données le plus grand qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile au-dessus du troisième quartile.

### Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'Indice Normandie

Étant donné que chaque domaine est pondéré également en fonction de l'importance de la menace, le score agrégé final de l'indice peut être obtenu par le calcul de la moyenne des onze scores des domaines. Ainsi, tous les ans, le score final de l'Indice Normandie de chaque pays est compris entre 0 et 10.

$$NI\ Score = 11 \times \frac{\sum_{i=D1}^{D11} Country\ Indicator\ Banded\ Score_i}{11}$$



## Bibliographie

Cohen, G., Joutz, F., & Loungani, P. (2011). Measuring Energy Security: Trends in the Diversification of Oil and Natural Gas Supplies. 41.

Eurasian States in Transition Research Center. (2018). Disinformation Resilience in Central and Eastern Europe. [http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI\\_CEE\\_2018.pdf](http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf)

Commission européenne (2019). INFORM - Global, open-source risk assessment for humanitarian crises and disasters. <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>

Union européenne (2016). A Global Strategy for the European Union. [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs\\_review\\_web\\_0.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf)

Global Disinformation Index. (2020). GDI – Global Disinformation Index. <https://disinformationindex.org/>

Goldmann, M. (2012). Sovereign Debt Crises as Threats to the Peace: Restructuring under Chapter VII of the UN Charter? 23.

Institut pour l'économie et la paix (2019a). Indice mondial de la paix. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf>

Institut pour l'économie et la paix (2019b). Global Terrorism Index 2019. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/12/Global-Terrorism-Index-2018-1.pdf>

Institut pour l'économie et la paix (2019c). Positive Peace Report 2019: Analysing the Factors that Sustain Peace. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/11/Positive-Peace-Report-2018.pdf>

Union internationale des télécommunications (2017). Global Cybersecurity Index. <https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

OCDE, Union européenne & Centre commun de recherche (JCR) - Commission européenne (2008). Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide. OCDE <https://doi.org/10.1787/9789264043466-en>

Fonds pour la paix (2020). Fragile States Index. <https://fragilestatesindex.org/>

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2020). Office des Nations unies contre la drogue et le crime - Statistics Page. Nations unies: Office contre la drogue et le crime. <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics.html>

Université de Göteborg (2020). Varieties of Democracy <https://www.v-dem.net/fr/>

Forum économique mondial & Zurich Insurance Group (2019). Global risks 2019: Insight report. [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risks\\_Report\\_2019.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf)

Banque mondiale & Nations unies (2018). Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

Banque mondiale (2020). Les données ouvertes de la Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/>



---

L'Indice Normandie, qui en est à sa deuxième année, vise à mesurer le niveau des menaces pesant sur la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. Présenté pour la première fois au Forum mondial «Normandie pour la paix» en juin 2019, il résulte d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la Région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec et sur la base de données fournies par l'Institute for Economics and Peace. Ce document présente les résultats de l'exercice 2020 et explique la manière dont l'indice peut être utilisé pour comparer le niveau de paix – défini sur la base de la performance d'un pays donné par rapport à une série de menaces identifiées – d'un pays ou d'une région du globe à l'autre. Le document est complété par 40 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

Ce document fait partie de la contribution de l'EPRS au Forum mondial Normandie pour la paix 2020. Il est accompagné de deux études, l'une sur la contribution de l'Union européenne à la paix et à la sécurité en 2020, l'autre sur le soutien apporté par l'Union européenne à la paix au Sahel.

---

Ce document est une publication du service de recherche du Parlement européen.  
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Ce document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence pour les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.



PE 652.039  
ISBN 978-92-846-7000-0  
doi:10.2861/682818